

Journal officiel

de l'Union européenne

C 111



Édition
de langue française

Communications et informations

54^e année

9 avril 2011

Numéro d'information

Sommaire

Page

II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2011/C 111/01	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du TFUE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	1
2011/C 111/02	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du TFUE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽²⁾	5
2011/C 111/03	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.6147 — Rosneft Oil Company/BP/Ruhr Oel) ⁽²⁾	9
2011/C 111/04	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.6116 — Europ Assistance France/Malakoff Mederic/EAP France) ⁽²⁾	9

FR

Prix:
4 EUR

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE, sauf en ce qui concerne les produits relevant de l'annexe I du traité

⁽²⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(suite au verso)

IV Informations

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2011/C 111/05	Taux de change de l'euro	10
2011/C 111/06	Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes rendu lors de sa réunion du 2 juillet 2010 concernant un projet de décision dans l'affaire COMP/38.866 (1) — Phosphates pour l'alimentation animale — Rapporteur: Grèce	11
2011/C 111/07	Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes rendu lors de sa réunion du 16 juillet 2010 concernant un projet de décision dans l'affaire COMP/38.866 (2) — Phosphates pour l'alimentation animale — Rapporteur: Grèce	12
2011/C 111/08	Rapport final du conseiller-auditeur — Affaire COMP/38.866 — Phosphates destinés à l'alimentation animale	13
2011/C 111/09	Résumé de la décision de la Commission du 20 juillet 2010 relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE (Affaire COMP/38.866 — Phosphates pour l'alimentation animale) [notifiée sous le numéro C(2010) 5004] ⁽¹⁾	15
2011/C 111/10	Résumé de la décision de la Commission du 20 juillet 2010 relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE (Affaire COMP/38.866 — Phosphates pour l'alimentation animale) [notifiée sous le numéro C(2010) 5004] ⁽¹⁾	19

V Avis

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission européenne

2011/C 111/11	Aide d'État — Allemagne — Aide d'État C 33/10 (ex N 700/09) — Aide accordée aux producteurs de métaux non ferreux pour les coûts en CO ₂ de l'électricité — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	22
---------------	--	----



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

II

(Communications)

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du TFUE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE, sauf en ce qui concerne les produits relevant de l'annexe I du traité)**

(2011/C 111/01)

Date d'adoption de la décision	10.2.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	NN 58/05 (ex N 576/2000)
État membre	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Région	Scotland
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Modification of the Rural Development Plan for Scotland: Stand alone Aids
Base juridique	<p>ESA Scheme The Agriculture Act 1986 (Section 18)</p> <p>CPS Section 98 of the Environment Act 1995 The Countryside Premium Scheme (Scotland) Regulations 1997: SI 1997 No 330 (S.23)</p> <p>RSS Section 98 of the Environment Act 1995 The Rural Stewardship Scheme (Scotland) Regulations 2001 The Rural Stewardship Scheme (Scotland) Amendment Regulations 2003 The Rural Stewardship Scheme (Scotland) Amendment (No 2) Regulations 2003</p> <p>OAS The Organic Aid (Scotland) Regulations 1994 The Organic Aid (Scotland) Amendment Regulations 1996 The Organic Aid (Scotland) Amendment Regulations 1999 The Organic Aid (Scotland) Regulations 2004</p>
Type de la mesure	Régime d'aide
Objectif	Accords agroenvironnementaux
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Estimation du total des dépenses: 54 908,1 Mio GBP (soit environ 64 280,9 Mio EUR)
Intensité	Variable

Durée	Selon le régime: CPS 2010, ESA 2012, OAS 2011, RSS 2010
Secteurs économiques	Agriculture
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	The Scottish Executive Environment and Rural Affairs Department (SEERAD) Mailpoint 1-E Pentland House 47 Robb's Loan Edinburgh EH14 1TY UNITED KINGDOM
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	23.2.2011	
Numéro de référence de l'aide d'État	N 601/09	
État membre	Luxembourg	
Région	Luxembourg (Grand-Duché)	Article 107(3)(c)
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Régime d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique	
Base juridique	Loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural Loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (art. 26) Projet de règlement grand-ducal instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Engagements agro-environnementaux, investissements dans les exploitations agricoles, sylviculture	
Forme de l'aide	Subvention directe	
Budget	Budget global: 5,40 EUR (millions)	
Intensité	90 %	
Durée	jusqu'au 31.12.2013	
Secteurs économiques	Agriculture, sylviculture et pêche	
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural 1 Rue de la Congrégation 2913 Luxembourg LUXEMBOURG	
Autres informations	—	

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	25.2.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	N 268/10
État membre	Finlande
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Maatalousalan valtiontakaukset
Base juridique	Laki maatalouden rakennetuista Valtioneuvoston asetus maatalouden investointituesta ja nuoren viljelijän aloitustuesta
Type de la mesure	Régime d'aide
Objectif	Méthode de calcul de l'élément d'aide du soutien accordé sous la forme d'une garantie
Forme de l'aide	Garantie
Budget	—
Intensité	Variable
Durée	Jusqu'au 31.12.2015
Secteurs économiques	A1 — Culture et production animale, chasse et services annexes
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Maa- ja metsätalousministeriö PL 30 FI-00023 Valtioneuvosto SUOMI/FINLAND
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	11.2.2011	
Numéro de référence de l'aide d'État	N 546/10	
État membre	Bulgarie	
Région	—	Article 107(3)(c)
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	„Помощ за инвестиции в земеделски стопанства чрез преотстъпване на корпоративен данък“	
Base juridique	Чл. 189б, ал. 1—4, от Закона за корпоративно подоходно облагане (ЗКПО), Чл. 48, ал. 6—7 от Закон за данъците върху доходите на физическите лица (ЗДЦФЛ)	
Type de la mesure	Régime d'aide	—
Objectif	Investissements dans les exploitations agricoles	
Forme de l'aide	Déduction fiscale	
Budget	Budget global: 132,02 BGN (millions)	

Intensité	50 %
Durée	jusqu'au 31.12.2013
Secteurs économiques	Culture et production animale, chasse et services annexes
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Национална агенция за приходите (НАП) бул. Княз Дондуков № 52 1000 София/Sofia БЪЛГАРИЯ/BULGARIA
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	28.2.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.32185-2011N
État membre	Suède
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Stöd för marknadsfrämjande åtgärder för ekologiska produkter
Base juridique	17 § förordningen (2011:93) om stöd till insatser på livsmedelsområdet
Type de la mesure	Régime d'aide
Objectif	Promotion (AGRI), protection de l'environnement
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Budget global: 48,00 SEK (millions) Budget annuel: 8,00 SEK (millions)
Intensité	50 %
Durée	1.3.2011-31.12.2016
Secteurs économiques	Culture et production animale, chasse et services annexes
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Statens Jordbruksverk Jordbruksverket SE-551 82 Jönköping SVERIGE
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du TFUE

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2011/C 111/02)

Date d'adoption de la décision	17.12.2010
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.32030 (2010/N)
État membre	Allemagne
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Prolongation of the Federal Framework for low interest loans („Bundesrahmenregelung Niedrigverzinsliche Darlehen“) (N 38/09)
Base juridique	Regelung zur vorübergehenden Gewährung niedrigverzinslicher Darlehen („Bundesrahmenregelung Niedrigverzinsliche Darlehen“)
Type de la mesure	Régime
Objectif	Aides pour remédier à une perturbation grave de l'économie
Forme de l'aide	Bonification d'intérêts
Budget	Dépenses annuelles prévues: 2 500 Mio EUR Montant global de l'aide prévue: 2 500 Mio EUR
Intensité	—
Durée	1.1.2011-31.12.2011
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	—
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	14.2.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.32054 (2010/N)
État membre	Italie
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Aiuto al salvataggio di Agile S.r.l. in A.S.

Base juridique	Decreto Legislativo 8 luglio 1999, n. 270, «Nuova disciplina dell'amministrazione straordinaria delle grandi imprese in stato di insolvenza, a norma dell'articolo 1 della legge 30 luglio 1998, n. 274»;
Type de la mesure	Aide individuelle
Objectif	Sauvetage d'entreprises en difficulté
Forme de l'aide	Garantie
Budget	Montant global de l'aide prévue: 15 Mio EUR
Intensité	—
Durée	février 2011-août 2011
Secteurs économiques	Services informatiques et services rattachés à l'informatique
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministero dello Sviluppo Economico Via Molise 2 00196 Roma RM ITALIA
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	21.1.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.32157 (2010/N)
État membre	Portugal
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Extensão do regime de recapitalização pública das instituições de crédito em Portugal
Base juridique	Lei n.º 63-A/2008, de 24 de Novembro, Lei do Orçamento do Estado para 2011 (Proposta de lei n.º 42/XI)
Type de la mesure	Régime
Objectif	Aides pour remédier à une perturbation grave de l'économie
Forme de l'aide	Autres formes de prises de participation
Budget	Montant global de l'aide prévue: 3 000 Mio EUR
Intensité	—
Durée	jusqu'au 30.6.2011

Secteurs économiques	Intermédiation financière
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministro de Estado e das Finanças Av. Infante D. Henrique 1.º 1149-009 Lisboa PORTUGAL
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	21.1.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.32158 (2010/N)
État membre	Portugal
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Extensão do regime de concessão extraordinária de garantias pessoais pelo estado, no âmbito do sistema financeiro
Base juridique	Lei n.º 60-A/2008, de 20 de Outubro, Lei do Orçamento do Estado para 2011 (Proposta de lei n.º 42/XI)
Type de la mesure	Régime
Objectif	Aides pour remédier à une perturbation grave de l'économie
Forme de l'aide	Garantie
Budget	Montant global de l'aide prévue: 9 146,2 Mio EUR
Intensité	—
Durée	jusqu'au 30.6.2011
Secteurs économiques	Intermédiation financière
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministro de Estado e das Finanças Av. Infante D. Henrique 1.º 1149-009 Lisboa PORTUGAL
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	30.3.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.32171 (2010/N)
État membre	Autriche
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Weitere Gewährung von 500 000 EUR — Pauschalbeihilfen nach dem „Vorübergehenden Gemeinschaftsrahmen“ (N 47a/09)
Base juridique	Konjunkturbelebungs-gesetz 2008 — KMU-Förderungsgesetz — Arbeitsmarktförderungsgesetz — Garantiesgesetz — Forschungs- und Technologieförderungsgesetz (FTFG) — Wirtschaftsförderungsgesetze der Bundesländer — Mittelstandsfinanzierungsgesellschaften-Gesetz (MiFiG-Gesetz)
Type de la mesure	Régime
Objectif	Aides pour remédier à une perturbation grave de l'économie
Forme de l'aide	Subvention directe, Garantie, Bonification d'intérêts
Budget	Montant global de l'aide prévue: 300 Mio EUR
Intensité	—
Durée	jusqu'au 31.12.2011
Secteurs économiques	—
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	—
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.6147 — Rosneft Oil Company/BP/Ruhr Oel)
(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
(2011/C 111/03)

Le 10 mars 2011, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b) du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

- dans la section consacrée aux concentrations, sur le site internet de la DG concurrence de la Commission (<http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/>). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,
- sur le site internet EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>), qui offre un accès en ligne au droit communautaire, sous le numéro de document 32011M6147.

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.6116 — Europ Assistance France/Malakoff Mederic/EAP France)
(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
(2011/C 111/04)

Le 1^{er} avril 2011, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b) du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en français et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

- dans la section consacrée aux concentrations, sur le site internet de la DG concurrence de la Commission (<http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/>). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,
 - sur le site internet EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>), qui offre un accès en ligne au droit communautaire, sous le numéro de document 32011M6116.
-

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

8 avril 2011

(2011/C 111/05)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,4401	AUD	dollar australien	1,3687
JPY	yen japonais	122,80	CAD	dollar canadien	1,3741
DKK	couronne danoise	7,4572	HKD	dollar de Hong Kong	11,1889
GBP	livre sterling	0,88095	NZD	dollar néo-zélandais	1,8446
SEK	couronne suédoise	8,9895	SGD	dollar de Singapour	1,8105
CHF	franc suisse	1,3163	KRW	won sud-coréen	1 559,19
ISK	couronne islandaise		ZAR	rand sud-africain	9,5811
NOK	couronne norvégienne	7,8020	CNY	yuan ren-min-bi chinois	9,4115
BGN	lev bulgare	1,9558	HRK	kuna croate	7,3655
CZK	couronne tchèque	24,430	IDR	rupiah indonésien	12 454,48
HUF	forint hongrois	264,09	MYR	ringgit malais	4,3441
LTL	litas lituanien	3,4528	PHP	peso philippin	61,908
LVL	lats letton	0,7090	RUB	rouble russe	40,4165
PLN	zloty polonais	3,9560	THB	baht thaïlandais	43,275
RON	leu roumain	4,1118	BRL	real brésilien	2,2619
TRY	lire turque	2,1646	MXN	peso mexicain	16,8978
			INR	roupie indienne	63,4720

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes rendu lors de sa réunion du 2 juillet 2010 concernant un projet de décision dans l'affaire COMP/38.866 (1) — Phosphates pour l'alimentation animale

Rapporteur: Grèce

(2011/C 111/06)

1. Le comité consultatif marque son accord avec la Commission quant au fait que les destinataires des projets de décisions ont pris part à un accord et/ou à des pratiques concertées au sens de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RFUE) et l'article 53 de l'accord EEE.
 2. Le comité consultatif marque son accord avec la Commission quant à l'évaluation du produit et de l'étendue géographique de l'accord et/ou des pratiques concertées décrites dans les projets de décisions.
 3. Le comité consultatif marque son accord avec la Commission quant au fait que les destinataires des projets de décisions ont pris part à une infraction unique et continue de l'article 101 du TFUE et de l'article 53 de l'accord EEE.
 4. Le comité consultatif est en accord avec la Commission européenne sur le fait que les accords et/ou les pratiques concertées ont eu pour objet la restriction de la concurrence au sens de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et l'article 53 de l'accord EEE.
 5. Le comité consultatif est en accord avec la Commission européenne sur le fait que l'accord et/ou les pratiques concertées étaient susceptibles d'avoir un effet sensible sur le commerce entre les États membres de l'UE.
 6. Le comité consultatif marque son accord avec l'évaluation faite par la Commission européenne sur la durée de l'infraction de chaque destinataire.
 7. Le comité consultatif marque son accord avec les projets de décision de la Commission concernant les destinataires des décisions, notamment avec l'imputation de responsabilité aux sociétés mères des groupes concernés.
 8. Le comité consultatif marque son accord avec la mise en œuvre par la Commission de la procédure décrite à l'article 10a du règlement (CE) n° 773/2004 de la Commission, tel que modifié par le règlement (CE) n° 622/2008 de la Commission du 30 juin 2008, ainsi que de la communication relative aux procédures de transaction dans les affaires d'entente.
 9. Le comité consultatif entend demander à la Commission de tenir compte de tous les autres points soulevés lors de la discussion.
 10. Le comité consultatif recommande la publication de son avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.
-

Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes rendu lors de sa réunion du 16 juillet 2010 concernant un projet de décision dans l'affaire COMP/38.866 (2) — Phosphates pour l'alimentation animale

Rapporteur: Grèce

(2011/C 111/07)

1. Le comité consultatif marque son accord avec la Commission sur l'application des lignes directrices du 2006 pour le calcul des amendes infligées en application de l'article 23, paragraphe 2, sous a), du règlement (CE) n° 1/2003.
 2. Le comité consultatif marque son accord avec la Commission européenne sur les montants de base des amendes.
 3. Le comité consultatif partage le point de vue de la Commission européenne selon lequel il n'existe aucune circonstance atténuante ou aggravante en l'espèce.
 4. Le comité consultatif marque son accord avec la Commission européenne en ce qui concerne la réduction des amendes conformément à la communication sur la clémence de 2002.
 5. Le Comité consultatif marque son accord avec la Commission européenne en ce qui concerne la réduction des amendes conformément à la Communication de relative aux procédures de transaction.
 6. Le comité consultatif approuve l'appréciation, par la Commission européenne, de l'incapacité à payer des entreprises concernées.
 7. Le comité consultatif se rallie à l'avis de la Commission européenne en ce qui concerne le montant final des amendes.
 8. Le comité consultatif recommande la publication de son avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.
-

Rapport final du conseiller-auditeur ⁽¹⁾**Affaire COMP/38.866 — Phosphates destinés à l'alimentation animale**

(2011/C 111/08)

La présente affaire concerne une entente entre six groupes d'entreprises spécialisées dans la production de phosphates destinés à l'alimentation animale ⁽²⁾. Ces entreprises ont participé à une entente qui a duré quelque 35 ans au total (1969-2004) et s'est étendue à plusieurs États membres.

Pour cinq de ces groupes, le projet de décision résulte de la procédure de transaction ⁽³⁾, le sixième ayant décidé de ne pas conclure de transaction et ayant donc opté pour la procédure ordinaire (affaire dite «mixte»). Par conséquent, deux décisions distinctes seront adoptées en l'espèce, à savoir une décision commune pour les entreprises ayant conclu une transaction et une décision pour l'autre entreprise.

Contexte

À la suite d'une demande d'immunité présentée par Kemira en novembre 2003, des contrôles inopinés ont été effectués en février 2004. Cinq ans plus tard, le 19 février 2009, la Commission a ouvert une procédure formelle et a invité les entreprises concernées à faire savoir par écrit si elles étaient disposées à prendre part à des discussions en vue de présenter des propositions de transaction ⁽⁴⁾. Toutes les entreprises ont répondu positivement et des discussions bilatérales en vue de parvenir à une transaction ont été organisées entre la DG Concurrence et chacun des destinataires.

À la suite de ces discussions, financière et de participation toutes les entreprises, à l'exception de Timab Industries S.A. et de sa société mère Compagnie Financière et de Participation Roullier (ci-après «Timab/CFPR»), ont présenté des propositions de transaction. Par conséquent, en ce qui concerne Timab/CFPR, c'est la procédure ordinaire qui a finalement été appliquée.

Procédure écrite*Communication des griefs*

La Commission a adopté, le 23 novembre 2009, une série de six communications des griefs, qui ont été notifiées individuellement à chaque partie à la procédure. Selon les communications des griefs, les entreprises Ercros, FMC Foret, Kemira, Tessenderlo, Quimitecnica et Timab/CFPR avaient participé, à partir du 19 mars 1969 au moins et jusqu'au 10 février 2004 au moins, pendant différentes périodes, à une infraction unique et continue à l'article 101 TFUE et à l'article 53 de l'accord EEE. En ce qui concerne la portée géographique de l'entente, cette dernière a couvert à tout moment l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, tandis que l'Espagne et le Portugal ont été touchés à partir de, respectivement, 1992 et 1993 ⁽⁵⁾. En ce qui concerne Timab/CFPR, l'infraction alléguée a duré du 16 septembre 1993 au 10 février 2004. L'infraction a consisté à se partager une grande partie du marché de l'UE par une répartition des quotas de ventes et des clients et la coordination des prix et des conditions de vente. Dans la communication des griefs, la Commission a fait part de son intention d'adopter une décision constatant une infraction et d'infliger des amendes ⁽⁶⁾.

Accès au dossier

Avant que la communication des griefs ne leur soit notifiée, les groupes d'entreprises ayant conclu une transaction avaient déjà été informés oralement, pendant les discussions en vue de parvenir à une transaction, des griefs envisagés et avaient pu accéder aux éléments de preuve contenus dans le dossier

⁽¹⁾ Conformément aux articles 15 et 16 de la décision 2001/462/CE, CECA de la Commission du 23 mai 2001 relative au mandat des conseillers-auditeurs dans certaines procédures de concurrence (JO L 162 du 19.6.2001, p. 21).

⁽²⁾ Ercros (Ercros S.A., Ercros Industrial S.A.), FMC Foret (FMC Foret S.A., FMC Chemicals Netherlands B.V., FMC Corporation), Kemira, (Kemira Oyj, Yara Phosphates Oy, Yara Soumi Oy), Tessenderlo Chemie N.V., Quimitecnica (Quimitecnica.com — Cemércio e Industria Química S.A., José de Mello SGPS S.A.) et Timab (Timab Industries S.A., Compagnie financière et de participation Roullier).

⁽³⁾ Règlement (CE) n° 622/2008 de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 773/2004 en ce qui concerne les procédures de transaction engagées dans les affaires d'entente (JO L 171 du 1.7.2008, p. 3) et communication de la Commission relative aux procédures de transaction engagées en vue de l'adoption de décisions en vertu des articles 7 et 23 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil dans les affaires d'entente (JO C 167 du 2.7.2008, p. 1).

⁽⁴⁾ Article 10 bis, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 773/2004 (JO L 123 du 27.4.2004, p. 18).

⁽⁵⁾ Aux fins de l'application de l'article 101 du TFUE et/ou de l'article 53 du traité EEE, la Commission européenne est compétente pour l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède depuis le 1^{er} janvier 1994.

⁽⁶⁾ Articles 7 et 23 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité, JO L 1 du 4.1.2003, p. 1.

de la Commission. Dans leurs propositions de transaction, ces groupes ont confirmé qu'ils avaient eu suffisamment l'occasion de faire connaître leur point de vue et qu'ils ne demanderaient plus à accéder au dossier, sous réserve que la communication des griefs reflète leurs propositions de transaction.

Après avoir reçu la communication des griefs, les parties ayant conclu une transaction ont confirmé, en des termes non équivoques, que la communication des griefs correspondait à la teneur de leurs propositions de transaction et que leur engagement de suivre la procédure de transaction n'était pas remis en cause.

Après avoir reçu la communication des griefs, Timab/CFPR a obtenu un accès complet au dossier d'enquête de la Commission au moyen d'un DVD et en pouvant consulter, dans les bureaux de la Commission, les déclarations d'entreprises ainsi qu'une version non confidentielle des propositions de transaction des autres parties. En outre, Timab/CFPR s'est ensuite vu accorder, à sa demande, un accès complémentaire, dans les bureaux de la Commission, aux accusés de réception de la communication des griefs délivrés par les parties ayant conclu une transaction.

Délais de réponse

Après avoir reçu la communication des griefs, les parties ayant conclu une transaction se sont vu accorder un délai de deux semaines pour y répondre conformément au point 26 de la communication sur la procédure de transaction. Une des parties ayant conclu une transaction, Ercros, a pu obtenir, à sa demande, une prolongation de délai de deux jours pour communiquer sa réponse.

Timab/CFPR s'est vu accorder, dans un premier temps, un délai de quatre semaines pour répondre à la communication des griefs. À sa demande, ce délai a été prolongé de cinq semaines.

Procédure orale

Audition

Une audition s'est tenue le 24 février 2010 à la demande de Timab/CFPR.

En dépit du fait que les parties ayant conclu une transaction avaient renoncé à leur droit de demander une audition, le conseiller-auditeur en charge du dossier à l'époque des faits a décidé, dans un souci de transparence et d'équité, de les inviter à l'audition en tant qu'entreprises concernées par la procédure. Tous les groupes d'entreprises, à l'exception de Tessengerlo, ont accepté l'invitation et ont assisté à l'audition.

Projet de décision

En ce qui concerne les parties ayant conclu une transaction, le projet de décision maintient les griefs exposés dans la communication des griefs et reflète également les propositions respectives de transaction des parties. Par conséquent, le projet de décision ne se rapporte qu'aux griefs à l'égard desquels les parties ayant conclu une transaction ont eu la possibilité de faire connaître leur point de vue. J'ai aussi pris note, à cet égard, du fait que les parties ayant conclu une transaction ont confirmé sans équivoque, dans leurs propositions de transaction, qu'elles ont eu suffisamment l'occasion de faire connaître leur point de vue et qu'elles n'ont soulevé aucune question de procédure devant le conseiller-auditeur.

En ce qui concerne Timab/CFPR également, le projet de décision maintient les griefs soulevés dans la communication des griefs. Toutefois, compte tenu des observations écrites et orales de Timab/CFPR, la durée de l'infraction a été sensiblement réduite, étant ramenée d'environ 25 à moins de 11 ans.

Je considère que le droit de l'ensemble des parties à la procédure à être entendues a été respecté.

Bruxelles, le 14 juillet 2010.

Michael ALBERS

Résumé de la décision de la Commission

du 20 juillet 2010

relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE

(Affaire COMP/38.866 — Phosphates pour l'alimentation animale)

[notifiée sous le numéro C(2010) 5004]

(Les textes en langues anglaise et française sont les seuls faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2011/C 111/09)

Le 20 juillet 2010, la Commission a adopté une décision relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Conformément à l'article 30 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil ⁽¹⁾, la Commission publie ci-après les noms des parties et l'essentiel de la décision, y compris les sanctions infligées, en tenant compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

1. INTRODUCTION

(1) Deux décisions ont été adoptées dans le cadre de cette affaire, à savoir, d'une part, une décision «simplifiée» en faveur des entreprises ayant reconnu dans leurs demandes formelles de transaction («propositions de transaction») ⁽²⁾ leur participation à l'entente en ce qui concerne la vente de phosphates alimentaires utilisés dans l'alimentation animale et, d'autre part, une décision relative aux entreprises Timab Industries S.A. et Compagnie financière et de participation Roullier (France) (ci-après «CFPR/Timab»), qui ont abandonné la procédure de transaction. Le présent résumé a trait à la décision adressée aux parties à la procédure de transaction.

(2) Les onze entreprises destinataires de la décision ont pris part à une infraction unique et continue à l'article 101 du TFUE et, à partir du 1^{er} janvier 1994, à l'article 53 de l'accord sur l'Espace économique européen (ci-après «accord EEE»), par laquelle elles se sont entendues sur la vente de phosphates alimentaires utilisés dans l'alimentation animale.

2. PRÉSENTATION DE L'AFFAIRE

2.1. Procédure

(3) La procédure a été ouverte à la suite d'une demande d'immunité présentée par Kemira le 28 novembre 2003 concernant la période 1989-2003. La Commission a obtenu d'autres éléments de preuve lors d'inspections effectuées les 10 et 11 février 2004. Le 18 février 2004, Tessenderlo a présenté une demande de clémence. La Commission a ensuite reçu d'autres demandes de clémence émanant de Quimitécnica et CFPR/Timab.

(4) La décision relative à l'ouverture d'une procédure en vue d'aboutir à une transaction a été notifiée aux parties par

lettre du 19 janvier 2009. À la suite de discussions dans ce cadre, toutes les parties ont soumis leurs propositions de transaction dans les délais respectifs qui leur avaient été impartis, à l'exception de CFPR/Timab, qui a abandonné la procédure de transaction.

(5) Le 23 novembre 2009, la Commission a adopté une série de six communications des griefs adressées à l'ensemble des parties. À l'exception de CFPR/Timab, toutes les parties ont répondu en confirmant que la communication des griefs correspondait à la teneur de leurs propositions de transaction et que leur engagement à suivre la procédure de transaction n'était dès lors pas remis en cause.

(6) Le comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes a émis un avis favorable les 2 et 16 juillet 2010. La décision a été adoptée le 20 juillet 2010 (à l'instar de la décision ayant pour destinataire CFPR/Timab).

2.2. Résumé de l'infraction

(7) L'affaire en cause a trait à une infraction à l'article 101 du TFUE et, à partir du 1^{er} janvier 1994, à l'article 53 de l'accord EEE concernant la vente de phosphates alimentaires. L'entente avait pour finalité le partage d'une grande partie du marché européen des phosphates alimentaires au moyen de la répartition des quotas de ventes entre les membres de l'entente, ainsi que de la coordination des prix et, dans la mesure nécessaire, des conditions de vente.

(8) Les accords collusoires, baptisés le «Club», le CEPA (Centre d'Étude des Phosphates Alimentaires) et, plus tard, le Super CEPA, se sont avérés solides et capables de s'adapter, d'année en année, à des conditions industrielles et commerciales en constante évolution.

(9) La coordination avait pour principal objet le partage des volumes de phosphates alimentaires livrés dans plusieurs pays européens, dont certains États membres, effectifs ou futurs, et certains pays devenus par la suite parties contractantes à l'accord EEE. Les entreprises coordonnaient

⁽¹⁾ JO L 1 du 4.1.2003, p. 1.

⁽²⁾ Conformément à l'article 10 bis, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 773/2004, modifié par le règlement (CE) n° 622/2008 en ce qui concerne les procédures de transaction engagées dans les affaires d'entente.

également certaines limitations en termes de production (concernant, par exemple, la production basée sur la technique de l'acide phosphorique ou la réorientation d'une partie des matières premières et des excédents de production vers le marché des engrais) et se répartissaient les clients. Les membres de l'entente se sont notamment entendus sur un système de quotas couvrant différentes zones géographiques au sein de l'Europe, sur la base duquel les volumes de ventes et des clients spécifiques étaient alloués aux producteurs. Le cas échéant, des compensations étaient appliquées afin de corriger les écarts.

- (10) L'entente visait également à permettre aux membres concernés de coordonner les prix pratiqués dans chaque pays et, le cas échéant, les conditions de vente.
- (11) Les entreprises se sont contactées fréquemment et rencontrées à intervalles réguliers pour procéder à cette coordination au moyen d'accords sur le contrôle des prix et le partage du marché, tant au niveau européen que dans les différents pays. Elles ont prévu et utilisé des mécanismes de contrôle et de compensation afin de surveiller l'accord de partage du marché, ainsi que d'intervenir dans les litiges concernant les écarts importants par rapport aux quotas convenus aux niveaux européen et national et de régler ceux-ci, ce qui n'a pas empêché les parties de saisir les occasions de fournir des données incorrectes afin de s'induire mutuellement en erreur.
- (12) Les prix, les hausses de prix et autres conditions commerciales ou d'achat — uniquement lorsque cela était nécessaire en ce qui concerne ces dernières — ont été discutés et coordonnés pays par pays.
- (13) L'infraction globale s'est étendue à la plus grande partie du territoire de l'Union et, par la suite, à une grande partie du territoire de l'EEE également ⁽¹⁾ et a duré du 19 mars 1969 au moins au 10 février 2004 au moins.

2.3. Destinataires et durée

- (14) Dans la décision, les entités juridiques suivantes sont tenues pour responsables de l'infraction pour les périodes indiquées ci-après:
- Yara Phosphates Oy: du 19 mars 1969 au moins au 28 novembre 2003;
 - Kemira Oyj: du 1^{er} avril 1989 au moins au 28 novembre 2003;
 - Yara Suomi Oy: du 1^{er} janvier 1994 au moins au 28 novembre 2003;
 - Tessenderlo Chemie N.V.: du 19 mars 1969 au moins au 10 février 2004;

⁽¹⁾ En ce qui concerne la portée géographique de l'entente, cette dernière a couvert à tout moment l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, tandis que d'autres pays, tels que l'Espagne et le Portugal, ont été touchés à partir de, respectivement, 1992 et 1993 au moins.

- Ercros S.A.: du 31 janvier 1992 au moins au 10 février 2004;
- Ercros Industrial S.A.: du 31 janvier 1992 au moins au 10 février 2004;
- FMC Foret S.A.: du 31 janvier 1992 au moins au 31 décembre 2001;
- FMC Chemicals Netherlands B.V.: du 31 janvier 1992 au moins au 31 décembre 2001;
- FMC Corporation: du 31 janvier 1992 au moins au 31 décembre 2001;
- Quimitécnica.com — Comércio e Indústria Química S.A.: du 21 octobre 1993 au moins au 10 février 2004;
- José de Mello SGPS S.A.: du 1^{er} janvier 1997 au moins au 10 février 2004.

2.4. Mesures correctives

- (15) Pour déterminer les amendes à infliger, la Commission s'appuie sur les principes définis dans les lignes directrices pour le calcul des amendes de 2006 ⁽²⁾. Elle applique également les dispositions de la communication sur la clémence de 2002 et de sa communication relative aux procédures de transaction engagées en vue de l'adoption de décisions en vertu des articles 7 et 23 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil dans les affaires d'entente.

2.4.1. Montant de base des amendes

- (16) Conformément aux lignes directrices pour le calcul des amendes, les montants de base des amendes à infliger à chacune des parties sont obtenus par la somme d'un montant variable et d'un montant additionnel. Le montant variable de l'amende est lié à une proportion, comprise entre 0 et 30 %, de la valeur des ventes, déterminée en fonction du degré de gravité de l'infraction, multipliée par le nombre d'années d'infraction. Le montant additionnel représente 15 à 25 % de la valeur des ventes des biens ou services concernés par l'infraction au cours d'un exercice donné (soit, en principe, la dernière année de l'infraction).
- (17) L'amende à infliger aux entreprises ayant accepté de prendre part à une procédure de transaction est calculée selon la méthode exposée dans les lignes directrices pour le calcul des amendes, qui est la même que celle prévue par la décision distincte précitée pour les entreprises n'optant pas pour une telle procédure (soit, en l'espèce,

⁽²⁾ JO C 210 du 1.9.2006, p. 2.

CFPR/Timab). Seules les premières bénéficient toutefois d'une réduction conformément à la communication relative aux procédures de transaction.

- (18) Conformément aux lignes directrices pour le calcul des amendes, le montant de base de l'amende est fixé à 17 % des ventes de phosphates alimentaires utilisés pour l'alimentation animale que réalisent les entreprises dans les pays de l'EEE concernés par l'infraction.
- (19) Le montant de base est multiplié par le nombre d'années de participation à l'entente afin de tenir pleinement compte de la durée de la participation de chaque entreprise individuelle à l'infraction.

2.4.2. Ajustements du montant de base

- (20) Il n'y a aucune circonstance aggravante ou atténuante en l'espèce.

2.4.3. Application du plafond de 10 % du chiffre d'affaires

- (21) En vertu de l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003, l'amende infligée à chaque entreprise ne peut excéder 10 % de son chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice social précédant la date de la décision de la Commission. Étant donné que les montants de base, en ce qui concerne Tessenderlo Chemie N.V., Yara Suomi Oy, Yara Phosphates Oy et Quimitécnica.com — Comércio e Indústria Química S.A., excèdent le plafond de 10 % du chiffre d'affaires enregistré en 2009, les montants de base des amendes à infliger à ces entreprises sont ajustés conformément à l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003.

2.4.4. Application de la communication sur la clémence de 2002: réduction du montant des amendes

- (22) Kemira a présenté une demande d'immunité d'amendes le 28 novembre 2003, à laquelle il a été accédé le 16 décembre 2003, l'intéressée ayant satisfait aux conditions de la communication sur la clémence. Yara Phosphates et Yara Suomi, qui faisaient partie de la même entreprise que Kemira au moment de la présentation de la demande d'immunité, bénéficient de la même immunité d'amende.

- (23) Les éléments de preuve fournis par Tessenderlo apportent une valeur ajoutée significative au sens de la communication sur la clémence. Une réduction de 50 % de l'amende qui, sinon, aurait été infligée est accordée à Tessenderlo pour la période ultérieure au 31 mars 1989. En outre, conformément au point 23 de ladite communication, une immunité partielle a été accordée à Tessenderlo, sa demande ayant permis à la Commission de revoir la durée de l'infraction à la hausse.

- (24) Les éléments de preuve communiqués par Quimitécnica le 27 mars 2007 et complétés par la suite apportent une valeur ajoutée significative au sens de la communication sur la clémence. Quimitécnica bénéficie donc d'une réduction de 25 % de l'amende qui, sinon, lui aurait été infligée. José de Mello, qui faisait partie de la même entreprise que Quimitécnica à la date de la présentation de la demande d'immunité, bénéficie de la même réduction.

- (25) Le 14 octobre 2008, CFPR/Timab a introduit une demande au titre de la communication sur la clémence, demande qu'elle a complétée le 28 octobre 2008. Une réduction de 5 % lui a été accordée en application de la communication sur la clémence dans la décision ayant ces entreprises pour destinataires.

2.4.5. Application de la communication relative aux procédures de transaction

- (26) Conformément au point 32 de la communication relative aux procédures de transaction⁽¹⁾, la récompense accordée pour la conclusion d'une transaction conduit, après application du plafond de 10 % visé dans les lignes directrices pour le calcul des amendes, à une réduction du montant de l'amende à infliger de 10 %. Lorsque des entreprises ayant demandé à bénéficier de mesures de clémence sont parties prenantes à une affaire ayant abouti à une transaction, la réduction de l'amende qui leur est accordée au titre de la transaction s'ajoute au montant de la récompense accordée au titre de la clémence, conformément au point 33 de la communication relative aux procédures de transaction. À la suite de l'application de cette dernière communication, l'amende à infliger à l'ensemble des destinataires de la présente décision est réduite de 10 %.

2.4.6. Capacité contributive

- (27) Deux des entreprises en l'espèce ont invoqué leur «absence de capacité contributive» en vertu du point 35 des lignes directrices pour le calcul des amendes de 2006. La Commission a réexaminé ces demandes et analysé soigneusement les données financières relatives à ces entreprises. À l'issue de cet examen, elle a accepté une des demandes et accordé une réduction de 70 % sur le montant de l'amende.

3. DÉCISION

- (28) Les amendes infligées en vertu de l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003 sont les suivantes:

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 622/2008 de la Commission du 30 juin 2008 modifiant le règlement (CE) n° 773/2004 en ce qui concerne les procédures de transaction engagées dans les affaires d'entente (JO L 171 du 1.7.2008, p. 3) et communication de la Commission relative aux procédures de transaction engagées en vue de l'adoption de décisions en vertu des articles 7 et 23 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil dans les affaires d'entente (JO C 167 du 2.7.2008, p. 1).

0 EUR	pour Yara Phosphates Oy, Yara Suomi Oy et Kemira Oyj, conjointement et solidairement
83 752 000 EUR	dus par Tessenderlo Chemie N.V.
1 750 905 EUR	conjointement et solidairement dus par Quimitécnica.com — Comércio e Indústria Química S.A. et José de Mello SGPS S.A.
1 044 095 EUR	dus par José de Mello SGPS S.A.
14 400 000 EUR	conjointement et solidairement dus par FMC Foret S.A., FMC Chemicals Netherlands B.V. et FMC Corporation
14 850 000 EUR	conjointement et solidairement dus par Ercros Industrial S.A. et Ercros S.A.

Résumé de la décision de la Commission

du 20 juillet 2010

relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE

(Affaire COMP/38.866 — Phosphates pour l'alimentation animale)

[notifiée sous le numéro C(2010) 5004]

(Seuls les textes en langues anglaise et française font foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2011/C 111/10)

Le 20 juillet 2010, la Commission a adopté une décision relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Conformément à l'article 30 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil ⁽¹⁾, la Commission publie ci-après les noms des parties et l'essentiel de la décision, y compris les sanctions infligées, en tenant compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

1. INTRODUCTION

- (1) Deux décisions ont été adoptées dans le cadre de cette affaire, à savoir, d'une part, une décision «simplifiée» en faveur des entreprises ayant reconnu dans leurs demandes formelles de transaction («propositions de transaction») ⁽²⁾ leur participation à l'entente en ce qui concerne la vente de phosphates alimentaires utilisés dans l'alimentation animale et, d'autre part, une décision relative aux entreprises Timab Industries S.A. et Compagnie financière et de participation Roullier (France) (ci-après «CFPR/Timab»), qui ont abandonné la procédure de transaction. Le présent résumé a trait à la décision adressée à CFPR/Timab.
- (2) Les destinataires de la décision ont pris part à une infraction unique et continue à l'article 101 du TFUE et, à partir du 1^{er} janvier 1994, à l'article 53 de l'accord sur l'Espace économique européen (ci-après «accord EEE»), par laquelle elles se sont entendues sur la vente de phosphates alimentaires utilisés dans l'alimentation animale du 16 septembre 1993 au 10 février 2004.

2. PRÉSENTATION DE L'AFFAIRE

2.1. Procédure

- (3) La procédure a été ouverte à la suite d'une demande d'immunité présentée par Kemira le 28 novembre 2003 concernant la période 1989-2003. La Commission a obtenu d'autres éléments de preuve lors d'inspections effectuées les 10 et 11 février 2004. Le 18 février 2004, Tessenderlo a présenté une demande de clémence. Par la suite, la Commission a reçu d'autres demandes de clémence de la part de Quimitecnica et de CFPR/Timab.
- (4) La décision relative à l'ouverture d'une procédure en vue d'aboutir à une transaction a été notifiée aux parties par lettre du 19 janvier 2009. À la suite de discussions dans ce cadre, toutes les parties ont soumis leurs propositions de

transaction dans les délais respectifs qui leur avaient été impartis, à l'exception de CFPR/Timab, qui a abandonné la procédure de transaction.

- (5) Le 23 novembre 2009, la Commission a adopté une série de six communications des griefs adressées à l'ensemble des parties. À l'exception de CFPR/Timab, toutes les parties ont répondu en confirmant que la communication des griefs correspondait à la teneur de leurs propositions de transaction et que leur engagement à suivre la procédure de transaction n'était dès lors pas remis en cause.
- (6) Après avoir eu pleinement accès au dossier, CFPR/Timab a répondu par écrit à la communication des griefs le 2 février 2010 et a pris part à une audition tenue le 24 février 2010.
- (7) Le comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes a émis un avis favorable les 2 et 16 juillet 2010. Cette décision a été adoptée le 20 juillet 2010 (à l'instar de la décision ayant pour destinataires les parties à la procédure de transaction).

2.2. Résumé de l'infraction

- (8) L'affaire en cause a trait à une infraction à l'article 101 du TFUE et, à partir du 1^{er} janvier 1994, à l'article 53 de l'accord EEE concernant la vente de phosphates alimentaires. L'entente avait pour finalité le partage d'une grande partie du marché européen des phosphates alimentaires au moyen de la répartition des quotas de ventes entre les membres de l'entente, ainsi que de la coordination des prix et, dans la mesure nécessaire, des conditions de vente.
- (9) Les accords collusoires, baptisés le «Club», le CEPA (Centre d'Étude des Phosphates Alimentaires) et, plus tard, le Super CEPA, se sont avérés solides et capables de s'adapter, d'année en année, à des conditions industrielles et commerciales en constante évolution.

⁽¹⁾ JO L 1 du 4.1.2003, p. 1.

⁽²⁾ Conformément à l'article 10 bis, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 773/2004, modifié par le règlement (CE) n° 622/2008 en ce qui concerne les procédures de transaction engagées dans les affaires d'entente.

- (10) La coordination avait pour principal objet le partage des volumes de phosphates alimentaires livrés dans plusieurs pays européens, dont certains États membres, effectifs ou futurs, et certains pays devenus par la suite parties contractantes à l'accord EEE. Les entreprises coordonnaient également certaines limitations en termes de production (concernant, par exemple, la production basée sur la technique de l'acide phosphorique ou la réorientation d'une partie des matières premières et des excédents de production vers le marché des engrais) et se répartissaient les clients. Les membres de l'entente se sont notamment entendus sur un système de quotas couvrant différentes zones géographiques au sein de l'Europe, sur la base duquel les volumes de ventes et des clients spécifiques étaient alloués aux producteurs. Le cas échéant, des compensations étaient appliquées afin de corriger les écarts.
- (11) L'entente visait également à permettre aux membres concernés de coordonner les prix pratiqués dans chaque pays et, le cas échéant, les conditions de vente.
- (12) Les entreprises se sont contactées fréquemment et rencontrées à intervalles réguliers pour procéder à cette coordination au moyen d'accords sur le contrôle des prix et le partage du marché, tant au niveau européen que dans les différents pays. Elles ont prévu et utilisé des mécanismes de contrôle et de compensation afin de surveiller l'accord de partage du marché, ainsi que d'intervenir dans les litiges concernant les écarts importants par rapport aux quotas convenus aux niveaux européen et national et de régler ceux-ci, ce qui n'a pas empêché les parties de saisir les occasions de fournir des données incorrectes afin de s'induire mutuellement en erreur.
- (13) Les prix, les hausses de prix et autres conditions commerciales ou d'achat — uniquement lorsque cela était nécessaire en ce qui concerne ces dernières — ont été discutés et coordonnés pays par pays.
- (14) L'infraction globale s'est étendue à la majeure partie de l'Union ainsi que, par la suite, à une grande partie du territoire de l'EEE⁽¹⁾ et a duré du 19 mars 1969 au moins au 10 février 2004 au moins.
- (15) Quant à Timab, il est établi qu'elle a pris part et a été pleinement intégrée aux accords Super CEPA et à l'entente globale sur les phosphates alimentaires du 16 septembre 1993 au 10 février 2004.
- (16) CFPR (société faitière du groupe Roullier) est tenue pour conjointement et solidairement responsable, avec Timab, de sa participation à l'infraction, depuis le 16 septembre 1993 au moins jusqu'au 10 février 2004.

⁽¹⁾ En ce qui concerne la portée géographique de l'entente, cette dernière a couvert à tout moment l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, tandis que d'autres pays, comme l'Espagne et le Portugal, ont été touchés à partir de, respectivement, 1992 et 1993.

2.3. Destinataires et durée

- (17) Les entités juridiques suivantes sont tenues pour responsables de l'infraction, pour les périodes indiquées ci-après:
- Timab Industries S.A.: du 16 septembre 1993 au moins au 10 février 2004;
 - Compagnie financière et de participation Roullier: du 16 septembre 1993 au moins au 10 février 2004.

2.4. Mesures correctives

- (18) Pour déterminer les amendes à infliger, la Commission s'appuie sur les principes définis dans les lignes directrices pour le calcul des amendes de 2006⁽²⁾. Elle applique également les dispositions de la communication sur la clémence de 2002 et de sa communication relative aux procédures de transaction engagées en vue de l'adoption de décisions en vertu des articles 7 et 23 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil dans les affaires d'entente.

2.4.1. Montant de base des amendes

- (19) Conformément aux lignes directrices pour le calcul des amendes, les montants de base des amendes à infliger à chacune des parties sont obtenus par la somme d'un montant variable et d'un montant additionnel. Le montant variable de l'amende est lié à une proportion, comprise entre 0 et 30 %, de la valeur des ventes, déterminée en fonction du degré de gravité de l'infraction, multipliée par le nombre d'années d'infraction. Le montant additionnel représente 15 à 25 % de la valeur des ventes des biens ou services concernés par l'infraction au cours d'un exercice donné (soit, en principe, la dernière année de l'infraction).
- (20) L'amende à infliger aux entreprises ayant accepté de prendre part à une procédure de transaction est calculée selon la méthode exposée dans les lignes directrices pour le calcul des amendes, qui est la même que pour les entreprises qui n'optent pas pour une telle procédure (soit, en l'espèce, CFPR/Timab). Seules les premières bénéficient toutefois d'une réduction conformément à la communication relative aux procédures de transaction.
- (21) Conformément aux lignes directrices pour le calcul des amendes, le montant de base de l'amende est fixé à 17 % des ventes de phosphates alimentaires utilisés pour l'alimentation animale que réalisent les entreprises dans les pays de l'EEE concernés par l'infraction.
- (22) Le montant de base est multiplié par le nombre d'années de participation à l'entente afin de tenir pleinement compte de la durée de la participation de chaque entreprise individuelle à l'infraction.

⁽²⁾ JO C 210 du 1.9.2006, p. 2.

2.4.2. Ajustements du montant de base

- (23) Il n'y a aucune circonstance aggravante ou atténuante en l'espèce.

2.4.3. Application du plafond de 10 % du chiffre d'affaires

- (24) En vertu de l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003, l'amende infligée à chaque entreprise ne peut excéder 10 % de son chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice social précédant la date de la décision de la Commission.

2.4.4. Application de la communication sur la clémence de 2002: réduction du montant des amendes

- (25) Kemira a présenté une demande d'immunité d'amendes le 28 novembre 2003, à laquelle il a été accédé le 16 décembre 2003, l'intéressée ayant satisfait aux conditions de la communication sur la clémence. Yara Phosphates et Yara Suomi, qui faisaient partie de la même entreprise que Kemira au moment de la présentation de la demande d'immunité, bénéficient de la même immunité d'amende.
- (26) Les éléments de preuve communiqués par Tessenderlo apportent une valeur ajoutée significative au sens de la communication sur la clémence. Une réduction de 50 % de l'amende qui aurait, à défaut, été infligée est accordée à Tessenderlo pour la période postérieure au 31 mars 1989. En outre, conformément au point 23 de la communication sur la clémence, l'immunité partielle a été accordée à Tessenderlo, puisque sa demande de clémence a permis à la Commission de prolonger la durée de l'infraction.
- (27) Les éléments de preuve communiqués par Quimitécnica le 27 mars 2007 et complétés par la suite apportent une

valeur ajoutée significative au sens de la communication sur la clémence. Il convient donc d'accorder à Quimitécnica une réduction de 25 % de l'amende qui, sinon, lui aurait été infligée. José de Mello, qui faisait partie de la même entreprise que Quimitécnica au moment de la présentation de la demande d'immunité, bénéficie de la même réduction.

- (28) Le 14 octobre 2008, CFPR/Timab a introduit une demande au titre de la communication sur la clémence, demande qu'elle a complétée le 28 octobre 2008. Une réduction de 5 % lui a été accordée en application de la communication sur la clémence.

2.4.5. Capacité contributive

- (29) Deux des entreprises en l'espèce ont invoqué leur «absence de capacité contributive» en vertu du point 35 des lignes directrices pour le calcul des amendes de 2006. La Commission a réexaminé ces demandes et analysé soigneusement les données financières relatives à ces entreprises. À l'issue de cet examen, elle a accepté une des demandes et accordé une réduction de 70 % sur le montant de l'amende.

3. DÉCISION

- (30) Les amendes infligées en vertu de l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003 sont les suivantes:

59 850 000 EUR	conjointement et solidairement dus par Timab Industries S.A. et Compagnie financière et de participation Roullier
----------------	---

V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE
CONCURRENCE

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — ALLEMAGNE

Aide d'État C 33/10 (ex N 700/09) — Aide accordée aux producteurs de métaux non ferreux pour les coûts en CO₂ de l'électricité**Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2011/C 111/11)

Par la lettre du 17 novembre 2010 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des aides d'État
Rue Joseph II 70
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Fax +32 2296124

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

RÉSUMÉ

DESCRIPTION DE LA MESURE

L'Allemagne entend accorder 40 millions d'EUR aux producteurs de métaux non ferreux [l'aluminium de première fusion (code NACE 2442), le zinc à l'exception du plomb et de l'étain (code NACE 2443) et le cuivre (code NACE 2444), ci-après les «métaux NF»]. Cette mesure a pour but de compenser une partie des coûts liés aux émissions indirectes de CO₂ que les bénéficiaires ont supportés durant le second semestre de 2009, période durant laquelle les producteurs de métaux NF ont également été confrontés à des prix de produits exceptionnellement bas en raison de la crise économique. L'Allemagne fait valoir

que la mesure est nécessaire pour empêcher les producteurs allemands de métaux NF de délocaliser leur production vers des pays ne faisant pas partie du système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) et dans lesquels les coûts liés aux émissions de CO₂ sont plus bas. Elle affirme que l'aide est justifiée pour empêcher le risque de fuite de carbone.

L'aide sera accordée sous la forme de paiements compensatoires pour les coûts de CO₂ de l'ensemble de l'électricité consommée au-delà d'un GWh/an, ce qui signifie qu'aucune compensation ne sera versée pour le premier GWh consommé. L'aide sera calculée sur la base de la consommation annuelle d'électricité

des demandeurs (moins 1 GWh) multipliée par un montant par MWh défini au niveau sous-sectoriel (aluminium, cuivre, zinc). Selon l'Allemagne, ces montants sont calculés sur la base de coûts de CO₂ de 19 EUR/MWh (correspondant à environ 75 % d'un prix moyen par quota de CO₂, calculé un an à l'avance pour les premiers mois de 2008, d'environ 24 EUR)⁽¹⁾. Sur la base de ce montant, les autorités allemandes déduisent une marge de sécurité de 10 % pour fixer la compensation maximale à 17 EUR/MWh pour l'aluminium. Les compensations prévues pour le zinc et le cuivre sont de, respectivement, 16 EUR/MWh et 9 EUR/MWh. Le montant exact par bénéficiaire dépend de la consommation d'électricité des bénéficiaires au cours du second semestre de 2009, étant donné que l'aide est allouée sur la base de la consommation réelle des bénéficiaires et du prix mentionné ci-dessus par MWh d'électricité consommée pour produire de l'aluminium, du zinc et du cuivre. En cas de fermeture de sites de production ou de leur relocalisation en dehors de l'Allemagne avant la fin 2010, les bénéficiaires devront rembourser toutes les aides éventuelles reçues jusqu'alors.

APPRÉCIATION

La Commission estime que la mesure proposée suppose une aide d'État en faveur des producteurs allemands de métaux NF au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE. Elle émet des doutes quant à la compatibilité de l'aide d'État avec le marché intérieur. Les autorités allemandes avancent divers objectifs d'intérêt commun que la mesure est censée desservir. La Commission a apprécié la mesure notifiée au regard de chacun de ces objectifs et a examiné si elle était appropriée, nécessaire et proportionnelle pour répondre à ces objectifs.

Premièrement, l'Allemagne a fait savoir que l'aide présentait un avantage environnemental et pouvait être approuvée au titre de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE, étant donné qu'elle sert à empêcher la relocalisation des producteurs de métaux NF dans des pays situés en dehors de l'UE et imposant des obligations moins sévères en matière de réduction de CO₂, ce qui pourrait conduire à une augmentation des émissions mondiales de CO₂ (fuite de carbone). Les autorités allemandes font notamment valoir que les prix de l'électricité en Allemagne sont supérieurs à la moyenne mondiale, principalement en raison de l'élément du coût du CO₂ lié au SCEQE, et que les producteurs allemands de métaux NF ne sont pas en mesure de répercuter ces coûts supplémentaires sur leurs clients sans subir de pertes de parts de marchés au profit de la concurrence des pays tiers, et ce en raison de la dimension mondiale du marché des métaux NF. Elles estiment que cette situation a été aggravée par la chute des prix des métaux NF à la Bourse des métaux de Londres (prix LME) en 2009. Les autorités allemandes concluent que la mesure en cause est nécessaire et proportionnelle pour empêcher les producteurs allemands de métaux NF de fermer leurs unités de production en Allemagne et de se relocaliser dans des pays tiers ne faisant pas partie du SCEQE.

Lorsque la Commission a invité l'Allemagne à fournir des données étayant ses arguments, les autorités allemandes ont fait valoir que la plupart de ces données n'étaient pas disponibles car elles renferment des secrets professionnels et parce que — en tout état de cause — il serait inutile d'exiger de telles

données puisque le risque de fuite de carbone a déjà été établi par la décision concernant la liste relative aux fuites de carbone⁽²⁾.

La Commission doute toutefois que l'effet d'incitation d'une compensation du coût d'émissions *indirectes* puisse être établi uniquement sur la base de la décision concernant la liste relative aux fuites de carbone, qui détermine les secteurs pouvant bénéficier de quotas gratuits en cas d'émissions *directes*. En outre, les rapports annuels des grands bénéficiaires librement accessibles indiquent que ces sociétés sont restées rentables malgré les bas prix LME. Il y a donc lieu de se demander si les bénéficiaires mettraient effectivement fin à leurs activités en Allemagne en l'absence de l'aide, notamment parce que les prix LME sont de nouveau à la hausse. En outre, sans les renseignements demandés, la Commission n'est pas en mesure d'apprécier correctement si — en cas de fermeture de sites de production en Allemagne — les capacités seraient reprises par des unités de production situées dans d'autres États membres, et resteraient donc dans le SCEQE, ou si elles seraient reprises par des sociétés ne faisant pas partie du SCEQE. Enfin, la Commission note que l'aide au fonctionnement est généralement considérée comme un facteur important de distorsion de la concurrence, notamment vis-à-vis des sociétés d'autres États membres de l'UE ou de l'EEE, et pourrait entraîner une course aux subventions. Par conséquent, la Commission se demande, à ce stade, si la mesure peut être considérée comme étant compatible en tant qu'aide à la protection de l'environnement au titre de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE. L'ouverture d'une procédure formelle d'examen semble indiquée pour obtenir de plus amples renseignements ainsi que les observations de tiers intéressés.

Deuxièmement, l'Allemagne prétend qu'en empêchant les producteurs de métaux NF de se relocaliser, la mesure permet de préserver l'emploi dans le secteur des métaux NF et les industries en aval et soutiendrait, de cette manière, le développement sectoriel au sens de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE. La Commission se demande toutefois si le fait d'empêcher la relocalisation en dehors de l'Allemagne peut être considéré comme un objectif d'intérêt commun, notamment parce qu'il ne peut être exclu, à ce stade, que la mesure améliore la compétitivité des producteurs allemands de métaux NF vis-à-vis de leurs concurrents européens.

Troisièmement, les autorités allemandes invoquent le fait que la conjugaison de coûts de CO₂ élevés pour les émissions indirectes et de bas prix LME constitue une perturbation grave de l'économie au sens de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. Elles font remarquer que l'existence d'une perturbation grave dans l'économie a été reconnue par la Commission dans son cadre temporaire⁽³⁾. La Commission doute néanmoins que la logique de la crise financière, qui a trait principalement aux difficultés liées à l'accès au capital, puisse s'appliquer à la mesure en cause, étant donné qu'aucun des bénéficiaires ne semble avoir rencontré de problèmes de ce type. De plus, ni les coûts de CO₂ de l'électricité ni la fluctuation des prix LME ne semblent pouvoir être considérés comme une perturbation de

⁽¹⁾ Le fait que certaines valeurs soient arrondies peut provoquer de légères inexactitudes dans ce calcul.

⁽²⁾ Décision de la Commission du 24 décembre 2009 établissant la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, JO L 1 du 5.1.2010, p. 10.

⁽³⁾ Cadre communautaire temporaire pour les aides d'État destinées à favoriser l'accès au financement dans le contexte de la crise économique et financière actuelle (version consolidée) JO C 83 du 7.4.2009, p. 1.

l'économie. L'intégration des coûts de CO₂ est un objectif avoué du SCEQE pour atteindre les objectifs fixés de réduction des émissions et, en ce qui concerne les prix LME, les renseignements disponibles indiquent que les fluctuations de prix constituent une fluctuation naturelle dans le cycle commercial de l'offre et de la demande plutôt qu'une «perturbation grave». De plus, la Commission se demande si la compétitivité réduite des producteurs de métaux NF en Allemagne supposerait une perturbation grave des industries en aval et de l'économie allemande en général.

En conséquence, la Commission émet des doutes quant la compatibilité de l'aide d'État notifiée sur la base de l'article 107, paragraphe 3, point b) ou c), du TFUE.

À la lumière de ces doutes, elle a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE et elle invite les tiers à présenter leurs observations.

TEXTE DE LA LETTRE

«hiermit teilt die Kommission Deutschland mit, dass sie nach der Prüfung der von Deutschland übermittelten Informationen über die vorstehend genannten Maßnahme beschlossen hat, das förmliche Prüfverfahren nach Artikel 108 Absatz 2 AEUV⁽¹⁾ zu eröffnen.

I. VERFAHREN

- (1) Am 17. Dezember 2009 meldete Deutschland die vorstehend genannte Maßnahme bei der Kommission an. Am 16. Februar 2010 wurde Deutschland ein erstes Auskunftersuchen übermittelt. Am 15. März 2010 beantragte Deutschland eine Verlängerung der Frist zur Erteilung der geforderten Auskünfte, die daraufhin bis zum 10. Mai 2010 verlängert wurde. Die Kommission erhielt die Antwort Deutschlands am 10. Mai 2010 und übermittelte Deutschland nach Prüfung der Informationen am 9. Juli 2010 ein weiteres Auskunftersuchen. Am 19. August 2010 beantragte Deutschland eine Verlängerung der Frist, die daraufhin bis zum 20. September 2010 verlängert wurde. Am 21. September 2010 übermittelte Deutschland die geforderten Informationen.

II. BESCHREIBUNG DER MASSNAHME

- (2) Deutschland beabsichtigt, Erzeugern von Nichteisen-Metallen (nachstehend ‚NE-Metalle‘ genannt) 40 Mio. EUR zu gewähren. Mit der Maßnahme soll ein Teil der CO₂-Kosten für indirekte Emissionen kompensiert werden, die die Begünstigten im zweiten Halbjahr 2009 zu tragen hatten. Deutschland zufolge ist die Maßnahme notwendig, um zu verhindern, dass deutsche NE-Metallerzeuger ihre Produktion in Länder verlagern, in denen das Europäische Emissionshandelsystem (nachstehend ‚EHS‘ genannt) nicht gilt und in denen die CO₂-Kosten niedriger sind.

1. Ziel der Maßnahme

- (3) Nach Angaben Deutschlands sollen mit der Maßnahme in erster Linie die sektorale Entwicklung der Erzeugung von

Primäraluminium (NACE-Code 2242), Zink (NACE-Code 2243 ausgenommen Blei und Zinn) und Kupfer (NACE-Code 2244) unterstützt und eine beträchtliche Störung im Wirtschaftsleben behoben werden. Deutschland gibt ferner an, dass die Beihilfe — als sekundäre Ziele — auch den Umweltschutz und die Beschäftigung fördern solle.

- (4) Deutschland erklärt, dass die 2008 ausgebrochene Finanzkrise zu einem Fall der Weltmarktpreise für NE-Metalle an der Londoner Metallbörse (nachstehend ‚LME‘ genannt) geführt habe, während die Strompreise in der EU aufgrund der durch das EHS bedingten CO₂-Kosten für indirekte Emissionen hoch blieben. Deutschland argumentiert, dass die Kombination von niedrigen Preisen auf dem Weltmarkt und hohen Strompreisen in der EU die Wettbewerbsfähigkeit von NE-Metallerzeugern in der EU gegenüber NE-Metallerzeugern außerhalb der EU geschwächt habe.
- (5) Deutschland gibt an, dass der Wettbewerbsnachteil europäischen NE-Metallerzeuger möglicherweise einen Anreiz bietet, ihre Produktion in Nicht-EU-Länder zu verlagern, in denen keine hohen CO₂-Kosten anfallen. Nach Angaben Deutschlands könnten Standortverlagerungen deutscher NE-Metallerzeuger gravierende Auswirkungen auf die nachgelagerten Industrien (z.B. Bausektor, Automobilindustrie, Maschinenbau, Luft- und Raumfahrt) haben, die von großer Bedeutung für die deutsche und die europäische Industrie sind. Des Weiteren würde eine solche Verlagerung in Länder, die nicht am EHS teilnehmen, auf globaler Ebene zu einem höheren CO₂-Ausstoß führen, da die NE-Metallerzeugung dort nicht unter CO₂-Auflagen erfolgen würde, anders als in der EU, in der eine verbindliche Emissionsobergrenze gilt (Verlagerung von CO₂-Emissionen, sog. *Carbon Leakage*).
- (6) Deutschland kommt zu dem Schluss, dass die geplante Maßnahme ein angemessenes Mittel sei, um einer Standortverlagerung und ihren negativen Folgen für die EU-Industrie sowie für die Anstrengungen der EU, den CO₂-Ausstoß zu verringern, vorzubeugen.

2. Rechtsgrundlage

- (7) Rechtsgrundlage der Maßnahme ist die deutsche ‚Richtlinie zur Förderung der Herstellung von klimaschonenden NE-Metallen‘ vom 6. August 2009 (nachstehend ‚Förderrichtlinie‘ genannt). Die Förderrichtlinie enthält eine Stillhalteklausele, nach der die Bewilligungsbehörde die Beihilfe erst nach Genehmigung der Regelung durch die Kommission gewähren kann.

3. Begünstigte

- (8) Gemäß der Anmeldung kann die Beihilfe Erzeugern von Aluminium, Zink (ausgenommen Blei und Zinn) und Kupfer unter der Voraussetzung gewährt werden, dass sich die Produktionsanlage in Deutschland befindet, die Produktion mehr als 10 GWh Strom jährlich erfordert und die Stromkosten mehr als 15 % der Bruttowertschöpfung ausmachen. Die Kosten für die erste GWh des Jahresstromverbrauchs sind von der Kompensation ausgenommen. Deutschland erklärte, dass die Begünstigten die Kompensation monatlich für den Folgemonat

⁽¹⁾ Mit Wirkung vom 1. Dezember 2009 sind an die Stelle der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag die Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) getreten. Die Artikel 87 und 88 EG-Vertrag und die Artikel 107 und 108 AEUV sind im Wesentlichen identisch. Im Rahmen dieses Beschlusses sind Bezugnahmen auf die Artikel 107 und 108 AEUV als Bezugnahmen auf die Artikel 87 und 88 EG-Vertrag zu verstehen, wo dies angebracht ist.

beantragen mussten, für den die Kompensationszahlung gewährt wurde. Da die Beihilfe für das zweite Halbjahr 2009 gewährt werden sollte, bestand die erste Möglichkeit zur Beantragung der Beihilfe im Juni 2009 für die Kompensation für Juli 2009 und die letzte Möglichkeit im November 2009 für die Kompensation für Dezember 2009. Deutschland hat mitgeteilt, dass 11 Begünstigte Anträge eingereicht hatten. Nach den vorliegenden Informationen gehen 80 % der Beihilfe an drei Aluminiumerzeuger, von denen einer allein ([...] (*)) 46 % der Beihilfe erhalten wird. In Anhang 1 ist eine Tabelle zum Energieverbrauch der einzelnen Begünstigten und der für sie bestimmten Beihilfen aufgeführt.

4. Höhe der Beihilfe

- (9) Der Gesamtbeihilfebetrags beläuft sich auf 40 Mio. EUR und wird für das zweite Halbjahr 2009 gewährt. Deutschland gibt an, dass derzeit nicht beabsichtigt werde, die Regelung zu verlängern, was teilweise durch haushaltsrechtliche Vorgaben bedingt sei. Die Beihilferegelung enthält eine Stillhalteklausele und die Beihilfen werden erst nach Genehmigung durch die Kommission gewährt.

5. Form der Beihilfe und Finanzierung

- (10) Die Begünstigten mussten die Beihilfe beim Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA) beantragen. Die einzelnen Beihilfebeträge hängen vom Stromverbrauch des jeweiligen Antragstellers ab. Nur der direkt mit dem Produktionsprozess verbundene Stromverbrauch ist beihilfefähig. Bei Aluminium wird die Kompensation für die Stromkosten der Elektrolyse gewährt, bei Kupfer und Zink auch für die Kosten anderer stromintensiver Produktionsprozesse (z.B. Elektroöfen). Im Fall von Zink und Kupfer ist eine Unterscheidung zwischen Primär- und Sekundärerzeugung nicht möglich und auch nicht notwendig, da die Unterschiede in der Stromintensität minimal sind.
- (11) Die Beihilfe wird den Begünstigten in Form von direkten Zuschüssen gewährt. Sie wird aus dem Bundeshaushalt finanziert und in Form von Kompensationszahlungen für die CO₂-Kosten vergeben, die durch den über 1 GWh/Jahr hinausgehenden Stromverbrauch anfallen (d. h. für die erste verbrauchte GWh wird keine Kompensation gezahlt). Die Beihilfe wird auf der Grundlage des Jahresstromverbrauchs des Antragstellers (abzüglich 1 GWh) berechnet, der mit einem bestimmten, nach Teilssektoren (Aluminium, Kupfer, Zink) festgelegten Betrag pro MWh multipliziert wird. Nach Angaben Deutschlands werden diese Beträge auf der Basis von CO₂-Kosten in Höhe von 19 EUR/MWh berechnet, was damit begründet wird, dass dies etwa 0,75 % der jahresdurchschnittlichen CO₂-Zertifikatskosten in den ersten Monaten des Jahres 2008 entspricht, die bei rund 24 EUR lagen. Von diesem Betrag zieht Deutschland einen Sicherheitsabschlag von 10 % ab, wodurch sich eine Höchstkompensation von 17 EUR/MWh für Aluminium ergibt. Die für Zink vorgesehene Kompensation beträgt 16 EUR/MWh und für Kupfer 9 EUR/MWh. Die genauen Beträge für die Begünstigten hängen von deren Stromverbrauch im zweiten Halbjahr 2009 ab, da die Beihilfe auf der Grundlage des tatsächlichen Verbrauchs der Begünstigten

und dem vorstehend genannte Preis pro MWh des für die Aluminium-, Zink- und Kupfererzeugung benötigten Stroms berechnet wird. In Anhang 1 ist eine Tabelle zum Energieverbrauch der einzelnen Begünstigten und der für sie bestimmten Beihilfen aufgeführt. Wird die Produktion bis Ende 2010 eingestellt oder aus Deutschland verlagert, muss das betreffende Unternehmen die gesamte bis dahin erhaltene Beihilfe zurückzahlen.

6. Laufzeit

- (12) Deutschland gibt an, dass die Regelung nur für das zweite Halbjahr 2009 gelte und nicht beabsichtigt sei, die Maßnahme über 2009 hinaus zu verlängern, was auch durch haushaltsrechtliche Vorgaben bedingt sei. Deutschland bestätigte zwar, dass die für die Gewährung der Beihilfe angeführten Gründe (d.h., dass die Stromkosten in Deutschland im Vergleich zum weltweiten Durchschnitt aufgrund der CO₂-Kosten höher sind) auch nach 2009 noch bestehen, erklärte jedoch, dass mit der Maßnahme für 2009 zumindest teilweise die Zeit bis 2013 überbrückt werden solle; Deutschland erwartet, dass dann eine vergleichbare Lösung nach den EU-Beihilfavorschriften möglich sein wird⁽¹⁾.

7. Kumulierung

- (13) Deutschland gibt an, dass die Beihilfe nicht mit Beihilfen nach anderen lokalen, regionalen, nationalen und Gemeinschaftsregelungen zur Deckung derselben beihilfefähigen Kosten kumuliert werden könne.

III. STANDPUNKT DEUTSCHLANDS

1. Ausführungen Deutschlands zu den Stromkosten

- (14) Deutschland argumentiert, dass deutsche NE-Metallerzeuger Stromkosten von etwa 50 EUR/MWh tragen müssten. Wettbewerber aus anderen Ländern wie z. B. aus Russland, China, Indien, Südamerika oder Afrika zahlten dagegen Stromkosten von unter 25 EUR/MWh⁽²⁾. Nach Angaben Deutschlands ist die Preisdifferenz von etwa 25 EUR/MWh überwiegend auf die CO₂-Kosten für indirekte Emissionen zurückzuführen. Die CO₂-Kosten für indirekte Emissionen ergäben sich aus der Tatsache, dass Stromerzeuger — obgleich sie bis Ende 2012 die Emissionsberechtigungen kostenfrei erhielten — diese als

⁽¹⁾ Deutschland bezieht sich auf die Randnummern 24 und 27 sowie Artikel 10a Absatz 6 der Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung und Ausweitung des Gemeinschaftssystems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten (Abl. L 140 vom 5.6.2009, S. 63).

⁽²⁾ Quelle: [...] (Berufsgeheimnis)] „Aluminium Smelter Power Tariffs to 2009“. Deutschland weist darauf hin, dass sich die Strompreise innerhalb der EU unterscheiden, die CO₂-Preise jedoch überall in der EU dieselben sind. Deutschland gibt an, dass die NE-Metallerzeuger in einigen EU-Mitgliedstaaten regulierte oder vergünstigte Tarife erhielten oder ihnen günstige bilaterale Verträge mit subventionierten Preisen gewährt würden, die keine CO₂-Kosten für indirekte Emissionen enthielten.

(*) Berufsgeheimnis.

Opportunitätskosten in die Strompreise einpreisten⁽¹⁾. Nach Angaben Deutschlands belaufen sich diese Kosten indirekter Emissionen auf 19 EUR/MWh. Deutschland begründet diesen Wert wie folgt:

- Der durchschnittliche CO₂-Emissionsberechtigungspreis lag in den ersten Monaten des Jahres 2008 bei rund 24 EUR/t CO₂.
- Die durchschnittliche CO₂-Intensität der deutschen Stromproduktion liegt unter Berücksichtigung der durchschnittlichen deutschen Mischung aus Kraftwerken mit verschiedenen CO₂-Intensitäten (z.B. moderne Gaskraftwerke mit weniger als 0,4 t CO₂/MWh und alte Braunkohlekraftwerke mit bis zu 1,2 t CO₂/MWh) bei 0,75 t CO₂/MWh.
- Daher beläuft sich die durch das EHS bedingte durchschnittliche Preiserhöhung der Stromproduktionskosten auf 0,75 t CO₂/MWh mal 24 EUR/t CO₂, was 19 EUR/MWh ergibt⁽²⁾.

- (15) Daher haben deutsche NE-Metallerzeuger Deutschland zufolge einen strukturellen Nachteil gegenüber denjenigen internationalen Wettbewerbern, die Strom zu einem niedrigeren Preis beziehen, insbesondere weil die Stromkosten letzterer in Drittländern keine CO₂-Kosten umfassen. Die Entwicklung der Strompreise, die an der EEX in Leipzig seit 2005 notiert wurden, ist als Anhang 2 beigefügt. Die Entwicklung der CO₂-Emissionspreise ist als Anhang 3 beigefügt.

2. Ausführungen Deutschlands zu den NE-Metallmärkten

- (16) Deutschland erklärt, dass sich die NE-Metallmärkte durch einheitliche Preise auszeichnen, die an der LME ermittelt und in USD pro Tonne angegeben werden⁽³⁾. Deutschland argumentiert daher, dass die relevanten räumlichen Märkte für Aluminium, Kupfer und Zink die jeweiligen Weltmärkte seien. Der Hauptgrund hierfür sei, dass NE-Metalle zu einem Stückkostenpreis transportiert werden könnten, der im Vergleich zu ihrem Mehrwert relativ niedrig sei. Deutschland gibt an, dass die Preise an der LME während des Wirtschaftsaufschwungs vor 2009 re-

lativ hoch gewesen, infolge der Finanz- und Wirtschaftskrise jedoch dramatisch gefallen seien (z.B. für Aluminium von 3,359 USD/t im Juli 2008 auf 1,635 USD/t im Juli 2009). Nach Angaben Deutschlands stellte dieser Verfall der LME-Preise einen exogenen Schock für die Begünstigten dar, der sich als beträchtliche Störung im Wirtschaftsleben Deutschlands im Sinne von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b AEUV auswirkte. Die Entwicklung der LME-Preise für Aluminium, Kupfer und Zink ist als Anhang 4 beigefügt⁽⁴⁾.

3. Ausführungen Deutschlands zur Situation der einzelnen Begünstigten

- (17) Deutschland gibt an, dass sich die LME-Preise seit dem zweiten Halbjahr 2009 zwar erholt hätten⁽⁵⁾, es für NE-Metallerzeuger aber aufgrund der Differenz zwischen den hohen Stromkosten in Deutschland und den niedrigen Stromkosten in anderen Ländern (insbesondere außerhalb der EU) unattraktiv sei, ihre Produktion in Deutschland aufrechtzuerhalten. Deutschland hat Daten vorgelegt, denen zufolge die Stromkosten seit der Einführung des EHS 2005 durchschnittlich etwa 40 % der Erlöse der deutschen NE-Metallerzeuger (die durch die LME-Preise bestimmt werden) entsprechen. Die in den Strompreisen enthaltenen CO₂-Kosten für indirekte Emissionen belaufen sich auf etwa 20-25 % der Stromkosten und somit auf etwa 10 % des LME-Aluminiumpreises. In Anhang 5 ist eine Graphik zur Darstellung der Stromkosten der deutschen NE-Metallerzeuger im Verhältnis zu den LME-Preisen beigefügt.
- (18) Zusammenfassend lautet das Argument Deutschlands, dass die angemeldete Beihilfe notwendig sei, um zu verhindern, dass die deutschen NE-Metallerzeuger ihre Produktion in Deutschland einstellen. Deutschland führt an, dass infolge einer solchen Produktionseinstellung die Kapazitäten von Erzeugern außerhalb des EHS übernommen würden, was zu einer Verlagerung von CO₂-Emissionen führe, da für die Produktion außerhalb der EU weniger strikte CO₂-Auflagen als in der EU gälten, in der es eine verbindliche Emissionsobergrenze gibt.
- (19) Deutschland macht geltend, dass das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen im Zusammenhang mit der Überprüfung der EHS-Richtlinie⁽⁶⁾ und dem darauf folgenden Kommissionsbeschluss zur Erstellung eines Verzeichnisses von Sektoren, in denen es ein solches Risiko gibt, anerkannt wurde, und dass dieses Risiko den Umweltschutzziele des EHS entgegenstehe und mit Blick auf die Erhaltung eines rentablen Industriestandorts in der Europäischen Union nicht wünschenswert sei.

⁽¹⁾ Opportunitätskosten sind ein Schlüsselkonzept der Wirtschaft. Es handelt sich hierbei um die Kosten, die mit der nächstbesten Wahlmöglichkeit verbunden sind, die jemandem zur Verfügung steht, der unter mehreren sich gegenseitig ausschließenden Möglichkeiten gewählt hat. Im vorliegenden Fall bedeutet dies, dass ein Erzeuger, der über eine Emissionsberechtigung verfügt, die Wahl hat, diese für die Erzeugung von Strom zu verwenden oder sie auf dem CO₂-Markt zu versteigern. Die Opportunitätskosten für die Nutzung der Emissionsberechtigung sind der Preis, zu dem der Erzeuger die Berechtigung auf dem CO₂-Markt hätte verkaufen können. Daher preisen Erzeuger den Wert der von ihnen genutzten CO₂-Berechtigung in den Strompreisen ein.

⁽²⁾ Geringfügige Abweichungen sind aufgrund von Auf- bzw. Abrundungen möglich.

⁽³⁾ Die LME ist die größte Metallbörse. Daneben gibt es in New York die Comex/Nymex für das amerikanische Inlandsgeschäft sowie in Shanghai die SHFE (Shanghai Futures Exchange) für das chinesische Inlandsgeschäft. Aufgrund des lebhaften Arbitragehandels zwischen den drei Börsen kann von weltweit einheitlichen Preisen gesprochen werden, die sich an den Referenzpreisen der LME orientieren.

⁽⁴⁾ LME-Preise werden in USD angegeben und werden so auch in der Tabelle dargestellt. Für Unternehmen, deren Kosten in EUR angegeben werden, sind diese in USD angegebenen Preise zum entsprechenden Umtauschkurs in EUR umzurechnen.

⁽⁵⁾ Sowohl in USD (Anhang 4) als auch in EUR (Anhang 5).

⁽⁶⁾ Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates, überarbeitet durch Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung und Ausweitung des Gemeinschaftssystems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten (ABl. L 140 vom 5.6.2009, S. 63).

Kostenstrukturen der Begünstigten und ihrer Wettbewerber

- (20) Angesichts der vorstehenden Ausführungen forderten die Kommissionsdienststellen Deutschland auf, Informationen zu den Folgen für die Rentabilität der Begünstigten zu übermitteln. Deutschland lehnte es jedoch ab, diese Daten zur Verfügung zu stellen, und begründete dies damit, dass die Frage Geschäftsgeheimnisse betreffe, die die Unternehmen nicht offenlegen könnten⁽¹⁾. Dementsprechend verfügt die Kommission nur über sehr begrenzte Informationen über die Kostenstruktur der Begünstigten und ihrer Wettbewerber.
- (21) Deutschland erkennt an, dass es deutschen NE-Metallerzeugern durch bestimmte Faktoren möglich sein könnte, ihre Gewinnspanne gegenüber der ihrer globalen Wettbewerber zu verbessern. So sind die deutschen NE-Metallerzeuger stark mit wichtigen nachgelagerten Industrien wie dem Elektro- und Automobilsektor verflochten. Sie arbeiten eng mit Forschungseinrichtungen und Kunden in sogenannten Clustern zusammen. Infolgedessen können die deutschen NE-Metallerzeuger spezielle Formate, Legierungen, kleine Mengen und Just-in-time-Lieferungen anbieten. Deutschland bringt jedoch vor, dass diese Vorteile lediglich einen Preisaufschlag von in der Regel nicht mehr als 5 % auf den LME-Preis rechtfertigten und nicht ausreichend seien, um die Wettbewerbsfähigkeit auf internationaler Ebene sicherzustellen.
- (22) Deutschland bleibt jedoch bei seinem Standpunkt, dass auch ohne die geforderten Daten offensichtlich sei, dass die deutschen Erzeuger aufgrund der höheren CO₂-Kosten für indirekte Emissionen eine geringere Rentabilität als ihre außereuropäischen Wettbewerber erzielen.

Möglichkeit der Abwälzung der CO₂-Kosten für indirekte Emissionen

- (23) Die Kommission forderte Deutschland auf, Informationen über die Möglichkeiten einer Abwälzung der CO₂-Kosten für indirekte Emissionen auf die Kunden zur Verfügung zu stellen. Hierzu gibt Deutschland an, dass die Begünstigten ihre CO₂-Kosten für indirekte Emissionen nicht auf ihre Kunden abwälzen können. Deutschland erklärt, dass sich beispielsweise im Fall von Aluminium die CO₂-Kosten für indirekte Emissionen auf bis zu 10 % des LME-Preises belaufen und daher die durchschnittlichen Aufschläge von 5 % auf den LME-Preis⁽²⁾, den deutsche NE-Metallerzeuger ihren lokalen Kunden für Just-in-time-Lieferungen, Speziallegierungen, kleine Mengen etc. auferlegen können, aufwiegen würden. Deutschland betont, dass die meisten Kunden ebenso wie die Begünstigten auch auf den Weltmärkten tätig seien und Sonderkosten für lokale Komponenten, die teurer seien als andernorts erworbene Komponenten, nicht abwälzen könnten.

⁽¹⁾ Deutschland erklärte jedoch, dass einige Begünstigte bereit seien, einen vereidigten Buchprüfer zur vertraulichen Prüfung der Rentabilität einschließlich der Stromkosten, Rohstoffkosten, CO₂-Kosten usw. zuzulassen.

⁽²⁾ Nach Angaben Deutschlands entsprechen die Stromkosten seit 2006 ungefähr 40 % des LME-Preises für Aluminium und die indirekten Kosten machen etwa 20-25 % der Stromkosten aus.

Verlagerung von CO₂-Emissionen

- (24) Die Kommission forderte Deutschland auf, Informationen darüber zur Verfügung zu stellen, wie sich die indirekten Kosten auf die Investitionsentscheidungen der Begünstigten auswirken. Hierzu gab Deutschland an, dass die meisten Begünstigten in den vergangenen Jahren keine Investitionen in Nicht-EHS-Ländern getätigt hätten⁽³⁾. Im Gegensatz hierzu hätten die meisten Begünstigten in den letzten Jahren beträchtliche Investitionen in ihre lokalen Produktionsanlagen vorgenommen (etwa 682 Mio. EUR). Deutschland weist jedoch darauf hin, dass sich ein großer Teil der Investitionen auf die Instandhaltung bezogen haben könnte und nur ein kleiner Teil der Investitionen für neue Kapazitäten aufgewendet worden sei.
- (25) Deutschland übermittelte keine weiteren Informationen zu der Frage, ob die Begünstigten im Fall einer Standortverlagerung sich zwangsläufig für ein Land außerhalb des EWR entscheiden oder vielleicht in andere EU-Mitgliedstaaten abwandern würden, in denen die Strompreis trotz eingepreister CO₂-Kosten aufgrund der komparativen Vorteile in dem betreffenden Mitgliedstaat niedriger sein könnten, oder in EWR-Länder, in denen das preisetzende Grenzkraftwerk eine niedrigere CO₂-Komponente hat. Deutschland gab jedoch an, dass eine im Vergleich zu den Geschäftsmöglichkeiten in Nicht-EHS-Ländern geringere Rentabilität ausreichend Anreiz für die deutschen NE-Metallerzeuger sein könnte, ihren Standort in Nicht-EHS-Länder zu verlagern, ohne festzustellen, ob die Rentabilität in Nicht-EHS-Ländern höher oder niedriger ist als in anderen EHS-Ländern.
- (26) Deutschland betonte, dass die Begünstigten die Rentabilität ihrer Produktionsanlagen kontinuierlich beobachteten. Die Entscheidung über eine Standortverlagerung könne schnell getroffen werden, wenn feststehe, dass die negativen Veränderungen bei den Produktionsparametern nicht nur vorübergehend sondern dauerhaft seien. Für die Begünstigten sei die Höhe der Stromkosten entscheidend und ein dauerhafter Anstieg könne den Ausschlag für eine Standortverlagerung geben. Deutschland gibt an, dass die Begünstigten diese Möglichkeit in Erwägung gezogen hätten, und die nur geringen neuen Investitionen im Sektor (unabhängig von Instandhaltungsinvestitionen) mehr als ein Warnsignal seien. Die Initiative der deutschen Regierung, die in Rede stehende Beihilfe zu gewähren, hat die Begünstigten — bislang — dazu bewogen, von einer Standortverlagerung abzusehen.

4. Ausführungen Deutschlands zur Situation der nachgelagerten Industrien

- (27) Deutschland gibt zu den nachgelagerten Industrien an, dass eine umfangreiche und enge Zusammenarbeit zwischen den Begünstigten und den nachgelagerten Kunden bestehe (z.B. im Hinblick auf gemeinsame Forschung und Entwicklung). Deutschland zufolge hätte eine Standortverlagerung negative Folgen für den Automobil- und Elektrosektor sowie andere wichtige nachgelagerte Industrien.

⁽³⁾ Hydro hat jedoch in eine Produktionsanlage in Katar investiert.

IV. BEIHILFERECHTLICHE WÜRDIGUNG

- (28) Die Kommission hat die vorgeschlagenen Änderungen im Einklang mit Artikel 107 ff. AEUV und Artikel 61 ff. EWR-Abkommen⁽¹⁾ geprüft und hat nach einer vorläufigen Bewertung zum gegenwärtigen Zeitpunkt Zweifel, dass die Beihilfe als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.

1. Vorliegen einer staatlichen Beihilfe

- (29) Eine Maßnahme stellt eine staatliche Beihilfe im Sinne von Artikel 107 Absatz 1 AEUV dar, wenn die folgenden vier Voraussetzungen erfüllt sind: Erstens wird die Maßnahme vom Staat oder aus staatlichen Mitteln finanziert. Zweitens verschafft die Maßnahme dem Empfänger einen Vorteil. Drittens begünstigt die Maßnahme selektiv bestimmte Unternehmen oder Produktionszweige. Viertens ist die Maßnahme geeignet, den Handel zwischen Mitgliedstaaten zu beeinträchtigen und den Wettbewerb im Binnenmarkt zu verfälschen.
- (30) Die angemeldete Maßnahme erfüllt alle diese Voraussetzungen. Die Beihilfe stammt aus staatlichen Mitteln, da sie aus dem Bundeshaushalt finanziert wird. Sie verschafft dem Begünstigten einen Vorteil, indem sie die Belastungen vermindert, ‚die ein Unternehmen normalerweise zu tragen hat‘⁽²⁾ (Stromkosten). Die Maßnahme ist selektiv, da sie nur Begünstigten in zuvor festgelegten Sektoren (d.h. im Aluminium-, Kupfer- und Zinksektor) gewährt wird und innerhalb dieser Sektoren weiter auf große Stromendverbraucher (d.h. mehr als 10 GWh/jährlich) beschränkt ist. Sie ist geeignet, den Handel zwischen Mitgliedstaaten zu beeinträchtigen und den Wettbewerb zu verfälschen, da die Begünstigten in einem Wirtschaftszweig tätig sind, in dem innerhalb der EU Wettbewerb herrscht. Unabhängig davon, ob es tatsächlich Handel mit bestimmten NE-Metallen zwischen den Mitgliedstaaten gibt, stehen EU-Erzeuger auf dem Weltmarkt im Wettbewerb miteinander, und ein Vorteil, der einem von ihnen verschafft wird, führt zu einem möglichen Absatzrückgang der anderen oder behindert eine Absatzsteigerung.
- (31) Daher handelt es sich bei der angemeldeten Maßnahme um eine staatliche Beihilfe im Sinne von Artikel 107 Absatz 1 AEUV.

2. Rechtmäßigkeit der Beihilfe

- (32) In dem Gesetzesentwurf zur Durchführung der angemeldeten Regelung, der der Kommission übermittelt wurde, ist festgehalten, dass die Zahlung der Beihilfe erst nach Genehmigung durch die Europäische Kommission erfolgt.

⁽¹⁾ Die folgende Würdigung basiert sowohl auf dem AEUV als auch auf dem EWR-Abkommen; aus Gründen der Einfachheit wird im Folgenden jedoch nur auf den AEUV Bezug genommen.

⁽²⁾ EuGH 15. März 1994, *Banco Exterior de España SA/Ayuntamiento de Valencia*, Rechtssache C-387/92, Slg. 1994, I-877, Randnummern 12 und 13.

Deutschland ist durch die Anmeldung der Beihilfemaßnahme vor ihrer Durchführung seiner Verpflichtung aus Artikel 108 Absatz 3 AEUV nachgekommen.

3. Vereinbarkeit der Beihilfe mit dem Binnenmarkt

- (33) In Abweichung vom allgemeinen Beihilfeverbot gemäß Artikel 107 Absatz 1 AEUV kann eine Beihilfe als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden, wenn sie die Voraussetzung für eine der im Vertrag genannten Ausnahmen erfüllt. Deutschland hat angeführt, dass die Beihilfe dem NE-Metallsektor dabei helfen soll, eine beträchtliche Störung im Wirtschaftsleben im Sinne von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b AEUV zu beheben. Des Weiteren argumentiert Deutschland, dass die Maßnahme durch die Verhinderung einer Abwanderung der NE-Metallerzeuger zur Erhaltung von Arbeitsplätzen im NE-Metallsektor und den nachgelagerten Industrien beiträgt und somit die sektorale Entwicklung im Sinne von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV fördert. Zudem erklärt Deutschland, dass die Beihilfe einen Umweltvorteil mit sich bringt, da sie eine Standortverlagerung der NE-Metallerzeuger in Nicht-EU-Länder verhindert, in denen es weniger strenge CO₂-Auflagen gibt, so dass es ohne die Maßnahme zu einem Anstieg des globalen CO₂-Ausstoßes kommen könnte (*Carbon Leakage*). Die Kommission hat die angemeldete Maßnahme im Hinblick auf alle vorgebrachten Ziele von gemeinsamem Interesse der EU geprüft, um die Vereinbarkeit der Förderung mit dem Binnenmarkt zu bewerten.
- (34) Hierzu hat die Kommission die mögliche Vereinbarkeit der Beihilfe auf der Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 Buchstaben a, b und c AEUV geprüft. Die Kommission hat bei Beihilfesachen, die unter Artikel 107 Absatz 3 AEUV fallen, einen weiten Ermessensspielraum⁽³⁾. In Ausübung dieses Ermessens hat sie Leitlinien und Mitteilungen veröffentlicht, in denen die Kriterien dargelegt sind, nach denen bestimmte Arten von Beihilfen auf Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden können. Nach ständiger Rechtsprechung ist die Kommission durch die von ihr im Bereich Beihilfenkontrolle veröffentlichten Leitlinien und Mitteilungen insofern gebunden, als diese nicht von den Vorschriften des EU-Vertrags abweichen und von den Mitgliedstaaten akzeptiert werden⁽⁴⁾. Daher muss zunächst geprüft werden, ob die angemeldete Beihilfe in den Anwendungsbereich einer oder mehrerer Leitlinien oder Mitteilungen fällt. Ist dies der Fall, so ist die Kommission bei der Ausübung ihres Ermessensspielraums nach Artikel 107 Absatz 3 AEUV durch den entsprechenden Text gebunden. Ist dies nicht der Fall, so muss die Kommission klären, ob die Beihilfe direkt auf der Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b und/oder Buchstabe c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.

⁽³⁾ EuGH 21. März 1990, *Belgien/Kommission*, Rechtssache C-142/87, Slg. 1990, I-959, Randnummer 56; EuGH 11. Juli 1996, *SFEI und andere/La Poste*, Rechtssache C-39/94, Slg. 1996, I-3547, Randnummer 36.

⁽⁴⁾ EuGH 24. März 1993, *CIRFS und andere/Kommission*, Rechtssache C-313/90, Slg. 1993, I-1125, Randnummer 36; EuGH 15. Oktober 1996, *Ijssel-Vliet/Minister van Economische Zaken*; Rechtssache C-311/94, Slg. 1996, I-5023, Randnummer 43; EuGH 26. September 2002, *Spanien/Kommission*, Rechtssache C-351/98, Slg. 2002, I-8031, Randnummer 53.

3.1 Spezifische Rahmen und Leitlinien

- (35) Die Kommission hat auf der Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 Buchstaben a, b und c AEUV eine Reihe von Rahmen und Leitlinien aufgestellt, mit denen den Mitgliedstaaten Möglichkeiten an die Hand gegeben werden, beträchtliche Störungen in ihrem Wirtschaftsleben zu beheben, die Beschäftigung zu fördern, Unternehmen in Schwierigkeiten durch Rettungs- und Umstrukturierungsbeihilfen zu helfen, Regionalbeihilfen in förderfähigen Regionen zu vergeben oder Beihilfen zur Verbesserung des Umweltschutzes zu gewähren.

Leitlinien für Rettungs- und Umstrukturierungsbeihilfen

- (36) Die Leitlinien für Rettungs- und Umstrukturierungsbeihilfen⁽¹⁾ gelten für Unternehmen in Schwierigkeiten⁽²⁾, insbesondere solche, die die nach innerstaatlichem Recht vorgesehenen Voraussetzungen für die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens erfüllen. Eine weitere Bedingung für Rettungs- und Umstrukturierungsbeihilfen ist das Vorliegen eines tragfähigen Umstrukturierungsplans. Deutschland schließt jedoch Unternehmen, für die ein Insolvenzverfahren beantragt oder eröffnet worden ist, von der Beihilfe aus, so dass es unwahrscheinlich ist, dass einer der Begünstigten als Unternehmen in Schwierigkeiten einzustufen wäre. Daher fällt die Maßnahme nicht in den Anwendungsbereich der Leitlinien für Rettungs- und Umstrukturierungsbeihilfen.

Regionalbeihilfen

- (37) Nach den Leitlinien für staatliche Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2007-2013⁽³⁾ sind Betriebsbeihilfen wie die

⁽¹⁾ Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten (Abl. C 244 vom 1.10.2004, S. 2).

⁽²⁾ Nach den Leitlinien für Rettungs- und Umstrukturierungsbeihilfen geht die Kommission davon aus, dass sich ein Unternehmen im Sinne dieser Leitlinien in Schwierigkeiten befindet, wenn es nicht in der Lage ist, mit eigenen finanziellen Mitteln oder Fremdmitteln, die ihm von seinen Eigentümern/Anteilseignern oder Gläubigern zur Verfügung gestellt werden, Verluste aufzufangen, die das Unternehmen auf kurze oder mittlere Sicht so gut wie sicher in den wirtschaftlichen Untergang treiben werden, wenn der Staat nicht eingreift. Im Sinne dieser Leitlinien befindet sich ein Unternehmen unabhängig von der Größe insbesondere in folgenden Fällen in Schwierigkeiten:

- wenn bei Gesellschaften mit beschränkter Haftung mehr als die Hälfte des gezeichneten Kapitals verschwunden und mehr als ein Viertel dieses Kapitals während der letzten zwölf Monate verloren gegangen ist;
- wenn bei Gesellschaften, in denen mindestens einige Gesellschafter unbeschränkt für die Schulden der Gesellschaft haften, mehr als die Hälfte der in den Geschäftsbüchern ausgewiesenen Eigenmittel verschwunden und mehr als ein Viertel dieser Mittel während der letzten zwölf Monate verloren gegangen ist;
- wenn unabhängig von der Unternehmensform die im innerstaatlichen Recht vorgesehenen Voraussetzungen für die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens erfüllt sind.

⁽³⁾ Leitlinien für staatliche Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2007-2013 Abl. C 54 vom 4.3.2006, S. 13.

vorliegende Maßnahme in der Regel untersagt, sofern nicht ganz bestimmte Umstände vorliegen (z. B. Arbeitslosigkeit, niedriger Lebensstandard) und die Region unter Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe a AEUV fällt. Die Kommission stellt fest, dass einige der Unternehmen, die unter die Regelung fallen, ihren Sitz in einem Fördergebiet nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe a AEUV haben könnten, das für Regionalbeihilfen in Frage kommt.

- (38) Ziel der Regelung ist es jedoch nicht, die wirtschaftliche Entwicklung in Regionen zu fördern, in denen der Lebensstandard außergewöhnlich niedrig ist. Daher ist die Kommission zum gegenwärtigen Zeitpunkt der Auffassung, dass die Maßnahme nicht in den durch die Regionalbeihilfeleitlinien ausgelegten Anwendungsbereich von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe a AEUV fällt.

Beschäftigungsbeihilfen

- (39) Die Allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung sieht Beschäftigungsbeihilfen vor, die mit Investitionen verbunden sind oder zugunsten behinderter oder benachteiligter Arbeitnehmer gewährt werden⁽⁴⁾. Die Allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung ersetzt einen früheren, weiter gesteckten Rahmen für Beschäftigungsbeihilfen, der 2008 außer Kraft trat⁽⁵⁾. Durch ihre Ausgestaltung fällt die deutsche Maßnahme nicht unter die Allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung.

Vorübergehender Gemeinschaftsrahmen

- (40) Im Vorübergehenden Gemeinschaftsrahmen⁽⁶⁾ hat die Kommission anerkannt, dass die Finanzkrise eine beträchtliche Störung im Wirtschaftsleben der Mitgliedstaaten darstellt. Die Störung besteht in den unmittelbaren Auswirkungen der Krise auf den Bankensektor sowie den mittelbaren Auswirkungen auf die Realwirtschaft, insofern als Unternehmen nur erschwert Zugang zu erschwinglichen Finanzierungsmitteln haben. Die in Rede stehende Maßnahme zielt jedoch nicht auf Probleme im Zusammenhang mit dem Zugang zu Finanzierungsmitteln ab. Deutschland argumentierte selbst, dass die vom Vorübergehenden Gemeinschaftsrahmen vorgesehenen Instrumente die Probleme der NE-Metallindustrie nicht lösen können, die in den im Vergleich zum weltweiten Durchschnitt hohen Kosten für indirekte Emissionen in Deutschland und nicht in einem erschwerten Zugang zu Finanzierungsmitteln bestehen. Daher fällt die Maßnahme nicht in den Anwendungsbereich des Vorübergehenden Gemeinschaftsrahmens.

⁽⁴⁾ Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag (Allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung), Abl. L 214 vom 9.8.2008, S. 3.

⁽⁵⁾ Verordnung (EG) Nr. 1976/2006 der Kommission vom 20. Dezember 2006 zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 2204/2002, (EG) Nr. 70/2001 und (EG) Nr. 68/2001 in Bezug auf die Ausdehnung ihrer Anwendungszeiträume (Abl. L 368 vom 23.12.2006, S. 85).

⁽⁶⁾ Siehe die vorstehenden Verweise auf die Mitteilungen der Kommission zum Vorübergehenden Gemeinschaftsrahmen.

Gemeinschaftsrahmen für staatliche Umweltschutzbeihilfen

(41) Im Gemeinschaftsrahmens für staatliche Umweltschutzbeihilfen ⁽¹⁾ ist dessen Anwendungsbereich wie folgt festgelegt:

„(58) Diese Leitlinien gelten für staatliche Umweltschutzbeihilfen. Sie werden im Einklang mit anderen Maßnahmen der Gemeinschaft im Beihilfesektor, anderen Bestimmungen des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und des Vertrags über die Europäische Union sowie dem auf der Grundlage dieser Verträge erlassenen abgeleiteten Recht angewandt.

(59) Sie gelten für Beihilfen zur Förderung des Umweltschutzes in allen Bereichen des EG-Vertrags, einschließlich der Bereiche, in denen für staatliche Beihilfen besondere Gemeinschaftsvorschriften gelten (Stahl, Schiffbau, Kraftfahrzeuge, Kunstfasern, Verkehr, Steinkohlenbergbau, Landwirtschaft und Fischerei), sofern diese nichts anderes bestimmen.“

(42) In den darauf folgenden Absätzen des Gemeinschaftsrahmens für staatliche Umweltschutzbeihilfen wird der Anwendungsbereich des Rahmens weiter ausgeführt; keine der Bestimmungen bezieht sich jedoch auf die Verlagerung von CO₂-Emissionen.

(43) Ferner lässt Artikel 10a Absatz 6 der EHS-Richtlinie darauf schließen, dass mit der Anerkennung eines möglichen Bedarfs an staatlichen Beihilfen zur Verhinderung einer Verlagerung von CO₂-Emissionen, die aus den strengen EU-Umweltvorschriften (EHS) resultiert, auch vorgesehen wurde, dass neue Vorschriften in diesem Bereich erlassen werden müssen, mit denen Benchmarks für die indirekten CO₂-Emissionen pro Produktionseinheit festgelegt werden ⁽²⁾. Dies legt wiederum nahe, dass der derzeitige Gemeinschaftsrahmen für staatliche Umweltschutzbeihilfen das Problem der Verlagerung von CO₂-Emissionen nicht behandelt.

(44) Daher fällt die Maßnahme nicht in den Anwendungsbereich des Gemeinschaftsrahmens für staatliche Umweltschutzbeihilfen.

Schlussfolgerung

(45) Die Kommission ist daher zu diesem Zeitpunkt der Auffassung, dass die Maßnahme nicht in den Anwendungsbereich bestehender Leitlinien oder eines bestehenden Gemeinschaftsrahmens fällt. Daher muss sie prüfen, ob die

Beihilfe direkt auf der Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 Buchstaben b und c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.

3.2 Entwicklung gewisser Wirtschaftszweige (Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV)

(46) Nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV können Beihilfen zur Förderung der Entwicklung gewisser Wirtschaftszweige oder Wirtschaftsgebiete als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden, soweit sie die Handelsbedingungen nicht in einer Weise verändern, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft. Nach der Rechtsprechung des Gerichtshofs kann die Kommission staatliche Beihilfen als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklären, wenn die staatliche Beihilfe ein Ziel von gemeinsamem Interesse verfolgt ⁽³⁾, zur Erreichung dieses Ziels erforderlich ist ⁽⁴⁾ und die Handelsbedingungen nicht in einer Weise verändert, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft.

(47) Nach ständiger Praxis der Kommission ⁽⁵⁾ können Maßnahmen unmittelbar auf der Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden, sofern sie erforderlich und angemessen sind und der positive Beitrag zur Verwirklichung des Ziels von gemeinsamem Interesse die negativen Folgen für Handel und Wettbewerb aufwiegt. Daher betrachtet es die Kommission als angemessen, die folgenden Fragen zu prüfen:

1. Dient die Beihilfemaßnahme einem genau definierten Ziel von gemeinsamem Interesse?
2. Ist die Beihilfe geeignet, das Ziel von gemeinsamem Interesse zu verwirklichen? Insbesondere:
 - a) Ist die Beihilfemaßnahme ein geeignetes und erforderliches Instrument, d.h. gibt es andere, bessere Instrumente?
 - b) Hat sie einen Anreizeffekt, d.h. ändert sie das Verhalten von Unternehmen?
 - c) Ist die Beihilfe verhältnismäßig, d.h. könnte dieselbe Verhaltensänderung auch mit weniger Beihilfen erreicht werden?
3. Sind die Verfälschungen von Wettbewerb und Handel in ihrem Ausmaß begrenzt, so dass die positiven Folgen die negativen überwiegen?

⁽¹⁾ Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Umweltschutzbeihilfen (ABL C 82 vom 1.4.2008, S. 1).

⁽²⁾ Nach Artikel 10a Absatz 6 EHS-Richtlinie gilt Folgendes: „Die Mitgliedstaaten können zugunsten der Sektoren bzw. Teilsektoren, für die ein erhebliches Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen durch auf den Strompreis übergewälzte Kosten der Treibhausgasemissionen ermittelt wurde, finanzielle Maßnahmen einführen, um diese Kosten auszugleichen, sofern dies mit den geltenden und künftigen Regeln für staatliche Beihilfen vereinbar ist. Diese Maßnahmen beruhen auf Ex-ante-Benchmarks für die indirekten CO₂-Emissionen pro Produktionseinheit. Diese Ex-ante-Benchmarks werden für einen bestimmten Sektor bzw. Teilsektor berechnet als Produkt des Stromverbrauchs pro Produktionseinheit entsprechend den effizientesten verfügbaren Techniken und der CO₂-Emissionen des entsprechenden europäischen Stromerzeugungsmix.“

⁽³⁾ Gel 14. Januar 2009, *Kronoply/Kommission*, Rechtssache T-162/06, Slg. 2009, II-1, insb. Randnummern 65, 66, 74 und 75).

⁽⁴⁾ Gel 7. Juni 2001, *Agrana Zucker und Stärke/Kommission*, Rechtssache T-187/99, Slg. 2001, II-01587 (siehe Randnummer 74); Gel 14. Mai 2002, *Graphischer Maschinenbau/Kommission*, Rechtssache T-126/99, Slg. 2002, II-2427 (siehe Randnummern 41-43); EuGH 15 April 2008, *Nuova Agricast Srl/Ministero delle Attività Produttive*, Rechtssache C-390/06, Slg. 2008, I-2577 (siehe Randnummern 68-69).

⁽⁵⁾ Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen für Forschung, Entwicklung und Innovation (ABL C 323 vom 30.12.2006, S. 1, Abschnitt 1.3); Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Umweltschutzbeihilfen (ABL C 82 vom 1.4.2008, S. 1, Abschnitt 1.3).

3.2.1 Verlagerung von CO₂-Emissionen (Carbon Leakage)

- (48) Deutschland führt an, dass die Beihilfe einen Umweltvorteil mit sich bringt, da sie einer Standortverlagerung der NE-Metallerzeuger in Länder außerhalb der EU vorbeugt, in denen es weniger strikte CO₂-Auflagen gibt, was ohne die Maßnahme zu einem Anstieg des globalen CO₂-Ausstoßes führen könnte (Verlagerung von CO₂-Emissionen, sog. *Carbon Leakage*).

Ziel von gemeinsamem Interesse

- (49) Ein Ziel von gemeinsamem Interesse ist ein Ziel, das von der EU solches anerkannt ist. Die Kommission teilt die Auffassung, dass die Verhinderung einer Verlagerung von CO₂-Emissionen, die Folge der strengen EU-Umweltvorschriften (EHS) ist, ein Ziel von gemeinsamem Interesse darstellen kann. Die EHS-Richtlinie sieht zu den Auswirkungen des EHS auf die Wettbewerbsfähigkeit der EU-Industrie und auf die Verlagerung von CO₂-Emissionen in Randnummer 24 und 27 Folgendes vor:

(24) Die Gemeinschaft wird bei der Aushandlung eines ehrgeizigen internationalen Abkommens über den Klimawandel, mit dem das Ziel der Begrenzung des Anstiegs der Erdtemperatur auf einen Anstieg von 2 °C erreicht wird, weiterhin Vorreiter sein und fühlt sich angesichts der auf der 13. Konferenz der Vertragsparteien des UNFCCC und dem 3. Treffen der Vertragsparteien des Kyoto-Protokolls vom 3. bis 14. Dezember 2007 in Bali, Indonesien, erzielten Fortschritte in dieser Richtung bestärkt. Sollten andere Industrieländer und andere Großmächten von Treibhausgasen diesem internationalen Abkommen nicht beitreten, so könnte dies zu einem Anstieg von Treibhausgasemissionen in Drittländern führen, deren Industrien nicht an vergleichbare CO₂-Auflagen gebunden sind (Verlagerung von CO₂-Emissionen), und zugleich eine wirtschaftliche Benachteiligung bestimmter energieintensiver, im internationalen Wettbewerb stehender Sektoren und Teilsektoren in der Gemeinschaft bedeuten. Dies könnte die Umweltintegrität und den Nutzen von Gemeinschaftsmaßnahmen untergraben. [...]

Die Mitgliedstaaten können es für notwendig erachten, Anlagen, für die ein erhebliches Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ermittelt wurde, übergangsweise für Kosten zu entschädigen, die im Zusammenhang mit den Treibhausgasemissionen stehen, deren Kosten auf den Strompreis abgewälzt werden. Diese Unterstützung sollte nur dann gewährt werden, wenn sie notwendig und verhältnismäßig ist, wobei sichergestellt werden sollte, dass das Gemeinschaftssystem auch weiterhin einen Anreiz für Energieeinsparungen und die Umstellung von ‚grauem‘ auf ‚grünen‘ Strom bietet.

- (50) Aus diesen Randnummern sowie aus Artikel 10a Absatz 6 der EHS-Richtlinie ergibt sich, dass es im gemeinsamen Interesse ist, die Verlagerung von CO₂-Emissionen, die aus den strengen EU-Umweltvorschriften resultiert, so weit wie möglich zu verhindern, da diese Verlagerung von CO₂-Emissionen bestimmte energienintensive Sektoren und Teilsektoren in der EU, die im internationalen

Wettbewerb stehen, wirtschaftlich in einem Maße benachteiligen kann, dass sie ihre Produktion möglicherweise in Drittländer verlagern, was einen Anstieg der CO₂-Emissionen auf globaler Ebene mit sich bringen kann.

Geeignetes und erforderliches Mittel

- (51) Die gewährte Beihilfe muss ein geeignetes und erforderliches Mittel sein, um das angestrebte Ziel, d. h. die Verlagerung von CO₂-Emissionen zu verhindern, zu erreichen. Ein Mittel ist geeignet und erforderlich, wenn es keine anderen, weniger wettbewerbsverfälschenden Mittel gibt, mit denen dieselben Ergebnisse erzielt werden könnten.
- (52) Deutschland betont, die Kommission habe sich während der Verhandlungen über die EHS-Richtlinie politisch verpflichtet, die Kompensation von CO₂-Kosten für indirekte Emissionen mangels eines internationalen Abkommens ab 2013 zu gestatten und die Beihilfevorschriften anzupassen, um die Kriterien für die Vereinbarkeit solcher Beihilfen für indirekte Emissionen mit dem AEUV darzulegen. Deutschland zufolge ist eine solche Beihilfe damit zu begründen, dass Stromerzeuger die Kosten für CO₂-Zertifikate in ihre Strompreise einpreisen. Da dieser Einpreisungseffekt schon jetzt bestehe, auch wenn er auf einem anderen CO₂-Preis beruhe als bei der Annahme der Richtlinie für die Zeit nach 2013 angenommen, sei es angemessen, Beihilfen für solche indirekten Emissionen schon vor 2013 zu gestatten.
- (53) Die Gesetzgeber haben in der geänderten EHS-Richtlinie⁽¹⁾ vereinbart, den Mechanismus zur Vorbeugung von CO₂-Verlagerungen erst ab 2013 einzuführen. Dies scheint gerechtfertigt, da ab 2013 eine strengere Obergrenze für CO₂-Emissionen gilt, die — sofern alle anderen Umstände unverändert bleiben — wohl zu höheren CO₂-Preisen als zuvor führen wird.
- (54) Aus wirtschaftlicher Sicht könnte jedoch schon vor 2013 das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen bestehen. So geht die öffentliche Debatte über das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen weiter. Es ist von größter Bedeutung, dieses Risiko eingehend zu prüfen, da sich solche Beihilfen sehr wettbewerbsverfälschend auswirken. Im vorliegenden Fall verfügt die Kommission jedoch nicht über die notwendigen Informationen, um das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen für die Begünstigten zu prüfen. Im Übrigen haben die Mitgliedstaaten auch jetzt schon die Möglichkeit, energieintensive Industrien beim Übergang zu einer CO₂-armen Wirtschaft zu unterstützen, indem sie Energiesparmaßnahmen und CO₂-freie grüne Stromerzeugungsalternativen fördern, oder energieintensiven Unternehmen einen Ausgleich für einen Teil ihrer Stromkosten zu zahlen (z.B. durch Energiesteuerermäßigungen oder -befreiungen nach Kapitel 4 der Umweltbeihilfenleitlinien).

⁽¹⁾ Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung und Ausweitung des Gemeinschaftssystems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten (ABL. L 140 vom 5.6.2009, S. 63).

- (55) Daher hat die Kommission Zweifel, ob die in Rede stehende Maßnahme ein angemessenes Mittel ist, um einer Verlagerung von CO₂-Emissionen in der Handelsperiode 2008-2012 vorzubeugen.

Anreizeffekt

- (56) Staatliche Beihilfen haben einen Anreizeffekt, wenn der Begünstigte sein Verhalten mit Blick auf die Erreichung des Ziels von gemeinsamem Interesse ändert. Deutschland zufolge bringt die Maßnahme insofern einen mittelbaren Umweltvorteil mit sich, als sie einer Verlagerung von CO₂-Emissionen vorbeugt, und somit habe sie auch einen Anreizeffekt.

Beihilfefähige Sektoren — Beschluss zur Festlegung der dem Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzten Sektoren und Teilsektoren

- (57) Deutschland führt an, dass es seitens der Kommission unangebracht sei, den Anreizeffekt der Beihilfe in Frage zu stellen. Schließlich habe die Kommission mit dem Beschluss zur Festlegung der dem Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzten Sektoren und Teilsektoren⁽¹⁾ das Risiko einer Abwanderung der betreffenden Sektoren aus der EU schon deutlich zum Ausdruck gebracht. In diesem Beschluss ist ein Verzeichnis der Sektoren festgelegt, die für einen höheren Anteil kostenfreier Zertifikatszuteilungen für direkte Emissionen in Frage kommen. Da die Sektoren für Aluminium, Kupfer und Zink in der Liste aufgeführt sind, sei das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen für diese Sektoren anerkannt worden, so das Argument Deutschlands. Ferner habe sich die Kommission während der Verhandlungen über die EHS-Richtlinie politisch verpflichtet, die Kompensation von CO₂-Kosten für indirekte Emissionen mangels eines internationalen Abkommens zu gestatten und die Beihilfevorschriften anzupassen, um die Kriterien für die Vereinbarkeit solcher Beihilfen für indirekte Emissionen mit dem AEUV für die 2013 beginnende Handelsperiode darzulegen. Deutschland führt an, dass eine solche Beihilfe dadurch begründet sei, dass Stromerzeuger die Kosten für CO₂-Berechtigungen in ihre Strompreise einpreisen. Da dieser Effekt bereits jetzt bestehe, solle die Kommission Beihilfen für solche indirekten Emissionen für die im vorgenannten Beschluss aufgeführten Sektoren schon jetzt gestatten.

- (58) Die Kommission stellt fest, dass der Beschluss zur Festlegung der dem Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzten Sektoren und Teilsektoren erst ab 2013⁽²⁾ gilt. Daher kann er nicht als Rechtsgrundlage für die Rechtfertigung einer für das Jahr 2009 bestimmten staatlichen Beihilfe herangezogen werden.

- (59) Deutschland argumentierte, dass die Kommission verpflichtet sei, den Beschluss zur Festlegung der dem Risiko

einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzten Sektoren und Teilsektoren analog anzuwenden. In diesem Zusammenhang erinnert die Kommission daran, dass eine EU-Vorschrift nach ständiger Rechtsprechung des Gerichtshofs nur unter den folgenden beiden Voraussetzungen analog angewandt werden kann⁽³⁾:

- a) Die für den betreffenden Sachverhalt geltenden Vorschriften sind denen sehr ähnlich, die analog angewandt werden sollen; und
- b) die für den betreffenden Sachverhalt geltenden Vorschriften enthalten eine Lücke, die mit einem allgemeinen Grundsatz des EU-Rechts unvereinbar ist und die durch eine analoge Anwendung geschlossen werden kann.

- (60) Die Kommission stellt fest, dass es im vorliegenden Fall keine solche Lücke gibt, die mit einem allgemeinen Grundsatz des EU-Rechts unvereinbar ist. Die vorliegende Beihilfesache fällt in den Anwendungsbereich von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV und die Kommission muss diesen Artikel, wie er in der ständigen Rechtsprechung des Gerichtshofs ausgelegt wurde, anwenden, d. h., sie muss prüfen, ob die staatliche Beihilfe ein Ziel von gemeinsamem Interesse verfolgt⁽⁴⁾, zur Erreichung dieses Ziels erforderlich ist⁽⁵⁾ und die Handelsbedingungen nicht in einer Weise verändert, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft. In Ermangelung allgemein anwendbarer Vorschriften wird eine Einzelfallprüfung durchgeführt. Für die Prüfung der in Rede stehenden Beihilfesache muss das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen daher auf der Grundlage des Sachverhalts des Falles erfolgen.

- (61) Auf die von Deutschland vorgebrachten Argumente ist zu erwidern, dass die Rechtsinstrumente, mit denen die Kompensation für indirekte Emissionen gestattet wird, sich nur auf die in den Strompreis eingepreisten CO₂-Kosten⁽⁶⁾ beziehen sollten. Daher bestehen Zweifel, ob der Beschluss zur Festlegung der dem Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzten Sektoren und Teilsektoren direkt auf die Kompensation von in den Strompreis eingepreisten CO₂-Kosten angewandt werden kann. In der Tat wurde mit der politischen Verpflichtung, Beihilfen zum Ausgleich von Kosten *indirekter* Emissionen

⁽¹⁾ Beschluss der Kommission vom 24. Dezember 2009 zur Festlegung eines Verzeichnisses der Sektoren und Teilsektoren, von denen angenommen wird, dass sie einem erheblichen Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzt sind, gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates (ABl. L 1 vom 5.1.2010, S. 10).

⁽²⁾ Beschluss zur Festlegung der dem Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzten Sektoren und Teilsektoren, Randnummer 24.

⁽³⁾ EuGH 20. Februar 1975, *Adolf Reich/Hauptzollamt Landau*, Rechtssache 64-74, Slg. 1975, 261; EuGH 11. Juli 1978, *Union française de Céréales/Hauptzollamt Hamburg-Jonas*, Rechtssache 6/78, Slg. 1978, 1675; EuGH (Dritte Kammer) 12. Dezember 1985, *John Friedrich Krohn (GmbH & Co. KG)/Bundesanstalt für landwirtschaftliche Marktordnung*. — Ersuchen um Vorabentscheidung: Verwaltungsgericht Frankfurt am Main — Deutschland: Verwaltungsgericht Frankfurt am Main — Deutschland. Annullierung von Einfuhrlicenzen und Freigabe der Kautions — Kontingentierungsabkommen für Einfuhren aus Drittländern — Je nach Ursprung der Waren unterschiedliche Durchführungsbestimmungen. Rechtssache 165/84, Slg. 1985, 3997.

⁽⁴⁾ Gel 14. Januar 2009, *Kronoply/Kommission*, Rechtssache T-162/06, Slg. 2009, II-1, insb. Randnummern 65, 66, 74 und 75.

⁽⁵⁾ Gel 7. Juni 2001, *Agrana Zucker und Stärke/Kommission*, Rechtssache T-187/99, Slg. 2001, II-1587 (siehe Randnummer 74); Gel 14. Mai 2002, *Graphischer Maschinenbau/Kommission*, Rechtssache T-126/99, Slg. 2002, II-2427 (siehe Randnummern 41-43); EuGH 15. April 2008, *Nuova Agricast Srl/Ministero delle Attività Produttive*, Rechtssache C-390/06, Slg. 2008, I-2577 (siehe Randnummern 68-69).

⁽⁶⁾ Artikel 10a Absatz 6 der EHS-Richtlinie.

zuzulassen, beabsichtigt, in Ausnahmefällen gezielt ausgerichtete Beihilfen für die Sektoren zu gestatten, die durch indirekte Emissionen einem beträchtlichen Kostenanstieg ausgesetzt und nicht in der Lage sind, diesen CO₂-bedingten Kostenanstieg abzuwälzen.

Zweifel im Hinblick auf das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen auf der Grundlage des von Deutschland übermittelten Sachverhalts

- (62) Das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen könnte dann geltend gemacht werden, wenn die Strompreise aufgrund des EHS in einem Maß ansteigen würden, das Unternehmen einen Anreiz gibt, ihre Produktion in EHS-Ländern einzustellen, und die Kapazitäten dieser Unternehmen dann von Produktionsanlagen in Nicht-EHS-Ländern übernommen würden, was einen Anstieg der globalen Emissionen zur Folge hätte.
- (63) Die Kommission hat jedoch Zweifel, ob die Begünstigten bei einer Nichtgewährung der Beihilfe ihre Standorte in Deutschland aufgrund einer CO₂-Kosten-Differenz schließen würden. In dieser Hinsicht bilden die CO₂-Kostendifferenz und die Möglichkeit, solche Kosten auf Kunden abzuwälzen, die Schlüsselkriterien für die Prüfung eines solchen Risikos. Die Kommission hatte Deutschland daher aufgefordert, Informationen zu diesen beiden Aspekten zur Verfügung zu stellen. Nach Angaben Deutschlands betrachten die Begünstigten Angaben zur Kostenstruktur und ihren Gewinnspannen jedoch als Geschäftsgeheimnisse und lehnten es daher ab, der deutschen Regierung die entsprechenden Zahlen zu übermitteln⁽¹⁾. Daher kann die Kommission das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen in Bezug auf die betreffenden Begünstigten nicht auf der Grundlage der bisher von Deutschland vorgelegten Fakten prüfen. Die Kommission fordert daher Deutschland und Dritte auf, ihr alle relevanten Informationen zu übermitteln, insbesondere zur Kostenstruktur im Sektor und den Möglichkeiten, die CO₂-Kostendifferenz auf die Kunden abzuwälzen.
- (64) Auch wenn die Rentabilität an sich kein entscheidendes Element ist, so werden doch die Zweifel daran, dass die Unternehmen ihre indirekten CO₂-Kosten nicht abwälzen können, in gewissem Umfang durch die Jahresberichte der wichtigsten Begünstigten verstärkt, da diese nahe legen, dass die Unternehmen — trotz der niedrigen LME-Preise — während des geplanten Beihilfezeitraums weiterhin rentabel waren. Die Betriebsergebnisse von Trimet (Aluminium), Xtrata (Zink) und Aurubis (Kupfer) sind in Anhang 6 beigefügt.
- (65) Selbst wenn man davon ausgehen würde, dass bedingt durch das EHS das Risiko einer Schließung von deutschen Produktionsstandorten besteht, so hat die Kommission aber auch Zweifel, ob dies zwangsläufig zu einer Übernahme von Kapazitäten durch Produktionsanlagen in Nicht-EHS-Ländern führen würde. Es kann in der Tat nicht

ausgeschlossen werden, dass die betreffenden Kapazitäten durch Produktionsanlagen in anderen EU- oder EWR-Mitgliedstaaten übernommen werden, in denen das EHS-System Anwendung findet. Im Hinblick darauf forderte die Kommission genaue Informationen zu den Strommärkten in anderen Mitgliedstaaten sowie zur Wettbewerbssituation von NE-Metallerzeugern in anderen Mitgliedstaaten, in denen die Stromkosten aufgrund von Produktionsvorteilen möglicherweise niedriger sind, oder in EWR-Staaten, in denen das preisbestimmende Grenzkraftwerk einen geringeren CO₂-Ausstoß hat. Des Weiteren hat die Kommission Informationen zu den im Strompreis enthaltenen Kosten für indirekte Emissionen in anderen Mitgliedstaaten angefordert. Deutschland gab an, dass ihm keine Informationen über die Kostenstruktur von NE-Metallerzeugern in anderen Mitgliedstaaten oder über den CO₂-Kostenanteil am Strompreis in anderen Mitgliedstaaten vorliegen. Ohne diese Informationen kann die Kommission jedoch nicht einwandfrei prüfen, ob die Kapazitäten — im Fall von Standortschließungen in Deutschland — von Produktionsanlagen in anderen Mitgliedstaaten übernommen und somit weiterhin dem EHS⁽²⁾ unterliegen würden, oder ob sie tatsächlich von in Nicht-EHS-Ländern produzierenden Unternehmen übernommen würden.

- (66) Angesichts der anderen entscheidenden Aspekte, die Unternehmen bei der einer Standortentscheidung erwägen, kann die Kommission folglich zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht feststellen, ob eine Beihilfe zur Verhinderung einer Standortverlagerung vorliegt, ob Unternehmen im Fall einer Schließung in ein Land inner- oder außerhalb der EU abwandern würden, ob dies zu einem Anstieg der globalen Emissionen führen würde und ob die Beihilfe tatsächlich das ausschlaggebende Element wäre, die Begünstigten zu einer Aufrechterhaltung ihrer Produktion in Deutschland zu veranlassen. Um alle relevanten Informationen auch von Dritten zu erhalten, erachtet die Kommission die Eröffnung eines förmlichen Prüfverfahrens für angemessen.

Zweifel im Hinblick auf die Folgen für die nachgelagerten Märkte

- (67) Deutschland gibt an, dass eine umfangreiche Zusammenarbeit zwischen den Begünstigten und ihren nachgelagerten Kunden bestehe, insbesondere im Hinblick auf gemeinsame Forschungs- und Entwicklungsarbeit. Deutschland erklärt, dass die Standortverlagerung der Begünstigten zu einer Standortverlagerung der nachgelagerten Industrien führen könnte, wodurch das geltend gemachte Risiko einer Verlagerung der CO₂-Emissionen noch steigen würde. Des Weiteren argumentierte Deutschland, dass die nachgelagerten Industrien durch die vorgebrachte enge Zusammenarbeit bei der Forschung und Entwicklung zunehmend umweltfreundliche Produkte herstellen könnten und dass diese Umweltvorteile aufs Spiel gesetzt würden, wenn die NE-Metallerzeuger ihre Produktion in Deutschland einstellen würden.

⁽¹⁾ Einige Begünstigte sind jedoch anscheinend bereit, der Kommission diese Informationen nach der Prüfung durch einen Wirtschaftsprüfer auf vertraulicher Basis zur Verfügung zu stellen.

⁽²⁾ Hierzu ist anzumerken, dass unlängst beträchtliche Investitionen in Aluminiumerzeugungskapazitäten in Ländern getätigt wurden, die dem EHS angeschlossen sind.

(68) Die Kommission ist sich zwar der Bedeutung der Wertschöpfungskette bewusst, doch hat sie Zweifel, dass die Verbindung zwischen den NE-Metallerzeugern und den nachgelagerten Industrien so stark ist, dass die Nichtgewährung der Beihilfe die nachgelagerten Tätigkeiten in dem von Deutschland behaupteten Maße gefährden würde. Vielmehr betonte Deutschland, dass die nachgelagerten Industrien ihren Bedarf anderswo auf dem Weltmarkt decken könnten und dies auch täten, wenn die deutschen NE-Metallerzeuger versuchen würden, ihre indirekten Emissionskosten abzuwälzen. Des Weiteren hat Deutschland nicht ausreichend belegt, dass die nachgelagerten Industrien nur durch die gemeinsame Forschungs- und Entwicklungsarbeit mit NE-Metallen deutschen Ursprungs zunehmend umweltfreundliche Produkte herstellen können und nicht auch mit NE-Metallerzeugern, die in Drittstaaten inner- und außerhalb des EHS angesiedelt sind.

Zweifel im Hinblick auf die Höhe der Beihilfe

(69) Schließlich hat die Kommission Zweifel, ob die Beihilfe genügend Anreiz bieten würde, um die Standortentscheidung der deutschen NE-Metallerzeuger zu ändern, und ob die Maßnahme als Anreiz für die Begünstigten zu einer mittel- oder langfristigen Aufrechterhaltung ihrer Produktion in Deutschland geeignet ist. Deutschland hat selbst angegeben, dass die Maßnahme das Problem höherer CO₂-Kosten für indirekte Emission nicht dauerhaft lösen wird. So wird die Maßnahme nur für das zweite Halbjahr 2009 gewährt. Die einzige mit der Beihilfe verbundene Bedingung ist, dass die Begünstigten ihren Standort bis Ende 2010 nicht verlagern, und Deutschland hat erklärt, dass keine Verlängerung der Maßnahme beabsichtigt ist. Die Maßnahme scheint daher nicht geeignet zu sein, eine Standortverlagerung der Begünstigten nach 2010 zu verhindern.

Schlussfolgerungen zum Anreizeffekt

(70) Angesichts der vorstehenden Ausführungen hat die Kommission Zweifel, ob während des Beihilfezeitraums — aufgrund der Kosten für indirekte Emissionen — das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen bestand und, falls dem so wäre, die in Rede stehende Maßnahme den notwendigen Anreiz geschaffen hätte, diesem Risiko wirksam zu begegnen.

Angemessenheit

(71) Eine staatliche Beihilfe ist dann angemessen, wenn die dem Begünstigten gewährte Beihilfe auf ein Minimum beschränkt und gleichzeitig ein Ziel von gemeinsamem Interesse erreicht wird.

(72) Die Kommission stellt in diesem Fall fest, dass die Prüfung der Angemessenheit der Beihilfe komplex ist, was nicht zuletzt darauf zurückzuführen ist, dass die Standortentscheidung eines Unternehmens nicht durch ein Kostenelement, sondern durch eine Kombination verschiedener Elemente beeinflusst wird. Die Kommission

hat am 28. Juli 2010 Auskünfte angefordert, um zu prüfen, ob die Beihilfe auf ein Minimum beschränkt ist. Deutschland gab an, dass die Beihilfe zeitlich und im Umfang begrenzt ist, begründete jedoch nicht, warum dasselbe Ergebnis für die betreffenden Begünstigten nicht mit einer geringeren Beihilfe hätte erzielt werden können. Tatsächlich kann die Kommission ohne die geforderten Informationen zur Kostenstruktur der Begünstigten und ihrer europäischen Wettbewerber sowie ohne Daten zur Handelsintensität auf den jeweiligen Produktmärkten und zur CO₂-Intensität auf anderen EU-Strommärkten nicht ordnungsgemäß prüfen, ob die Beihilfe tatsächlich auf das Minimum beschränkt ist, das zur Verhinderung der Schließung von NE-Metallerzeugungsanlagen in Deutschland und der Abwanderung in Länder außerhalb des EHS erforderlich ist. Diese Informationen sind umso notwendiger, als es zu diesem Zeitpunkt keinen EU-Beihilferahmen gibt, der die Kriterien für die Prüfung der Angemessenheit der Beihilfe festlegt.

(73) Die Kommission hat außerdem Zweifel, was die vorgeschlagene Methode zur Festsetzung des Beihilfebetrags angeht. Als Ausgangsbasis für die Berechnung des Beihilfebetrags setzt Deutschland den beobachteten Marktpreis für CO₂-Berechtigungen an (siehe vorstehende ausführliche Beschreibung). Gleichzeitig unterscheidet Deutschland zwischen verschiedenen Teilsektoren (d. h. 17 EUR/MWh werden für Aluminium, 16 EUR/MWh für Zink und 9 EUR/MWh für Kupfer angesetzt), obwohl alle diese Teilsektoren den Kosten für indirekte Emissionen wahrscheinlich gleichermaßen ausgesetzt sind. Es bleibt unklar, ob und inwieweit die unterschiedliche Beihilfeshöhe für jeden Teilsektor dadurch gerechtfertigt ist, dass diese Teilsektoren unterschiedlich stark von einer Verlagerung der CO₂-Emissionen bedroht sind. Daher erachtet es die Kommission als angemessen, Dritten die Möglichkeit zur Stellungnahme hierzu zu geben. Ferner gibt Deutschland an, dass die Beihilfeshöhe auf der Grundlage der durchschnittlichen CO₂-Intensität der deutschen Stromerzeugung berechnet wird, die bei 0,75 t CO₂/MWh liegen soll, wobei ein Kraftwerkpark mit einer Mischung aus Kraftwerken mit verschiedenen CO₂-Intensitäten (z.B. moderne Gaskraftwerken mit weniger als 0,4 t CO₂/MWh und alte Braunkohlekraftwerke mit bis zu 1,2 t CO₂/MWh) zugrunde gelegt wird. Deutschland hat jedoch keine weiteren Belege zur durchschnittlichen Beihilfeintensität übermittelt und die Kommission möchte Dritten die Möglichkeit geben, zu diesen Daten Stellung zu nehmen. Abschließend stellt die Kommission fest, dass die von den Begünstigten gezahlten Nettostrompreise von einer Reihe von Kriterien beeinflusst werden, so z. B. durch steuerliche Sonderregelungen (Spitzenausgleich) oder Verträge mit einer Option der Versorgungsunterbrechung. Die Kommission weist insbesondere darauf hin, dass die von der EEX festgelegten Strompreise (Anhang 2) keine auf Verbraucherebene erhobenen Steuern beinhalten. Die Kommission erachtet es als angemessen, Dritten die Möglichkeit zur Stellungnahme zu dieser Frage zu geben.

(74) Angesichts der vorstehenden Ausführungen hat die Kommission zu diesem Zeitpunkt Zweifel, ob die Maßnahme angemessen ist.

Verfälschungen des Wettbewerbs und Handels und Ausgleich

- (75) Damit eine staatliche Beihilfe mit dem Binnenmarkt vereinbar ist, müssen die durch die Beihilfe ausgelösten Verfälschungen des Wettbewerbs und Handels beschränkt sein, so dass die Gesamtbilanz mit Blick auf das Ziel von gemeinsamem Interesse positiv ausfällt. Zu diesem Zeitpunkt kann die Kommission nicht ausschließen, dass die Maßnahme zu beträchtlichen Wettbewerbsverfälschungen führen könnte. Erstens führt die Kompensation für indirekte CO₂-Kosten zu einer Verzerrung in Bezug auf den Anreiz für die begünstigten Unternehmen, die CO₂-Emissionen im Rahmen des EHS zu senken; zudem geschieht dies zulasten anderer Sektoren, die keine solche Beihilfe erhalten ⁽¹⁾. Zweitens werden Betriebsbeihilfen im Allgemeinen als besonders wettbewerbsverfälschend angesehen, da Unternehmen, denen keine Beihilfe gewährt wird, im Gegensatz zu den Begünstigten ihre vollen Betriebskosten tragen müssen ⁽²⁾. Es ist in der Regel auch schwieriger, eine Verbindung zwischen solchen Beihilfen und einem Ziel von gemeinsamem Interesse herzustellen, das mit der Beihilfe erreicht werden soll. Im vorliegenden Fall gibt es Hinweise darauf, dass die Maßnahme den Wettbewerb auf dem Binnenmarkt vor allem mit Blick auf Unternehmen verfälschen könnte, die einen natürlichen Standortvorteil haben, weil günstigerer, aus Wasserkraft gewonnener Strom mit niedrigen CO₂-Emissionen verfügbar ist (z.B. Unternehmen in Norwegen oder Island) ⁽³⁾. Folglich kann nicht ausgeschlossen werden, dass die Maßnahme einen Subventionswettlauf mit anderen Mitgliedstaaten auslösen könnte. Die Kommission hat zusätzliche Informationen und Daten zu den möglichen Auswirkungen der Maßnahme auf deutsche und europäische Wettbewerber der Begünstigten angefordert, aber Deutschland gab an, dass es keinen Zugang zu solchen Daten hat. Ohne diese Informationen kann die Kommission jedoch nicht das Ausmaß der negativen Auswirkungen der Maßnahme auf Wettbewerb und Handel prüfen und feststellen, ob die positive Wirkung für die Umwelt diese Folgen möglicherweise überwiegt. Daher scheint die Eröffnung eines eingehenden Prüfverfahrens angemessen zu sein, um Stellungnahmen von Dritten zu erhalten.

Schlussfolgerung

- (76) Die Kommission hat zu diesem Zeitpunkt Zweifel, ob die Maßnahme als Beihilfe zur Verhinderung einer Verlagerung von CO₂-Emissionen nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.

⁽¹⁾ Dies ist dadurch bedingt, dass begünstigte Unternehmen, die von ihren indirekten CO₂-Kosten durch die Beihilfe ‚abgeschirmt‘ werden, erheblich weniger Anreize haben, ihre indirekten CO₂-Emissionen zu senken, so dass Anstrengungen zur Senkung der Emissionen, die notwendig sind, um unterhalb dieser CO₂-Obergrenze zu bleiben, vom ‚nicht abgeschirmten‘ Teil der Wirtschaft getragen werden.

⁽²⁾ Hierzu ist besonders hervorzuheben, dass die vorgelegte Beihilferegelung sich sogar im Hinblick auf kleinere deutsche Erzeuger in denselben Sektoren wettbewerbsverfälschend auswirkt, da sie nur auf diejenigen deutschen Erzeuger in den betreffenden Sektoren Anwendung findet, die mehr als 10 GWh jährlich verbrauchen, und die erste GWh des Stromverbrauchs nicht berücksichtigt wird.

⁽³⁾ Hierbei ist darauf hinzuweisen, dass die Maßnahme insbesondere einen großen Wettbewerbsvorteil aufheben würde, den Island durch die Erzeugung CO₂-freien Stroms aus Wasserkraft und geothermischen Quellen hat.

3.2.2 Vermeidung einer Standortverlagerung und Sicherung von Arbeitsplätzen

- (77) Wie schon vorstehend ausgeführt, kann die Kommission nach der Rechtsprechung des Gerichtshofs staatliche Beihilfen für mit dem Binnenmarkt vereinbar erklären, wenn die staatliche Beihilfe ein Ziel von gemeinsamem Interesse verfolgt ⁽⁴⁾, zur Erreichung dieses Ziels erforderlich ist ⁽⁵⁾ und die Handelsbedingungen nicht in einer Weise verändert, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft.
- (78) Deutschland gibt an, dass mit der Maßnahme eine Abwanderung deutscher NE-Metallerzeuger aus Deutschland verhindert werden soll, um so in der NE-Metallindustrie und den nachgelagerten Industrien Arbeitsplätze zu sichern.
- (79) Es ist ständige Praxis der Kommission ⁽⁶⁾, dass Maßnahmen unmittelbar auf der Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden können, sofern sie erforderlich und angemessen sind und der positive Beitrag zur Verwirklichung des Ziels von gemeinsamem Interesse die negativen Folgen für Handel und Wettbewerb überwiegt.
- (80) Wie vorstehend ausgeführt, kann eine Beihilfe dann nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden, wenn sie in erforderlicher und angemessener Weise ein Ziel von gemeinsamem Interesse verfolgt. Bei der Prüfung der Vereinbarkeit der in Rede stehenden Maßnahme wird die Kommission daher die vorstehenden Kriterien untersuchen (Erwägungsgrund 47).

Ziel von gemeinsamem Interesse

- (81) Ein Ziel von gemeinsamem Interesse ist ein Ziel, das von der EU als solches anerkannt ist. Auf der Grundlage der von Deutschland übermittelten Informationen scheint es fraglich, ob die Beihilfe einem klar definierten Ziel von gemeinsamem Interesse dient.
- (82) Deutschland führt an, dass der Fall der LME-Preise in Verbindung mit hohen Stromkosten für den NE-Metallerzeugungssektor einen exogenen Schock dargestellt habe, der als Marktversagen angesehen werden könne. Mit der Maßnahme sollen die Folgen dieses Schocks abgeschwächt und einer Standortverlagerung der NE-Metallerzeuger vorgebeugt werden, um Arbeitsplätze zu sichern. Deutschland erklärte, dass eine solche Standortverlagerung nicht nur Auswirkungen auf die NE-Metallerzeuger selbst hätte, sondern auch auf eine Reihe wichtiger nachgelagerter Industrien (z. B. Automobil- und Elektroindustrie, Maschinenbau).

⁽⁴⁾ Gel 14. Januar 2009, *Kronoply/Kommission*, Rechtssache T-162/06, Slg. 2009, II-1, insb. Randnummern 65, 66, 74 und 75.

⁽⁵⁾ Gel 7. Juni 2001, *Agrana Zucker und Stärke/Kommission*, Rechtssache T-187/99, Slg. 2001, II-01587 (siehe Randnummer 74); Gel 14. Mai 2002, *Graphischer Maschinenbau/Kommission*, Rechtssache T-126/99, Slg. 2002, II-2427 (siehe Randnummern 41-43); EuGH 15. April 2008, *Nuova Agricast Srl/Ministero delle Attività Produttive*, Rechtssache C-390/06, Slg. 2008, I-2577 (siehe Randnummern 68-69).

⁽⁶⁾ Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen für Forschung, Entwicklung und Innovation (ABl. C 323 vom 30.12.2006, S. 1, Abschnitt 1.3); Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Umweltschutzbeihilfen (ABl. C 82 vom 1.4.2008, S. 1, Abschnitt 1.3).

(83) Die Kommission hat jedoch Zweifel, ob die Verhinderung einer Abwanderung aus Deutschland als Ziel von gemeinsamem Interesse bewertet werden kann, zumal zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht auszuschließen ist, dass die Maßnahme (in gewissem Umfang) die Wettbewerbsfähigkeit deutscher NE-Metallerzeuger gegenüber ihren europäischen Wettbewerbern verbessert⁽¹⁾. In diesem Fall wäre die Maßnahme nicht von allgemeinem europäischen Interesse, sondern würde die deutsche Industrie gegenüber ihren EU-/EWR-Wettbewerber schützen und somit möglicherweise zu einem Subventionswettlauf führen. Zur Verhinderung einer Abwanderung aus Europa, um so eine Industriebasis in Europa zu erhalten, stellt die Kommission fest, dass es in ihrer Beschlusspraxis (z.B. wurden in den Beihilfesachen *Terni*⁽²⁾ und *Alcoa*⁽³⁾ im Hinblick auf vergünstigte Stromtarife Negativ-Beschlüsse gefasst) oder in der Rechtsprechung des Gerichtshofs der EU keine Präzedenzfälle gibt, in denen eine staatliche Beihilfe mit einem solchen Ziel als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt worden wäre.

(84) Des Weiteren hat die Kommission Zweifel, ob der Fall der LME-Preise oder die Strompreise in Deutschland als ein Marktversagen angesehen werden können. Die Einpreisung von CO₂-Kosten ist ein erklärtes Ziel des EHS, um die angestrebte Emissionssenkung zu erreichen. Mit Hinblick auf die LME-Preise scheint es, dass diese 2006-2008 bedingt durch den Wirtschaftsaufschwung ungewöhnlich hoch waren, bevor sie 2008/2009 fielen, wobei sie nun ohnehin wieder steigen. Die vorliegenden Informationen lassen darauf schließen, dass die Preisschwankungen — selbst wenn sie durch die Krise beeinflusst wurden — auf die konjunkturellen Angebots- und Nachfrageschwankungen im Sektor zurückzuführen sind, wie es auch in anderen Sektoren der Fall war. Die vorstehend genannten Schwankungen sind jedoch nicht zwangsläufig auf ein Marktversagen zurückzuführen.

(85) Daher hat die Kommission Zweifel, ob das Ziel, eine Abwanderung der NE-Metallproduktion aus Deutschland oder der EU zu verhindern, als Ziel von gemeinsamem Interesse eingestuft werden kann. Des Weiteren bestehen Zweifel, ob der Fall der LME-Preise in Verbindung mit den Strompreisen in Deutschland als ein Marktversagen angesehen werden kann.

Geeignetes Mittel

(86) Die gewährte Beihilfe muss ein geeignetes Mittel darstellen, um das angestrebte Ziel von gemeinsamem Interesse

zu erreichen. Ein Instrument ist geeignet, wenn es keine anderen, weniger wettbewerbsverfälschenden Instrumente gibt, mit denen die gleichen Ergebnisse erzielt werden könnten. Deutschland argumentiert, dass die Beihilfe zum Erhalt von Arbeitsplätzen notwendig sei, indem eine Abwanderung der NE-Metallerzeuger und der nachgelagerten Industrien verhindert werde. Es bestehen jedoch Zweifel, ob Betriebsbeihilfen zur Verhinderung einer Standortverlagerung von Unternehmen in Schwierigkeiten das am wenigsten wettbewerbsverfälschende Mittel sind, um Arbeitsplätze zu sichern. So sind Beihilfen zur Verbesserung der Arbeitsmarktlage in der Regel auf nachhaltige Maßnahmen wie die Verbesserung der Bildung und Ausbildung von Beschäftigten oder einen erleichterten Zugang zu Finanzierungsmitteln für neue Investitionen ausgerichtet. Die Kommission hat Zweifel, dass Betriebsbeihilfen ein geeignetes Instrument zur Sicherung von Arbeitsplätzen sind.

Anreizeffekt

(87) Staatliche Beihilfen haben einen Anreizeffekt, wenn der Begünstigte sein Verhalten mit Blick auf die Erreichung eines Ziels von gemeinsamem Interesse ändert. Deutschland führt an, dass mit der Maßnahme Arbeitsplätze in der Primärproduktion von NE-Metall und in den nachgelagerten Industrien gesichert werden, indem deren Abwanderung in Nicht-EU-Staaten verhindert wird. Aus den vorstehend genannten Gründen (Erwägungsgründe 56 ff.) hat die Kommission jedoch Zweifel, ob die in Rede stehende Maßnahme den erforderliche Anreizeffekt hat, um NE-Metallerzeuger von einer Einstellung ihrer Produktion in Deutschland abzuhalten.

Angemessenheit

(88) Eine staatliche Beihilfe ist dann angemessen, wenn die den Begünstigten gewährte Beihilfe auf ein Minimum beschränkt und gleichzeitig ein Ziel von gemeinsamem Interesse erreicht wird. Aus den vorstehend genannten Gründen (Erwägungsgründe 71 ff.) hat die Kommission jedoch Zweifel, ob die Maßnahme angemessen ist. Insbesondere hat die Kommission Zweifel, ob die Beihilfe auf das Minimum beschränkt ist, das zur Verhinderung einer Abwanderung in Nicht-EU-Staaten notwendig ist.

Wettbewerbs- und Handelverfälschungen und Ausgleich

(89) Damit eine staatliche Beihilfe mit dem Binnenmarkt vereinbar ist, müssen die durch die Beihilfe ausgelösten Verfälschungen des Wettbewerbs und Handels beschränkt sein, so dass die Gesamtbilanz mit Blick auf das Ziel von gemeinsamem Interesse positiv ausfällt. Über die vorstehend genannten Erwägungen hinaus (Erwägungsgründe 75 ff.) hat die Kommission Zweifel, ob in der NE-Metallproduktion abgebaute Arbeitsplätze tatsächlich durch zusätzliche Arbeitsplätze in Nicht-EU-Staaten ersetzt würden oder ob dies nicht eher zur Schaffung von mehr Arbeitsplätzen an anderen NE-Metallproduktionsstandorten in der EU führen würde. Des Weiteren hat die Kommission Zweifel, ob die Einstellung der Primärerzeugung von NE-Metallen tatsächlich beträchtliche negative Folgen für die nachgelagerten Industrien hätte. Gleichzeitig kann zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht ausgeschlossen werden, dass die Maßnahme den

⁽¹⁾ Da den Begünstigten (deren Kapital- und Energieintensität über dem Durchschnitt liegt) die Vorteile zulasten anderer Sektoren verschafft würden, denen keine solche Beihilfe gewährt wird (wie in Fußnote 26 ausgeführt), kann ferner nicht direkt darauf geschlossen werden, dass Beihilfen für diese Sektoren keine negativen Auswirkungen auf die Beschäftigung in Deutschland insgesamt hätten.

⁽²⁾ Entscheidung der Kommission vom 20.11.2007 in der Sache C 36 A/06 über staatliche Beihilfen Italiens für ThyssenKrupp, Cementir und Nuova Terni Industrie Chimiche, Erwägungsgrund 145: 'Zum angeblichen Risiko der Standortverlagerung nach außerhalb der EU stellt die Kommission fest, dass es weder in der Entscheidungspraxis noch in der Rechtsprechung der Gemeinschaftsgerichte Fälle gibt, in denen diese Argumentation als Rechtfertigung für die Gewährung einer staatlichen Beihilfe für zulässig erklärt wurde.'

⁽³⁾ Entscheidung der Kommission vom 19. November 2009 über die staatlichen Beihilfen C 38/A/04 (ex NN 58/04) und C 36/B/06 (ex NN 38/06), die Italien zugunsten von Alcoa Trasformazioni gewährt hat, Erwägungsgrund 244.

Wettbewerb zwischen den Erzeugern in den EU-Mitgliedstaaten nicht erheblich verfälschen könnte. Ohne die angeforderten, von Deutschland aber nicht zur Verfügung gestellten Informationen kann die Kommission jedoch nicht das Ausmaß der negativen Auswirkungen der Maßnahme auf Wettbewerb und Handel prüfen und feststellen, ob solche Auswirkungen durch die positiven Auswirkungen auf die Beschäftigungssituation aufgewogen werden.

Schlussfolgerung

- (90) Die Kommission hat daher Zweifel, ob die Maßnahme als Beihilfe zur Verhinderung einer Verlagerung von CO₂-Emissionen und zur Sicherung von Arbeitsplätzen nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.

3.2.3 Schlussfolgerung zur Vereinbarkeit mit Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV

- (91) Die Kommission hat daher Zweifel, ob die Maßnahme als nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe c AEUV mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.

3.3 Behebung einer beträchtlichen Störung im Wirtschaftsleben (Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b AEUV)

- (92) Nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b AEUV kann die Kommission Beihilfen als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklären, die der ‚Behebung einer beträchtlichen Störung im Wirtschaftsleben eines Mitgliedstaats‘ dienen. Eine beträchtliche Störung im Wirtschaftsleben eines Mitgliedstaats ist jede wirtschaftliche Störung, die zu beträchtlichen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Schwierigkeiten führt und sich auf die gesamte Wirtschaft des betreffenden Mitgliedstaats auswirkt und nicht nur auf eine seiner Regionen oder Teile seines Gebiets. Die Bestimmung ist, da sie eine Ausnahme darstellt, sehr eng auszulegen ⁽¹⁾.

- (93) Deutschland gibt an, dass NE-Metallerzeuger in Deutschland deutlich höhere Strompreise zu tragen hätten als ihre Wettbewerber außerhalb der EU. Laut den übermittelten Informationen liegen die deutschen Preise bei über 50 EUR/MWh, während der weltweite Durchschnitt bei unter 25 EUR/MWh liegt. Die Preisdifferenz ist angeblich auf die im Strompreis enthaltenen CO₂-Kosten zurückzuführen, die nach Angaben Deutschlands im relevanten Zeitraum bei 19 EUR/MWh lagen. Deutschland gibt an, dass NE-Metallerzeuger in der EU vor der Wirtschaftskrise noch rentabel arbeiten konnten, ihre Wettbewerbsfähigkeit sich aber wegen des Falls der LME-Preise infolge der Krise deutlich verschlechtert habe. Die Kombination aus hohen indirekten CO₂-Kosten und niedrigen LME-Preisen stelle eine ernsthafte Bedrohung für den europäischen NE-Metallsektor dar, die zu einer Standortverlagerung der Produktion in Nicht-EU-Länder führen könnte. Deutschland führt an, dass die Begünstigten ohne die

angemeldete Beihilfe ihre Produktion in Deutschland einstellen und ihre Kapazitäten in Nicht-EHS-Länder verlagern würden.

- (94) Nach Angaben Deutschlands würde dies die enge Zusammenarbeit zwischen den europäischen NE-Metallerzeugern und wichtigen nachgelagerten Industrien gefährden (z.B. Automobil- und Elektroindustrie, Maschinenbau), was wiederum dazu führen könnte, dass diese Industrien ebenfalls weniger wettbewerbsfähig sind oder ebenfalls ihre Standorte verlagern (Dominoeffekt). Aufgrund der Bedeutung dieser nachgelagerten Sektoren für die deutsche Wirtschaft argumentiert Deutschland, dass die derzeitige Wirtschaftslage, der die NE-Metallerzeuger gegenüberstünden, eine ernsthafte Bedrohung für die deutsche Wirtschaft als Ganzes darstelle. Deutschland erklärt, dass der Vorübergehende Gemeinschaftsrahmen zwar nicht direkt auf die in Rede stehende Maßnahme angewandt werden könne, die angemeldete Maßnahme aber in Zusammenhang mit diesem Instrument zu sehen sei, da sie demselben Zweck diene.

- (95) Die Kommission hat jedoch Zweifel, ob das Konzept des Vorübergehenden Gemeinschaftsrahmens auf die in Rede stehende Maßnahme angewandt werden kann. Der Vorübergehende Gemeinschaftsrahmen bezieht sich auf die Auswirkungen der Finanzkrise auf die Schwierigkeiten von Unternehmen, Zugang zu Finanzierungsmitteln zu erhalten. Es gibt aber keine Anzeichen dafür, dass die Begünstigten Schwierigkeiten beim Zugang zu Finanzierungsmitteln hatten. Des Weiteren scheinen weder die im Strompreis enthaltenen CO₂-Kosten noch die Schwankung der LME-Preise eine Störung im Wirtschaftsleben darzustellen. Die Einpreisung von CO₂-Kosten ist ein erklärtes Ziel des EHS, um die angestrebte Emissionssenkung zu erreichen. Mit Hinblick auf die LME-Preise scheint es, dass diese 2006-2008 bedingt durch einen Wirtschaftsaufschwung ungewöhnlich hoch waren, bevor sie 2008/2009 fielen, wobei sie nun ohnehin wieder steigen. Aus den vorliegenden Informationen geht hervor, dass die Preisschwankungen eher als eine natürliche Schwankung im konjunkturellen Angebots- und Nachfragezyklus und nicht als ‚beträchtliche Störung‘ zu bewerten sind. Die Entwicklung der LME-Preise für Aluminium, Kupfer und Zink ist in Anhang 4 beigefügt.

- (96) Die Kommission ist sich zwar der Bedeutung der Wertschöpfungskette bewusst, hat jedoch ferner Zweifel, dass die Verbindung zwischen den NE-Metallerzeugern und den nachgelagerten Industrien so stark ist, dass die Nichtgewährung der Beihilfe die nachgelagerten Tätigkeiten gefährden würde. Die Kommission hat zum gegenwärtigen Zeitpunkt außerdem Zweifel, ob die Belieferung nachgelagerter Industrien durch deutsche NE-Metallerzeuger nicht durch Importe aus anderen EU-Staaten oder Drittstaaten ersetzt werden könnte, da es einen Weltmarkt für primäre NE-Metalle zu geben scheint. Selbst wenn die nachgelagerten Tätigkeiten in Deutschland im Fall einer Nichtgewährung der Beihilfe in Schwierigkeiten gerieten, zweifelt die Kommission des Weiteren, ob sich dies auf die gesamte deutsche Wirtschaft auswirken würde. Zu diesem Zeitpunkt scheint es daher, dass die Beihilfe nur für den NE-Metallsektor in Deutschland positive Folgen hätte, ohne aber die Schwierigkeiten zu beheben, die durch die Wirtschaftskrise auf Ebene der gesamten deutschen Wirtschaft verursacht wurden.

⁽¹⁾ GeI 15. Dezember 1999, *Freistaat Sachsen und Volkswagen AG/Kommission*, verbundene Rechtssachen T-132/96 und T-143/96, Slg. 1999, II-3663, Randnummer 167.

- (97) Andererseits kann zu diesem Zeitpunkt nicht ausgeschlossen werden, dass die Maßnahme beträchtliche negative Auswirkungen auf den Wettbewerb und den Handel in der EU haben wird. Mit der Maßnahme wird den deutschen Erzeugern ein Teil ihrer Betriebskosten erstattet, weswegen sie zwangsläufig Einfluss auf die Auswahl der Standorte der NE-Metallproduktion in der EU haben dürfte. Daher besteht das Risiko, dass sich die Maßnahme auf die Verteilung von Arbeitsplätzen in der EU auswirkt. Die Kommission hat zu diesem Zeitpunkt Zweifel, ob diese negativen Folgen für Wettbewerb und Handel durch die positive Wirkung überwogen werden.
- (98) Die Kommission hat daher Zweifel, ob die Beihilfe auf der Grundlage von Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.

3.4 Schlussfolgerung

- (99) In Anbetracht der möglichen wettbewerbsverfälschenden Auswirkungen der Beihilfe und dem fehlenden eindeutigen Beitrag zu einem Ziel von gemeinsamem Interesse sowie der Tatsache, dass die Erforderlichkeit und Angemessenheit der Beihilfe nicht belegt wurden, hat die Kommission Zweifel, dass die Beihilfe nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b oder c AEUV als mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt werden kann.
- (100) Da die Kommission als Ergebnis ihrer Prüfung der Beihilfesache Zweifel an der Vereinbarkeit der Maßnahme mit dem Binnenmarkt hat, erachtet sie die Eröffnung eines förmlichen Prüfverfahrens als erforderlich. Aufgrund der möglichen Wettbewerbsverzerrungen, die durch die Maßnahme auf dem Binnenmarkt ausgelöst werden könnten, möchte die Kommission außerdem allen Dritten die Möglichkeit zur Stellungnahme geben, was nach der Verfahrensverordnung nur im Rahmen einer eingehenden Prüfung vorgesehen ist.

- (101) Daher hat die Kommission im Einklang mit Artikel 4 Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 beschlossen, das förmliche Prüfverfahren zu eröffnen und fordert Deutschland zur Stellungnahme auf.

V. BESCHLUSS

- (102) Aus diesen Gründen fordert die Kommission Deutschland im Rahmen des Verfahrens nach Artikel 108 Absatz 2 AEUV auf, innerhalb eines Monats nach Eingang dieses Schreibens Stellung zu nehmen und alle für die Würdigung der Beihilfemaßnahme sachdienlichen Informationen zu übermitteln. Deutschland wird aufgefordert, unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens an die potenziellen Beihilfeempfänger weiterzuleiten.
- (103) Die Kommission erinnert Deutschland an die aufschiebende Wirkung des Artikels 108 Absatz 3 AEUV und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates, wonach alle rechtswidrigen Beihilfen von den Empfängern zurückgefordert werden können.
- (104) Die Kommission weist Deutschland darauf hin, dass sie Dritte durch die Veröffentlichung des vorliegenden Schreibens und einer aussagekräftigen Zusammenfassung desselben im *Amtsblatt der Europäischen Union* unterrichten wird. Außerdem wird sie Dritte in den EFTA-Staaten, die das EWR-Abkommen unterzeichnet haben, durch die Veröffentlichung einer Bekanntmachung in der EWR-Beilage zum *Amtsblatt der Europäischen Union* und die EFTA-Überwachungsbehörde durch die Übermittlung einer Kopie dieses Schreibens von dem Vorgang in Kenntnis setzen. Alle vorerwähnten Dritten werden aufgefordert, innerhalb eines Monats nach dem Datum dieser Veröffentlichung Stellung zu nehmen.

ANHANG 1

Energieverbrauch und Höhe der Beihilfen für die einzelnen Begünstigten

[...] (*)

(*) Berufsgeheimnis.

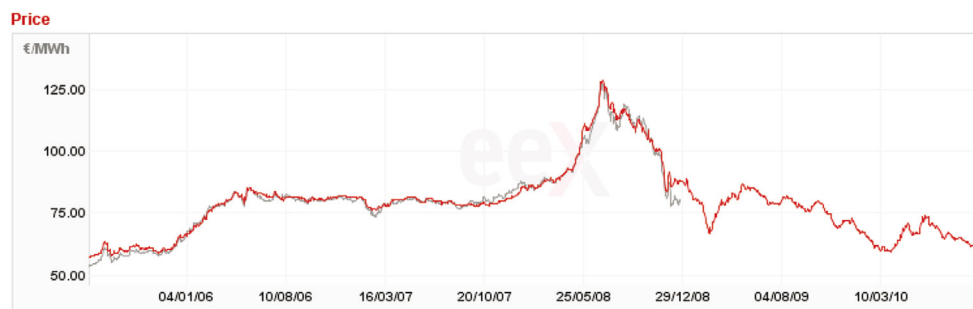
ANHANG 2

Deutsche Strompreise in den vergangenen Jahren

Strom: Forward-Preise für 2009 (grau) und 2011 (rot) — Grundlast (EEX)



Strom: Forward-Preise für 2009 (grau) und 2011 (rot) — Spitzenlast (EEX)



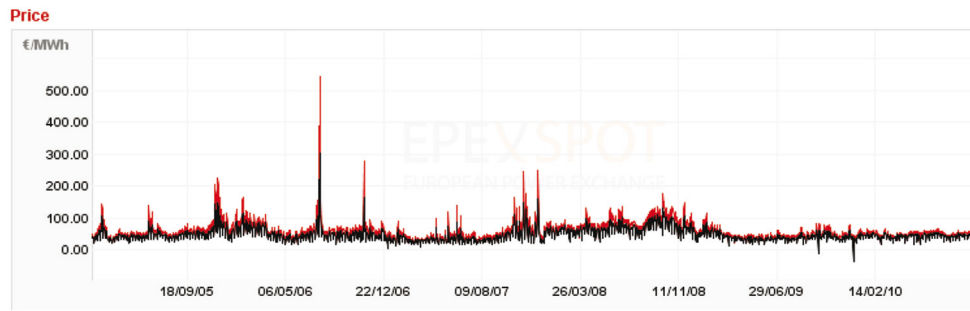
Strom: Forward-Preise für 2009 (grau) und 2013 (rot) — Grundlast (EEX)



Strom: Forward-Preise für 2009 (grau) und 2013 (rot) — Spitzenlast (EEX)



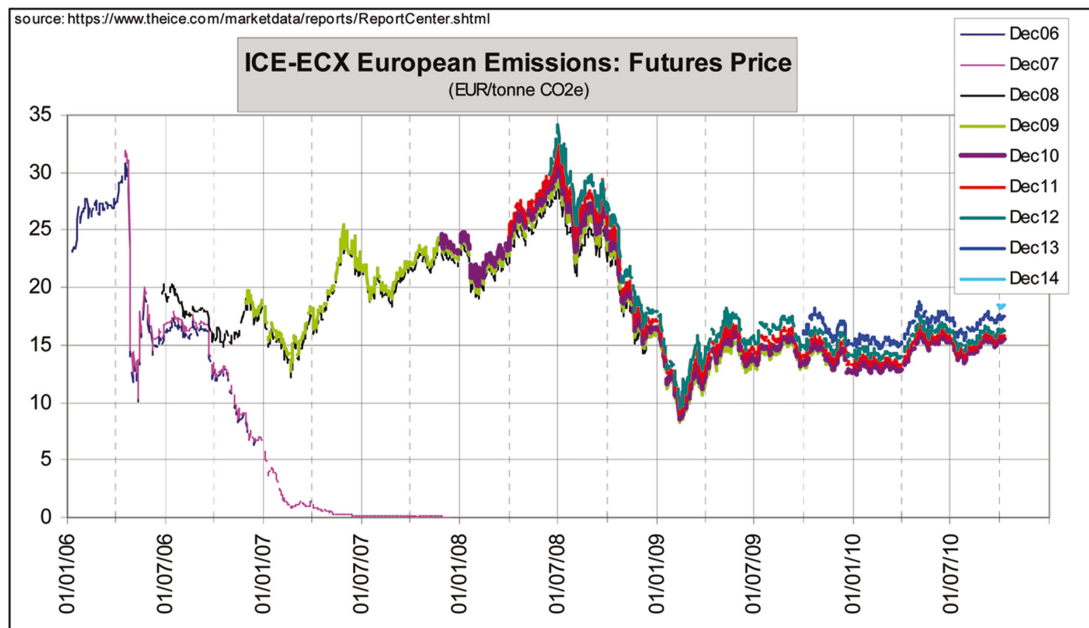
Strom: Spot-Preise Spitzenlast (rot) und Grundlast (schwarz) (EEX)



Quelle: EEX

ANHANG 3

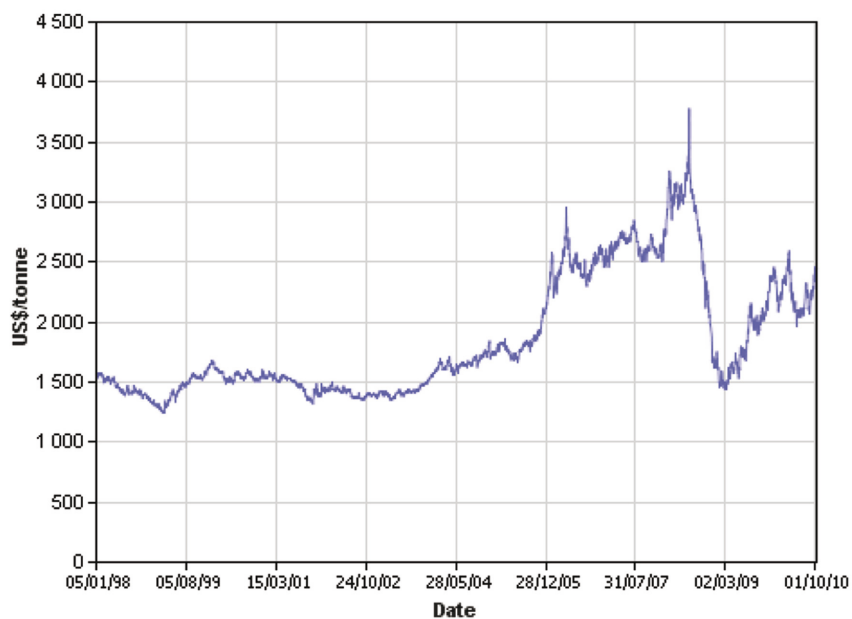
CO₂-Emissionskosten in den vergangenen Jahren



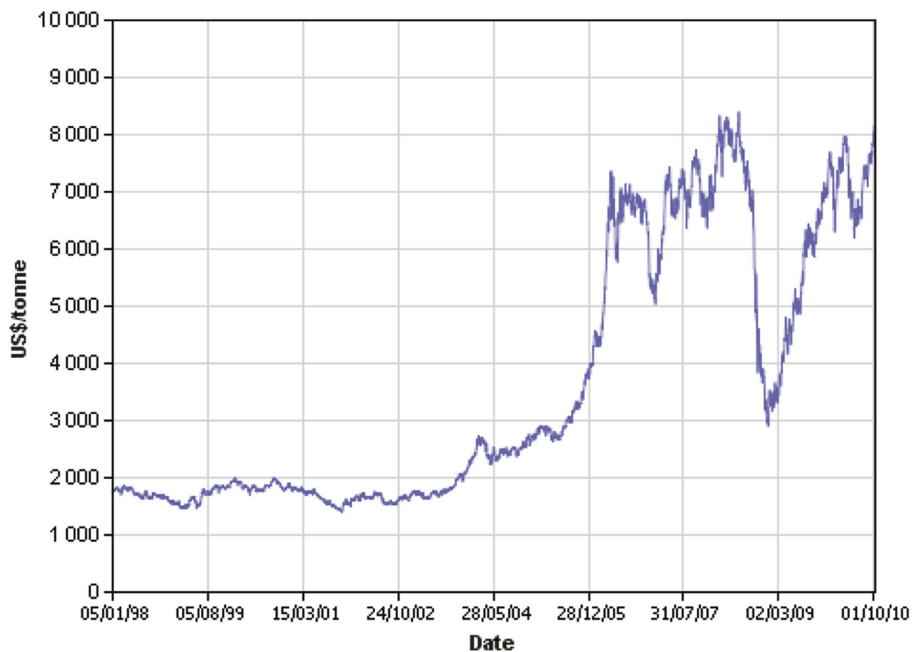
ANHANG 4

15-Monats-Terminkurs für NE-Metalle an der LME der letzten 10 Jahre in USD

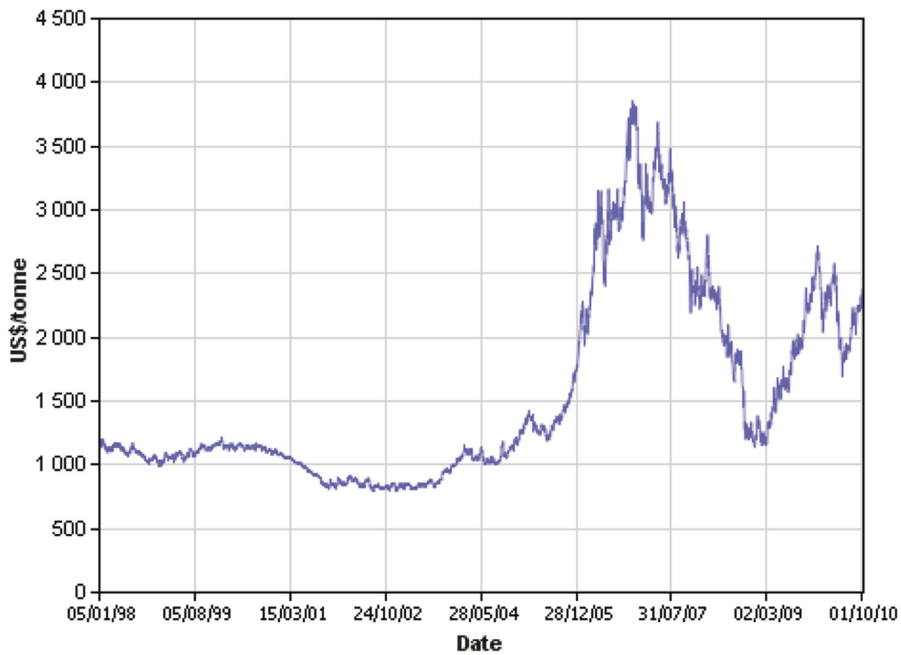
LME-Aluminiumpreise der letzten 12 Jahre (15-Monats-Terminkurs)



LME-Kupferpreise der letzten 12 Jahre (15-Monats-Terminkurs)



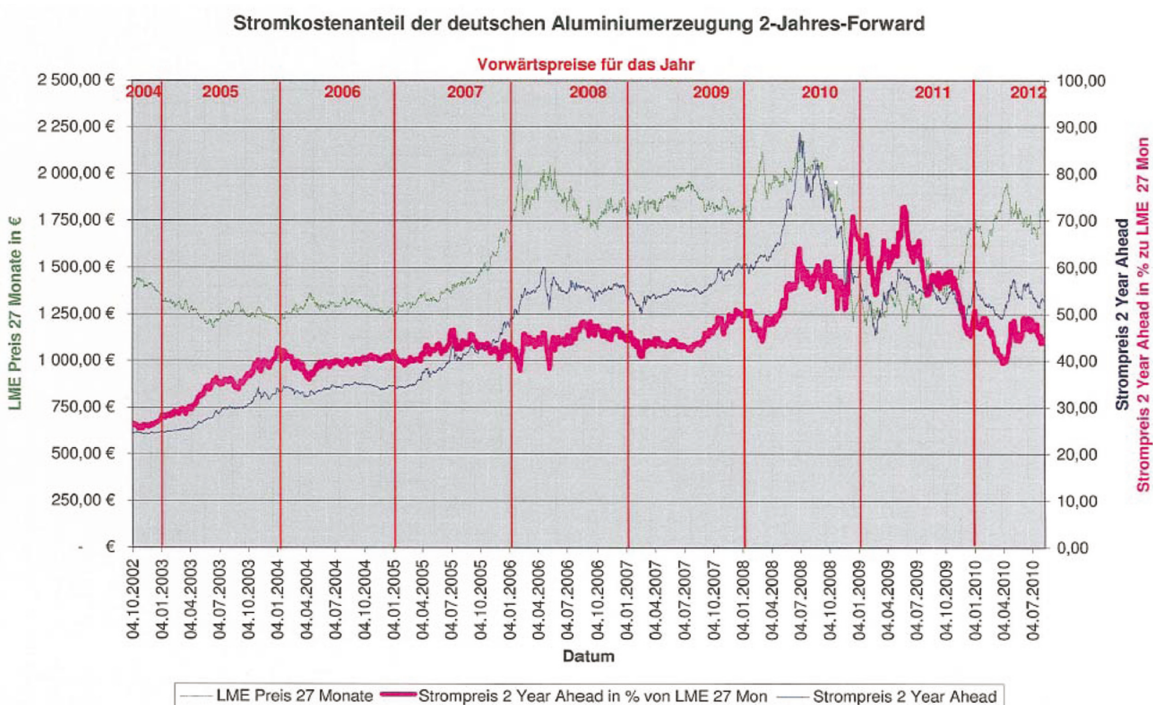
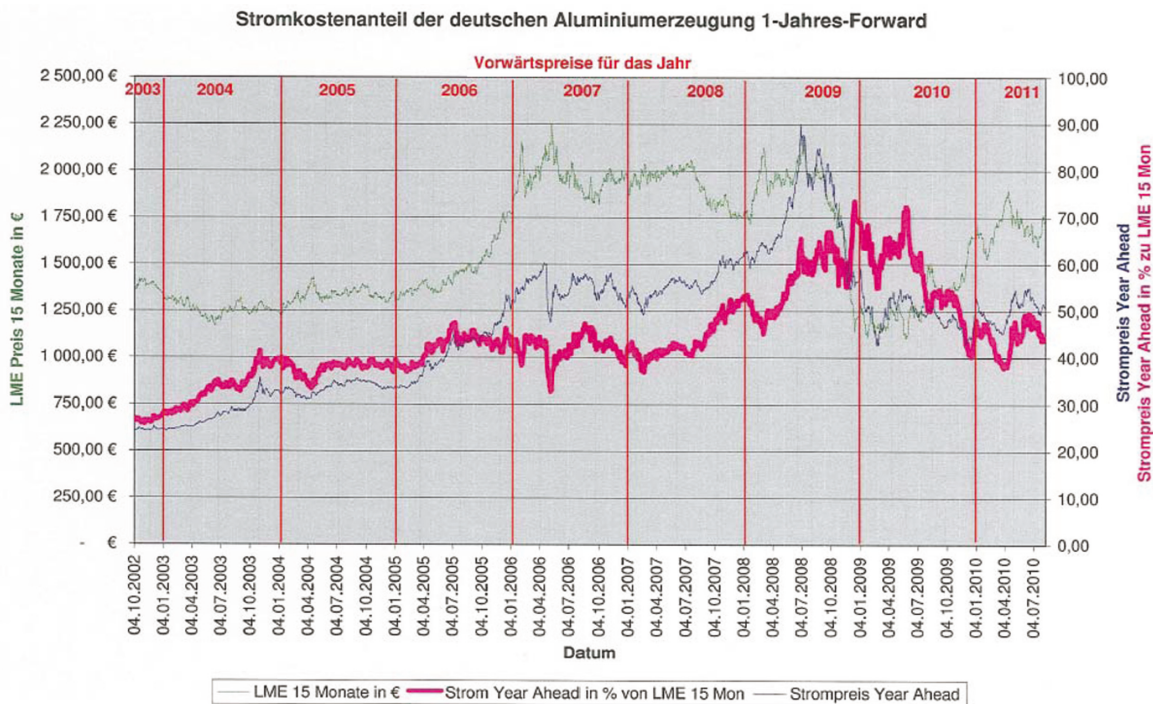
LME-Zinkpreise der letzten 12 Jahre (15-Monats-Terminkurs)

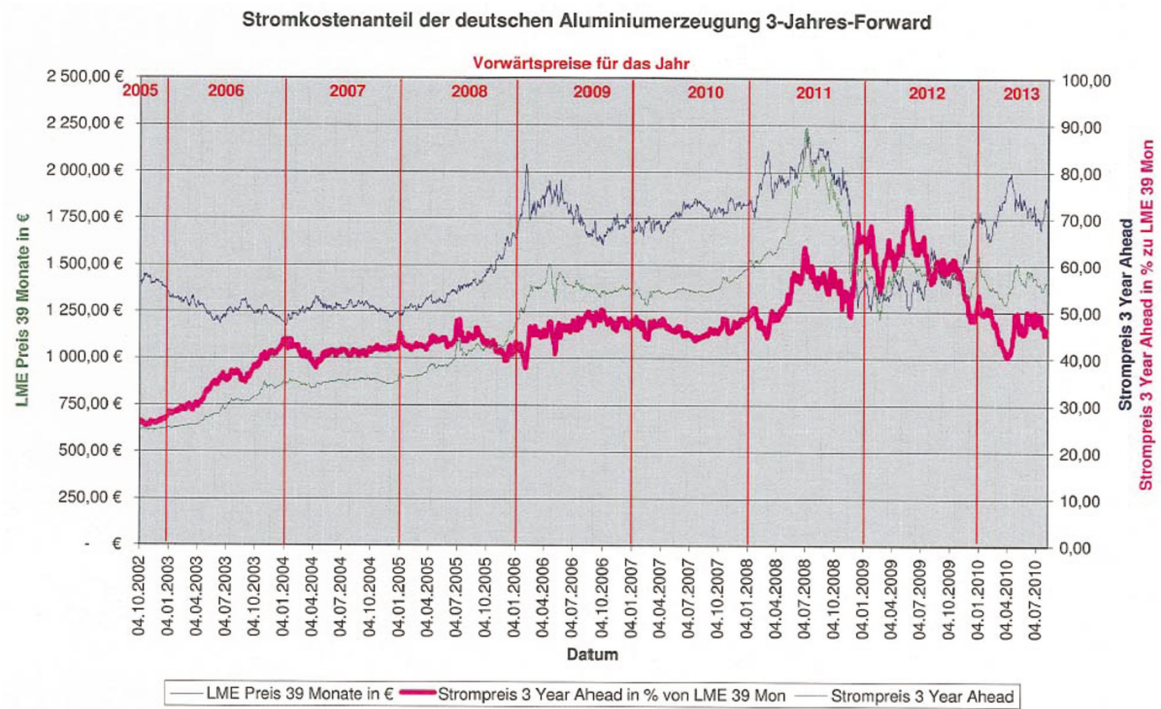


Quelle: LME

ANHANG 5

Strompreise (blau — rechte Skala), LME-Preise (grün — linke Skala) und Strompreise in % des LME-Preises (rot — rechte Skala) für 1-, 2- und 3-Jahres-Forward



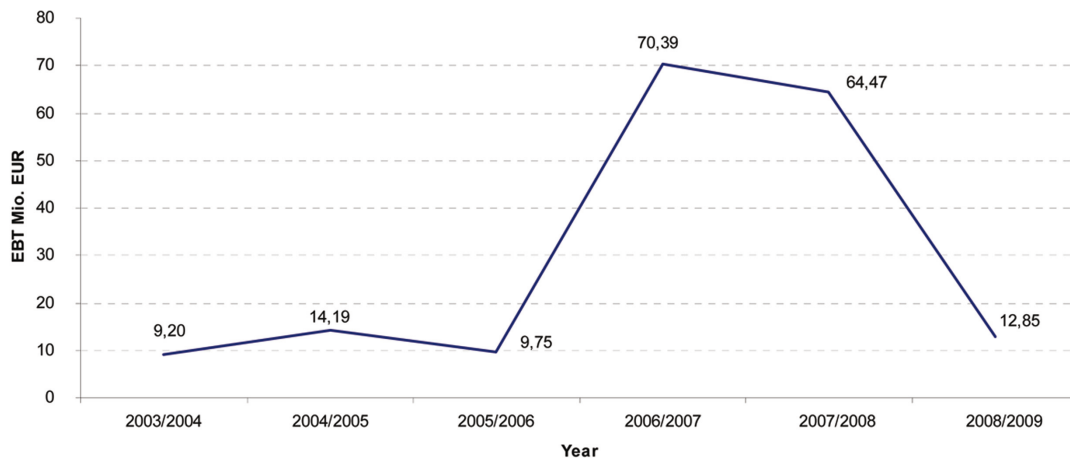


Quelle: Trimet

ANHANG 6

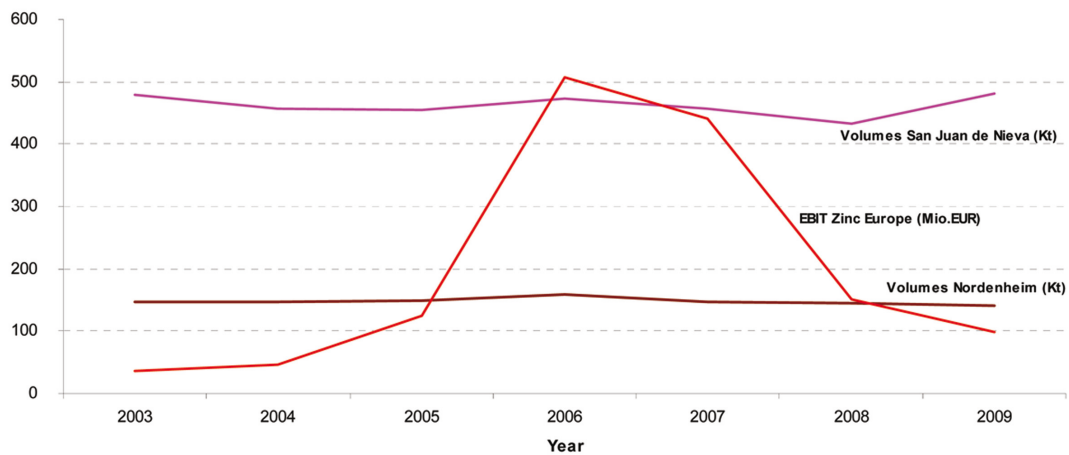
Rentabilität bestimmter Begünstigter in den letzten Jahren

Aluminium-Ergebnisse von Trimet in den letzten sechs Jahren



Quelle: Trimet

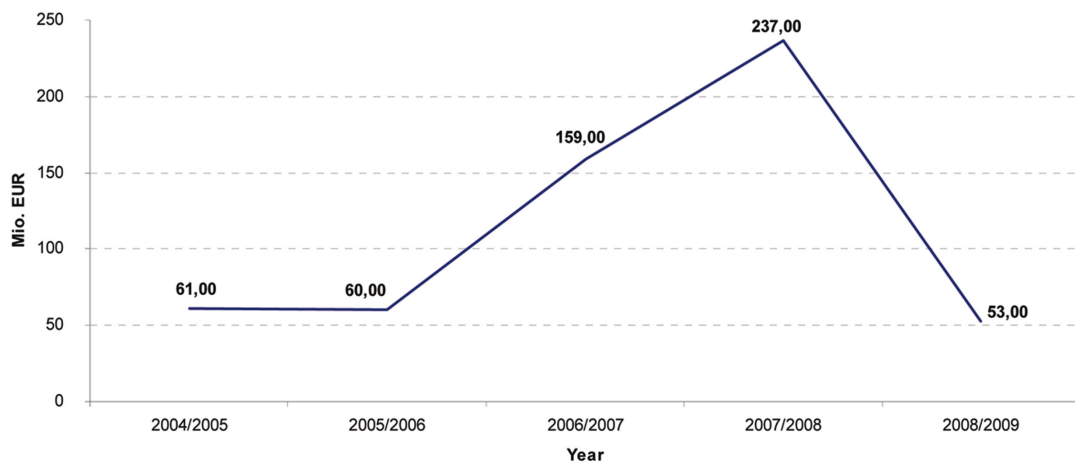
Ergebnisse der europäischen Zinksparte von Xstrata in den letzten sechs Jahren



Quelle: Xstrata

Für von Deutschland als potenzielle Begünstigte benannten Zinkerzeuger lagen keine Jahresgeschäftsberichte vor. Den Jahresgeschäftsberichten der Xstrata-Holding lassen sich jedoch einige Daten entnehmen, die Rückschlüsse auf die europäische Zinkerzeugung zulassen.

Kupfer-Jahresgewinne der Norddeutschen Affinerie (Aurubis) in den vergangenen 5 Jahren



Quelle: Aurubis»

AIDE D'ÉTAT — PORTUGAL**Aide d'État C 28/10 (ex NN 19/10) — Assurance-crédit à l'exportation à court terme****Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2011/C 111/12)

Par lettre du 27 octobre 2010, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié au Portugal sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Rue Joseph II 70
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Fax +32 22961242

Ces observations seront communiquées au Portugal. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

PROCÉDURE

Par courrier électronique daté du 9 janvier 2009, le Portugal a informé la Commission de son intention de mettre sur pied un régime d'assurance-crédit à l'exportation à court terme. Par courrier électronique du 14 janvier 2009, la Commission a demandé un complément d'informations au Portugal. Le Portugal a communiqué des informations complémentaires le 2 mars 2009. La Commission a transmis une deuxième demande d'informations par lettre du 9 mars 2009. Le 29 avril 2009, le Portugal a communiqué des informations. La Commission a transmis une demande d'informations au Portugal par lettre du 13 mai 2009. Des renseignements complémentaires ont été envoyés par le Portugal le 31 juillet 2009. La Commission a transmis une demande d'informations au Portugal par lettre du 25 septembre 2009. Le Portugal a communiqué des informations complémentaires le 19 février 2010. Dans la mesure où les autorités portugaises ont confirmé que le régime était [...] (*) entré en vigueur en janvier 2009, le dossier a été transféré au registre des aides non notifiées. Le Portugal a communiqué des informations complémentaires le 18 juin 2010.

DESCRIPTION DE LA MESURE

Le régime public d'assurance couvre les risques commerciaux (tels que l'insolvabilité et la défaillance) pour des périodes inférieures à deux ans avec les pays de l'OCDE, y compris pour les opérations commerciales domestiques. Il fonctionne comme un mécanisme de partage des risques («top-up») avec des assureurs privés. L'assurance fournie au titre du régime public n'est accordée qu'en complément d'une couverture offerte par un assureur privé et strictement aux mêmes conditions que celle-

ci. Le montant couvert par le régime public d'assurance ne peut dépasser celui de la couverture fournie par l'assureur privé. La prime d'assurance applicable équivaut à 60 % de la prime demandée par l'assureur privé. Le régime est mis en œuvre par l'intermédiaire d'assureurs-crédit présents sur le marché portugais (COSEC, CESCE, COFACE et Credito Y Caución). Le nombre d'entreprises ayant déjà souscrit au régime s'élève à 361. La couverture totale accordée porte sur 204 millions d'EUR, dont 85 millions concernent les exportations et le reste le commerce intérieur. La mesure avait initialement été notifiée pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010. Le budget total alloué à cette mesure est de 2 milliards d'EUR.

ÉVALUATION

Le régime propose une assurance couvrant le crédit à l'exportation et les opérations commerciales domestiques à des taux plus favorables que ceux des produits disponibles sur le marché. Il semble ainsi conférer un avantage économique aux entreprises ayant une activité manufacturière. Bien qu'il ne soit pas destiné à un secteur particulier de l'économie, seules les entreprises disposant déjà d'une couverture partielle de leur limite de crédit exigée auprès d'un assureur privé peuvent souscrire au régime public. Aussi celui-ci confère-t-il un avantage économique sélectif à certaines entreprises. En outre, la Commission ne peut exclure que le régime procure un avantage aux assureurs privés dans la mesure où il leur évite de devoir se réassurer sur le marché privé.

Conformément au point 4.4 de la communication de la Commission faite conformément à l'article 93, paragraphe 1, du traité concernant l'application des articles 92 et 93 du traité à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme, les

(*) Informations confidentielles.

taux des primes demandées au titre de régimes publics doivent être alignés sur ceux que les entreprises privées d'assurance-crédit à l'exportation réclament pour des risques similaires. Les taux demandés au titre du régime en question sont inférieurs aux taux réclamés par les assureurs privés ainsi qu'aux taux observés chez ces mêmes assureurs avant la crise financière. Par conséquent, il ne peut pas être conclu sur cette base que les taux sont alignés sur ceux demandés par les assureurs privés.

En outre, bien que le Portugal ait fourni des indications concernant les difficultés liées à la crise financière actuelle sur le marché privé de l'assurance-crédit à l'exportation, les informations fournies ne semblent pas remplir pleinement les exigences du cadre communautaire temporaire pour les aides d'État destinées à favoriser l'accès au financement dans le contexte de la crise économique et financière actuelle⁽¹⁾ et il ne peut être établi sur cette base que la couverture n'est pas disponible.

En ce qui concerne l'assurance sur le commerce domestique, la Commission observe que la communication de la Commission faite conformément à l'article 93, paragraphe 1, du traité concernant l'application des articles 92 et 93 du traité à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme n'est pas applicable. Qui plus est, la Commission a des doutes concernant la compatibilité de la mesure au regard de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. À ce stade, la Commission considère que les taux associés au régime procurent un avantage aux entreprises qui bénéficient d'une couverture, avantage qui pourrait ne pas être nécessaire pour remédier à la prétendue indisponibilité sur le marché privé d'une assurance sur le commerce domestique. Enfin, la Commission ne peut conclure sur la base des informations reçues que l'ampleur de l'indisponibilité d'une couverture sur le marché privé de l'assurance sur le commerce intérieur est telle qu'elle donne lieu à une perturbation grave de l'économie portugaise.

À la lumière de ce qui précède, les informations fournies par le Portugal ne permettent pas de dissiper les doutes de la Commission concernant la compatibilité du régime avec le marché intérieur.

CONCLUSION

Compte tenu de ses doutes, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE. Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«A Comissão deseja informar Vossa Excelência que decidiu dar início ao procedimento previsto no artigo 108.º, n.º 2, do TFUE em relação ao auxílio mencionado em epígrafe, pelas razões a seguir indicadas.

I. PROCEDIMENTO

- (1) Portugal informou a Comissão da sua intenção de criar um regime de seguro de crédito à exportação de operações garantidas a curto prazo por correio electrónico de 9 de

⁽¹⁾ JO C 16 du 22.1.2009. La Commission applique le cadre temporaire depuis le 17 décembre 2008 et a déjà autorisé le régime portugais «Limited amounts of aid» (affaire N 13/09) le 19 janvier 2009.

Janeiro de 2009, fornecendo informações sobre a sua estrutura. Em 12 de Janeiro de 2009, o regime foi notificado por Portugal nos termos da Secção 5.1 da Comunicação da Comissão — “Quadro comunitário temporário relativo às medidas de auxílio estatal destinadas a apoiar o acesso ao financiamento durante a actual crise financeira e económica⁽²⁾” (a seguir denominado “Quadro temporário”).

- (2) Por correio electrónico de 14 de Janeiro de 2009, a Comissão solicitou a Portugal informações adicionais. Em 26 de Fevereiro de 2009, foi enviada a Portugal uma carta de insistência relativa às informações solicitadas. Em 2 de Março de 2009, as autoridades portuguesas forneceram informações adicionais. Por carta de 9 de Março de 2009, a Comissão enviou um segundo pedido de informações, assinalando na mesma carta que as taxas de prémio previstas no regime não se afiguravam em conformidade com as regras em matéria de auxílios estatais. Por carta de 6 de Abril de 2009, Portugal solicitou uma prorrogação do prazo. Por carta de 21 de Abril de 2009, foi solicitada uma nova prorrogação do prazo. Em 29 de Abril de 2009, as autoridades portuguesas apresentaram as informações solicitadas pela Comissão pela carta de 9 de Março de 2009. Por carta de 13 de Maio de 2009, a Comissão enviou um terceiro pedido de informações. Por carta de 9 de Junho de 2009, Portugal solicitou uma prorrogação do prazo. A Comissão enviou uma carta de insistência em 10 de Julho de 2009. Em 31 de Julho de 2009, Portugal apresentou informações adicionais. Por carta de 25 de Setembro de 2009, a Comissão enviou a Portugal um quarto pedido de informações. Por carta de 26 de Outubro de 2009, Portugal solicitou uma prorrogação do prazo. Em 4 de Dezembro de 2009 e 1 de Fevereiro de 2010, a Comissão enviou a Portugal cartas de insistência. Portugal apresentou informações adicionais em 19 de Fevereiro de 2010.
- (3) Dado que as autoridades portuguesas confirmaram que o regime tem vindo a ser executado [...] (*) desde Janeiro de 2009, foi o mesmo transferido para o registo de auxílios não notificados. Por carta de 19 de Abril de 2010, a Comissão informou Portugal dessa transferência.
- (4) Em 7 de Junho de 2010, os representantes da Comissão reuniram-se com as autoridades portuguesas. Na sequência de tal reunião, as autoridades portuguesas forneceram informações adicionais em 18 de Junho de 2010.

II. MERCADO DO SEGURO DE CRÉDITO À EXPORTAÇÃO DE OPERAÇÕES GARANTIDAS A CURTO PRAZO EM PORTUGAL

- (5) De acordo com as autoridades portuguesas, quatro seguradoras privadas exercem em Portugal actividades no mercado do seguro de crédito à exportação, isto é, a COSEC, a CESCE, a COFACE e a Crédito Y Caución. O líder do mercado do seguro de crédito é a COSEC, com uma quota de mercado de 42 %.

⁽²⁾ JO C 16 de 22.1.2009. A Comissão aplica o Quadro temporário desde 17.12.2008 e autorizou anteriormente o regime português “Montantes reduzidos de auxílio” (auxílio estatal N 13/09), em 19.1.2009.

(*) Dados confidenciais.

- (6) Segundo as autoridades portuguesas, uma das consequências da actual crise financeira é uma atitude cada vez mais conservadora por parte das seguradoras de crédito, com reflexo ao nível da concessão de seguros do risco inerente à realização de operações comerciais. Apenas 18 % do total solicitado para operações com clientes externos foi atribuído, sendo que das aceites o risco de crédito garantido é inferior a um 1/3 do volume solicitado. O *ratio* de aceitação para operações com clientes nacionais é de 20 %. Enquanto que o montante das garantias em vigor a 31 de Dezembro de 2007 era de 19,1 mil milhões de EUR para operações internas e de 7,3 mil milhões de EUR para operações externas, em 31 de Agosto de 2008 o montante das garantias em vigor ascendia respectivamente, a 18 mil milhões de EUR e 6,9 mil milhões de EUR.
- (7) A taxa de mercado cobrada pelas seguradoras privadas era em média de 0,36 % do volume de vendas em 2009. As taxas médias de mercado foram de 0,23 % e de 0,24 %, em 2007 e 2008, respectivamente.
- (8) Foram fornecidas cartas de exportadores em que se declara que os seus limites de seguro de crédito concedido por seguradoras privadas foram reduzidos ou cancelados. No caso de uma seguradora, as autoridades portuguesas forneceram um quadro de síntese em que se indicam os anteriores e novos limites da cobertura concedida por uma seguradora privada, revelando na maior parte dos casos a eliminação total da cobertura e num certo número de casos que os clientes sofreram uma redução da cobertura tanto para transacções externas como internas. Os motivos da recusa de cobertura, resumidos em relação a cada cliente inserido no quadro, são confidenciais ou indicam que os últimos dados financeiros da empresa candidata revelam uma situação frágil ou deficiente em termos de liquidez. Em relação a uma empresa exportadora, Portugal forneceu igualmente um elevado número de cartas de uma seguradora privada que se dedica ao ramo do seguro de crédito à exportação, em que esta empresa eliminou e nalguns casos reduziu a cobertura do risco de crédito em relação a vários clientes. Os motivos das recusas não são no entanto indicados. Por último, as autoridades portuguesas forneceram uma carta de uma seguradora privada (a COSEC) atestando o agravamento recente de risco verificado tanto em Portugal como nos mercados estrangeiros e a adopção subsequente, por parte das seguradoras, de políticas de risco mais restritivas, incluindo dados estatísticos em apoio a esta declaração tanto no que diz respeito a transacções externas como internas. Os dados estatísticos mostram em particular que o montante de garantias em vigor em 31 de Agosto de 2008 era 5,6 % e 4,9 % inferiores aos valores de 31 de Dezembro de 2007, respectivamente para os segmentos dos seguros de crédito das operações comerciais nacionais e das exportações.

III. DESCRIÇÃO DA MEDIDA

3.1. Objectivo

- (9) O objectivo da medida consiste em obviar a uma deficiência do mercado e ajudar a restabelecer a confiança no mercado do seguro de crédito.

- (10) O objectivo do regime consiste assim em fornecer uma cobertura de seguro de crédito a exportadores e empresas que se encontram temporariamente confrontados com uma indisponibilidade de cobertura de seguro à exportação no mercado privado para operações com empresas sedeadas nos países da OCDE, ou de cobertura para operações comerciais nacionais.

3.2. Base jurídica

- (11) A base jurídica nacional para a medida é o Decreto-Lei n.º 175/2008 — Criação do Finova, de 26 de Agosto de 2008, bem assim como o Decreto-Lei n.º 211/1998, de 16 de Julho de 1998, estabelecendo as regras aplicáveis às sociedades de garantia mútua (tal como modificado pelos Decretos-Lei n.º 19/2001, de 30 de Janeiro de 2001, e n.º 309-A/2007, de 7 de Setembro de 2007).

3.3. Organismo de execução

- (12) O regime é executado através das seguradoras privadas de crédito activas no mercado português (COSEC, CESCE, COFACE e Credito Y Caución).

3.4. Modalidades e condições

- (13) O regime cobre riscos comerciais (tais como, a insolvência e o não pagamento prolongado) relativos a transacções externas por períodos inferiores a dois anos em países da OCDE, bem assim como a operações comerciais nacionais.
- (14) A garantia pública será atribuída em regime de partilha de risco ("cobertura complementar") com garantias prestadas por companhias seguradoras privadas. A garantia pública será apenas atribuída em complemento de um seguro acordado por um operador privado, rigorosamente nos mesmos termos e condições. O prémio de seguro aplicável é no entanto equivalente a 60 % do prémio cobrado pela seguradora privada. O montante da garantia pública não poderá ser em caso algum superior ao seguro prestado pelo operador privado.
- (15) Em caso de sinistro, os montantes recuperados são distribuídos ao Estado e à seguradora privada que presta a cobertura de base, proporcionalmente à percentagem no total da cobertura prestada, isto é, *pari passu*. O mecanismo de recuperação é gerido pela seguradora privada.
- (16) Nos termos do regime, a taxa média aplicável é de 0,21 % do volume de vendas. Muito embora tenha sido notificado inicialmente como uma medida relativa ao seguro de crédito à exportação de operações garantidas a curto prazo, o regime abrange igualmente operações comerciais nacionais.
- (17) De acordo com as informações transmitidas em 18 de Junho de 2010 pelas autoridades portuguesas, 361 empresas beneficiaram do regime até esse momento. A cobertura total concedida foi de 204 milhões de EUR, dos quais 85 milhões dizem respeito a operações de exportação, correspondendo o resto a operações comerciais nacionais.

3.5. Duração

- (18) A medida foi notificada em 12 de Janeiro de 2009, prevendo-se um período de vigência de 1 de Janeiro de 2010 a 31 de Dezembro de 2010.

3.6. Orçamento

- (19) O montante máximo de garantia pública por beneficiário é de 1,5 milhões de EUR. O orçamento global da medida, cobrindo tanto transacções externas como internas, é de 2 mil milhões de EUR.

3.7. Execução da medida

- (20) O regime começou a ser executado em 1 de Janeiro de 2009. As informações transmitidas por Portugal em 18 de Junho de 2010 apresentam uma distribuição da utilização do regime, consoante a seguradora que executa a medida, distinguindo entre operações nacionais e de exportação, consoante o sector de actividade e de acordo com a dimensão da empresa. A segmentação dos limites do seguro de crédito concedidos é reproduzida nas tabelas seguintes:

- (21) Utilização por companhia de seguros intermediária:

Companhia de seguros	Número de empresas	Limite de crédito em EUR
Cosec	255	144 640 571
Credito y Caucion	41	28 617 071
Cesce	45	26 505 350
Coface	20	4 224 000
Total	361	203 986 992

- (22) Repartição dos limites de crédito entre operações nacionais e de exportação:

	Limite de crédito em EUR
Operações comerciais nacionais	119 066 366
Operações de exportação	84 920 626

- (23) Repartição por sector de actividade do beneficiário:

Sector de actividade	Número de empresas	Limite de crédito em EUR
Indústria	238	112 103 589
Comércio	111	87 631 904
Construção	4	1 700 000
Transportes	2	471 500
Outros	6	2 080 000
Total	361	203 986 992

- (24) Repartição por dimensão do beneficiário:

Dimensão	Número de empresas	Limite de crédito em EUR
Grandes empresas	117	111 669 611
Médias empresas	141	70 447 200
Pequenas e micro empresas	103	21 870 181
Total	361	203 986 992

IV. POSIÇÃO DAS AUTORIDADES PORTUGUESAS

- (25) De acordo com as autoridades portuguesas, a medida notificada constitui uma medida de carácter geral posto que não acarreta qualquer vantagem económica e não suscita qualquer questão *de facto* ou *de jure* em matéria de selectividade. Em especial, a medida não implica selectividade a nível das seguradoras, na medida em que todas as companhias de seguros que operam em Portugal podem aderir ao regime.

- (26) Além disso, segundo as autoridades portuguesas, não foram detectados quaisquer efeitos sobre a concorrência ou sobre o comércio, uma vez que a medida colmata uma lacuna do mercado e não entra em concorrência nem impede a actividade das companhias de seguro de crédito.

- (27) Segundo as autoridades portuguesas, a repartição da utilização do regime consoante o sector de actividade, a dimensão dos clientes e a distribuição regional revela uma elevada dispersão e não diverge da actividade habitual das companhias de seguros. Por outro lado, o regime também é utilizado por empresas com sede noutros Estados-Membros, o que, de acordo com as autoridades portuguesas, sublinha mais uma vez a sua natureza não discriminatória e demonstra que a concorrência não foi distorcida.

V. APRECIACÃO

5.1. Existência de auxílio

- (28) Nos termos do artigo 107.º, n.º 1, do TFUE, são incompatíveis com o mercado interno, na medida em que afectem as trocas comerciais entre os Estados-Membros, os auxílios concedidos pelos Estados ou provenientes de recursos estatais, independentemente da forma que assumam, que falseiem ou ameacem falsear a concorrência, favorecendo certas empresas ou certas produções.

Recursos estatais

- (29) O seguro é directamente prestado pelo Estado e eventuais perdas decorrentes da aplicação do regime afectam o orçamento do Estado. Consequentemente, o regime implica o envolvimento de recursos estatais.

Selectividade da medida e vantagens conferidas

- (30) No que diz respeito às empresas seguradas, a Comissão observa antes de mais que apenas as empresas com actividades comerciais podem beneficiar da medida, enquanto as empresas com uma actividade económica não relacionada com uma actividade comercial (e.g. serviços) não podem beneficiar do regime. Tal constatação decorre igualmente da informação fornecida por Portugal demonstrando que os beneficiários do regime se concentram maioritariamente nos sectores industrial e do comércio.
- (31) Por outro lado, apenas empresas que disponham de um limite de cobertura de crédito junto de uma seguradora privada são elegíveis para beneficiar do regime. De facto, as empresas às quais as companhias de seguro de crédito privadas recusam totalmente uma cobertura não são elegíveis para um auxílio "complementar". Finalmente, o regime comporta um montante máximo de garantia pública por cliente e por fornecedor que pode favorecer as PME relativamente às grandes empresas.
- (32) No que diz respeito à vantagem, as empresas exportadoras e empresas com actividades comerciais que recorrem ao regime pagam um prémio pago inferior ao prémio de mercado. Além disso, segundo as autoridades portuguesas, não existe no mercado disponibilidade para a cobertura dos riscos abrangidos pelo regime ou é a mesma reduzida. No caso presente, as empresas que beneficiam do regime recebem uma vantagem sob a forma de acesso a uma cobertura que de outra forma não estaria disponível.
- (33) Na medida em que riscos inerentes à carteira das seguradoras de crédito privadas e as necessidades de financiamento que daí decorrem são modificados pela medida, a Comissão não pode igualmente excluir nesta fase que o regime comporte elementos de selectividade e confira uma vantagem selectiva às seguradoras privadas.
- (34) Com base nas considerações expostas, a Comissão é da opinião que existem indícios fortes de que a medida confere uma vantagem selectiva às empresas exportadoras e empresas com actividades comerciais que recorrem ao regime.

Efeitos sobre as trocas comerciais e distorção da concorrência

- (35) O regime aplica-se simultaneamente aos créditos à exportação e às operações do mercado nacional que envolvem bens transaccionáveis, pelo que afecta directamente o comércio entre os Estados-Membros. No que diz respeito à cobertura de operações do mercado nacional, o regime pode potencialmente afectar as trocas comerciais entre os Estados-Membros na medida em que pode provocar distorções significativas dos fluxos comerciais, por exemplo ao desviar actividades económicas da exportação para o comércio nacional.
- (36) Nos termos da jurisprudência do Tribunal de Justiça, o mero facto de ser a posição concorrencial de uma empresa reforçada em relação a outras empresas concorrentes atra-

vés da concessão de uma vantagem económica que a empresa em causa não teria obtido no âmbito das suas operações normais, aponta para uma possível distorção da concorrência ⁽¹⁾.

- (37) A medida visa suportar actividades comerciais de empresas activas em Portugal em comparação com empresas activas em outros Estados-Membros. Por conseguinte, a medida é susceptível de falsear a concorrência no mercado interno.

Conclusão

- (38) Por conseguinte, a Comissão considera, nesta fase, que a medida em apreço constitui um auxílio estatal no sentido do artigo 107.º, n.º 1, do TFUE. Tal auxílio pode ser considerado compatível com o mercado interno na medida em que possa beneficiar de uma das derrogações previstas pelo Tratado

5.2. Compatibilidade da medida relativa ao seguro de crédito à exportação

- (39) A Comissão apreciou a medida relativa ao seguro de crédito à exportação de operações garantidas a curto prazo à luz do Quadro temporário e da Comunicação da Comissão aos Estados-Membros nos termos do artigo 93.º, n.º 1, do Tratado CE relativa à aplicação dos artigos 92.º e 93.º do Tratado CE ao seguro de crédito à exportação em operações garantidas a curto prazo ⁽²⁾ (a seguir denominada "Comunicação").
- (40) O ponto 2.5 da Comunicação define «riscos negociáveis» como os riscos comerciais relativos a devedores públicos e privados estabelecidos nos países enumerados no anexo da Comunicação ⁽³⁾. As vantagens financeiras a favor de empresas exportadoras e de seguradoras de crédito à exportação, que realizam ou cobrem, respectivamente, uma operação classificada como um risco negociável, são normalmente proibidos.
- (41) Relativamente aos efeitos sobre a concorrência no mercado privado do seguro de crédito à exportação de operações garantidas a curto prazo, o ponto 3.1 da Comunicação estabelece que entre os factores que podem falsear a concorrência a favor das seguradoras de crédito à exportação privadas ou objecto de apoio público que cobrem riscos negociáveis se incluem as garantias do Estado, *de jure* ou *de facto*, relativamente a empréstimos contraídos ou a perdas. Uma garantia deste tipo permite às seguradoras contraírem empréstimos a taxas inferiores às taxas normais de mercado ou contribui mesmo para viabilizar a contracção de empréstimos. Além disso, supre a necessidade de as seguradoras procederem, elas próprias, a um resseguro no mercado privado.
- (42) No que se refere aos países não enumerados no anexo da Comunicação, tais riscos são "não negociáveis" na acepção da Comunicação e o apoio público para garantir tais riscos está em conformidade com a Comunicação.

⁽¹⁾ Acórdão do Tribunal de 17 de Setembro de 1980 no processo 730/79 *Philip Morris Holland BV v Comissão das Comunidades Europeias* [1980] Col. 2671.

⁽²⁾ JO C 281 de 17.9.1997, p. 4.

⁽³⁾ A lista inclui os países da UE e da OCDE.

(43) Além disso, em conformidade com o ponto 4.2 da Comunicação, os Estados-Membros não deverão conceder auxílios estatais relativamente a riscos negociáveis, a menos que tais riscos possam ser considerados temporariamente não negociáveis. O ponto 4.4 da Comunicação estabelece que os riscos incorridos sobre devedores estabelecidos em países enumerados no Anexo da Comunicação só são considerados temporariamente não negociáveis se se puder demonstrar que a cobertura por parte de seguradoras privadas de riscos geralmente considerados negociáveis não se encontra disponível. Em especial, os Estados-Membros que desejarem recorrer a esta cláusula de derrogação devem apresentar um relatório de mercado demonstrando a não disponibilidade de cobertura dos riscos no mercado do seguro privado, devendo as respectivas provas reportar-se a duas grandes seguradoras de crédito privado à exportação reconhecidas internacionalmente, bem como a uma seguradora de crédito nacional. Além disso, a seguradora de crédito à exportação objecto de apoio público deverá, na medida do possível, alinhar os prémios que pratica relativamente a tais riscos não negociáveis pelas taxas aplicadas por outras seguradoras de crédito à exportação privadas em relação ao tipo de risco em questão e fornecer uma descrição das condições que a seguradora de crédito à exportação pública tenciona aplicar em relação a esses riscos.

(44) A fim de acelerar o processo, o Quadro temporário simplificado, até 31 de Dezembro de 2010, os elementos de prova que os Estados-Membros têm de apresentar para demonstrar a indisponibilidade da cobertura. Para o efeito, os Estados-Membros têm de apresentar elementos de prova fornecidos por uma grande seguradora privada de crédito à exportação reconhecida internacionalmente, bem como de uma seguradora de crédito nacional ou por pelo menos quatro empresas exportadoras bem estabelecidas no mercado nacional.

Indisponibilidade de cobertura no mercado das seguradoras privadas e aplicação da cláusula de derrogação

(45) Portugal apresentou uma série de cartas de empresas exportadoras que demonstram que lhes tinha sido recusada cobertura de um certo número de operações. No entanto, a Comissão tem dúvidas que tais cartas demonstrem a indisponibilidade da cobertura, na medida em que os motivos aduzidos para a recusa são confidenciais ou indicam expressamente que a recusa se devia a uma liquidez e situação financeira deficientes do cliente. A este respeito, a Comissão observa que se a recusa por parte de uma seguradora privada de prestar cobertura, se baseada numa análise financeira sólida, não constitui em si mesma um elemento de prova da indisponibilidade de cobertura no mercado privado.

(46) A Comissão observa ainda que Portugal forneceu uma carta de uma seguradora privada que indicava a indisponibilidade de cobertura no mercado privado, incluindo dados em apoio de tal afirmação. Todavia, a Comissão observa que para preencher os requisitos do Quadro temporário seria necessária uma segunda carta de uma seguradora privada para demonstrar a indisponibilidade de cobertura no mercado privado de seguros.

(47) Em conclusão, embora as informações fornecidas por Portugal apontem para uma situação de tensão no mercado privado do seguro de crédito, a Comissão é da opinião que, na presente fase, tal não é suficiente para demonstrar a indisponibilidade de cobertura.

Alinhamento dos prémios com os praticados pelas seguradoras de crédito privadas

(48) As taxas de prémios praticadas ao abrigo do regime de auxílios estatais correspondem a 60 % da taxa aplicada por uma seguradora privada para cobrir o mesmo cliente. A Comissão observa além disso que o risco transferido para o Estado nos termos do regime pode ser considerado mais elevado do que o risco coberto por si só pela seguradora privada. Com efeito, dado que o limite da cobertura pelo seguro de crédito é alargado para o dobro do limite inicial concedido pela seguradora privada, existe uma probabilidade mais elevada de ocorrência do sinistro objecto do seguro. Consequentemente, na presente fase a Comissão considera que, no caso de um regime de auxílios de carácter complementar em que a decisão de alargar a cobertura só é tomada após ter sido estabelecido o prémio relativo ao limite do seguro de crédito inicial, o prémio relativo ao auxílio que assegura a complementaridade deve reflectir um risco mais elevado de um eventual excesso de cobertura.

(49) A Comissão observa que, de qualquer forma, os prémios praticados ao abrigo do regime são mais baixos do que os prémios actuais do mercado do seguro de crédito à exportação e também inferiores aos prémios praticados em 2007 e 2008. Consequentemente, a Comissão tem dúvidas quanto ao facto de os prémios praticados ao abrigo do regime poderem ser considerados como alinhados pelas taxas aplicadas pelas seguradoras de crédito à exportação privadas em relação ao tipo de risco em questão, tal como requerido pelo ponto 4.4 da Comunicação.

(50) Com base no exposto, a Comissão tem nesta fase fortes dúvidas que a parte do regime relativa ao seguro de crédito à exportação possa ser considerada como um auxílio compatível à luz da Comunicação.

5.3. Compatibilidade do auxílio ao seguro de operações comerciais nacionais

(51) Enquanto a Comunicação e o Quadro temporário estabelecem os critérios para a apreciação da compatibilidade de medidas de auxílios relativas ao seguro de crédito à exportação de operações garantidas a curto prazo, a Comunicação não é aplicável a operações comerciais nacionais. Ademais, a Comissão considera que o regime de seguro de operações comerciais nacionais pode potencialmente distorcer as trocas comerciais entre os Estados-Membros na medida em que uma cobertura a taxas inferiores às praticadas no mercado pode desviar as torças comerciais das exportações para as transacções internas ou, de facto, ter um impacto importante nas importações.

- (52) No entanto, Portugal criou o regime no contexto da actual crise financeira pelo que se deve verificar à luz das consequências de grande alcance da crise económica actual se pode a medida em causa ser considerada compatível directamente ao abrigo do artigo 107.º, n.º 3, alínea b), do TFUE.
- (53) O artigo 107.º, n.º 3, alínea b), do TFUE permite que a Comissão declare um auxílio compatível com o mercado interno se se destinar a “sanar uma perturbação grave da economia de um Estado-Membro”. A Comissão recorda que o Tribunal de Primeira Instância sublinhou que o artigo 107.º, n.º 3, alínea b), do TFUE deve ser aplicado de forma restritiva e destinar-se a sanar uma perturbação grave que afecte o conjunto da economia de um Estado-Membro ⁽¹⁾.
- (54) Em conformidade com os princípios estabelecidos no Quadro temporário (ponto 4.1), a fim de serem consideradas compatíveis, tais medidas devem preencher os seguintes critérios:
- Adequação:* O auxílio deve ser bem orientado a fim de poder alcançar de forma eficaz o objectivo de sanar uma perturbação grave da economia. Não seria o caso se a medida não for adequada para sanar essa perturbação.
 - Necessidade:* A medida de auxílio deve, em termos de montante e de forma, ser necessária para alcançar o objectivo. Tal implica que o seu montante deve ser o mínimo necessário para alcançar o objectivo e que a sua forma deve ser a mais adequada para sanar a perturbação. Por outras palavras, se um montante mais reduzido de auxílio ou uma medida susceptível de provocar menos distorções forem suficientes para sanar uma perturbação do conjunto da economia, a medida em questão não seria necessária. Tal orientação é confirmada pela jurisprudência constante do Tribunal de Justiça ⁽²⁾.
 - Proporcionalidade:* Os efeitos positivos das medidas devem compensar de forma adequada as distorções da concorrência, por forma a que estas sejam limitadas ao mínimo necessário para atingir os objectivos visados pelas medidas. O artigo 107.º, n.º 1, do TFUE proíbe todas as medidas estatais selectivas susceptíveis de distorcerem o comércio entre Estados-Membros. Qualquer derrogação concedida ao abrigo do artigo 107.º, n.º 3, alínea b), do TFUE que autorize auxílios estatais deve assegurar que tais auxílios sejam limitados ao necessário para atingir os objectivos declarados.
- (55) A Comissão observa antes de mais que a medida foi criada no contexto da actual crise financeira e que é limitada no tempo até ao final de 2010.
- (56) A Comissão recebeu cartas de exportadores e uma carta de uma seguradora privada indicando uma redução da cobertura do seguro de operações comerciais nacionais. À luz da informação recebida a respeito do seguro de operações comerciais nacionais, a Comissão tem dúvidas quanto ao potencial da referida redução do volume de cobertura (parágrafo 8) para perturbar gravemente a economia de Portugal. A distribuição do orçamento do regime entre seguros de crédito às exportações e a operações comerciais nacionais poderá no entanto ser um indício de uma deficiência no mercado do financiamento de transacções internas que necessitaria de ser documentada pelas autoridades portuguesas. Assim sendo, a Comissão tem dúvidas, nesta fase, quanto à adequação da medida para sanar uma perturbação grave da economia.
- (57) A Comissão nota que a medida se destina a obviar uma indisponibilidade de cobertura no mercado de seguros. No entanto, a medida não só fornece uma cobertura adicional às empresas como lhes proporciona uma vantagem em termos de preço, posto que os prémios praticados são inferiores aos prémios do mercado. Tal como mencionado no parágrafo 48 relativo ao crédito à exportação, as taxas de prémios praticadas ao abrigo do regime de auxílios estatais correspondem a 60 % da taxa aplicada por uma seguradora privada para cobrir o mesmo cliente, muito embora o facto de o limite da cobertura ser alargado para o dobro do limite inicial implique um risco mais elevado, que desde logo não se reflecte no prémio. Assim sendo, a Comissão não considera, nesta fase, que o nível de prémios praticados ao abrigo do regime seja justificado à luz da necessidade de obviar a uma indisponibilidade de cobertura do seguro, nem que seja o mesmo proporcional para alcançar o seu objectivo declarado tendo em conta as distorções potenciais de concorrência que acarreta.
- (58) Assim sendo, a Comissão tem dúvidas sobre a compatibilidade da medida em apreço ao abrigo do artigo 107.º, n.º 3, alínea b), do TFUE.
- (59) Ademais, nesta fase do procedimento e tendo em conta as sérias preocupações exprimidas nos parágrafos 51 e seguintes, relativas à capacidade da medida em distorcer as trocas comerciais entre os Estados-Membros, a Comissão não antevê quaisquer outras disposições ao abrigo das quais a medida possa ser considerada compatível, seja por referência ao artigo 107.º, n.º 2, ou ao artigo 107.º, n.º 3, do TFUE, e tem fortes dúvidas quanto à sua compatibilidade com o Tratado.

5.4. Conclusão

⁽¹⁾ Ver em termos de princípio os processos apensos T-132/96 e T-143/96 *Freistaat Sachsen and Volkswagen AG/Comissão* [1999] Col. II-3663, n.º 167. Confirmado na Decisão da Comissão relativa ao processo C 47/1996, *Crédit Lyonnais* (JO L 221 de 8.8.1998, p. 28), ponto 10.1.

⁽²⁾ Ver processo 730/79, *Philip Morris* [1980] Col. 2671. Este princípio foi recentemente reafirmado pelo Tribunal de Justiça no processo C-390/06, *Nuova Agricast/Ministero delle Attività Produttive* de 15 de Abril de 2008, onde o Tribunal de Justiça estabeleceu que “Conforme resulta do (processo) [...] 730/79 [...] um auxílio que conduz a uma melhoria da situação financeira da empresa beneficiária mas que não é necessário para atingir os objectivos previstos no artigo 87.º, n.º 3, CE não pode ser considerado compatível com o mercado comum [...]”.

- (60) A Comissão é da opinião de que Portugal não apresentou provas suficientes para dissipar as dúvidas sobre se os prémios da cobertura complementar fornecida pelo Estado estão em consonância com os requisitos da Comunicação, sendo, por conseguinte, compatíveis com o mercado interno. Além disso, a Comissão tem dúvidas, na presente fase, sobre se a cobertura está indisponível no mercado português do seguro de crédito à exportação de operações garantidas a curto prazo. Em especial, as provas de indisponibilidade da cobertura não parecem preencher os requisitos do Quadro temporário.

(61) Relativamente ao regime a favor das operações comerciais no mercado nacional, a Comissão tem dúvidas quanto à necessidade, adequação e proporcionalidade do regime e à sua compatibilidade nos termos do artigo 107.º, n.º 3, alínea b), do TFUE.

(62) Pelas razões expostas, e nesta fase do procedimento, a Comissão tem dúvidas quanto à compatibilidade da medida com o mercado interno.

VI. DECISÃO

(63) À luz do que precede, a Comissão decidiu dar início ao procedimento previsto no artigo 108.º, n.º 2, do TFUE e solicita a Portugal que lhe forneça todos os documentos, informações e dados necessários para a apreciação do auxílio, no prazo de um mês a contar da data de recepção da presente carta.

(64) A Comissão deseja recordar a Portugal o efeito suspensivo do artigo 108.º, n.º 3, do TFUE, e chama a atenção das autoridades portuguesas para o artigo 14.º do Regulamento (EC) n.º 659/1999 do Conselho, que estipula que os auxílios ilegais poderão ser recuperados do beneficiário.

(65) A Comissão recorda a Portugal que informará as partes interessadas através da publicação da presente carta e de um resumo da mesma no *Jornal Oficial da União Europeia*. A Comissão informará igualmente o Órgão de Fiscalização da AECL, enviando uma cópia da presente carta. As partes interessadas serão convidadas a apresentar as suas observações no prazo de um mês a contar da data da referida publicação.»

Notification préalable d'une concentration**(Affaire COMP/M.6170 — First Reserve Fund XII/Finmeccanica/Ansaldo Energia)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2011/C 111/13)

1. Le 31 mars 2011, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 ⁽¹⁾ du Conseil, d'un projet de concentration par lequel les entreprises Finmeccanica SpA, («FNM», Italie) et FR Mansail Limited (RU), une filiale à part entière de First Reserve Fund XII L.P. («FR», îles Caïmans) acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement CE sur les concentrations, le contrôle en commun de l'entreprise Ansaldo Energia SpA («AEN», Italie), contrôlée actuellement par FNM, par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

— FR: fonds de placement,

— FNM: activités dans l'industrie aérospatiale, la défense et la sécurité,

— AEN: activités dans le secteur des systèmes et composants pour la production d'électricité.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement CE sur les concentrations.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur ce projet de concentration.

Ces observations devront lui parvenir au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie (+32 22964301), par courrier électronique à l'adresse COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu ou par courrier, sous la référence COMP/M.6170 — First Reserve Fund XII/Finmeccanica/Ansaldo Energia, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Grefte des concentrations
J-70
1049 Bruxelles
BELGIQUE

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1 (le «règlement CE sur les concentrations»).

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (<i>suite</i>)	Page
2011/C 111/12	Aide d'État — Portugal — Aide d'État C 28/10 (ex NN 19/10) — Assurance-crédit à l'exportation à court terme — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE ⁽¹⁾	46
2011/C 111/13	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.6170 — First Reserve Fund XII/ Finmeccanica/Ansaldo Energia) ⁽¹⁾	54



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

Prix d'abonnement 2011 (hors TVA, frais de port pour expédition normale inclus)

Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	1 100 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, papier + DVD annuel	22 langues officielles de l'UE	1 200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	770 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, DVD mensuel (cumulatif)	22 langues officielles de l'UE	400 EUR par an
Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications), DVD, une édition par semaine	Multilingue: 23 langues officielles de l'UE	300 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série C — Concours	Langues selon concours	50 EUR par an

L'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, qui paraît dans les langues officielles de l'Union européenne, est disponible dans 22 versions linguistiques. Il comprend les séries L (Législation) et C (Communications et informations).

Chaque version linguistique fait l'objet d'un abonnement séparé.

Conformément au règlement (CE) n° 920/2005 du Conseil, publié au Journal officiel L 156 du 18 juin 2005, stipulant que les institutions de l'Union européenne ne sont temporairement pas liées par l'obligation de rédiger tous les actes en irlandais et de les publier dans cette langue, les Journaux officiels publiés en langue irlandaise sont commercialisés à part.

L'abonnement au Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications) regroupe la totalité des 23 versions linguistiques officielles en un DVD multilingue unique.

Sur simple demande, l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne* donne droit à la réception des diverses annexes du Journal officiel. Les abonnés sont avertis de la parution des annexes grâce à un «Avis au lecteur» inséré dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Ventes et abonnements

Les abonnements aux diverses publications payantes, comme l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, sont disponibles auprès de nos bureaux de vente. La liste des bureaux de vente est disponible à l'adresse suivante:

http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm

EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>

